

alternatives

non violentes



BSIC

* Roger GARAUDY * Robert CHAPUIS *

autogestion
révolution
non violence

Marc PAILLET * Victor LEDUC * Louis BESSON

Interview exclusive de
Gisèle HALIMI

12 8° P 6 M2
revue bimestrielle

6 f

SI VOTRE ABOUNNEMENT EST TERMINE

Beaucoup de nos lecteurs se sont abonnés au rythme des années scolaires. Ce numéro est donc le dernier de leur abonnement.

Si, sur votre bande d'envoi, la mention « Fin d'abonnement » est imprimée, ayez la gentillesse de vous réabonner dès que possible ; cela nous dispense de vous envoyer une lettre de rappel. Les économies ainsi réalisées nous permettent de faire des numéros de plus de 36 pages, comme c'est encore le cas pour ce n° 12.

Nous allons devoir augmenter le prix de l'abonnement. Si vous vous abonnez ou réabonnez avant le 15 SEPTEMBRE, vous bénéficierez de l'ancien tarif (25 F). Le nouveau tarif sera de 30 F par an.

FESTIVAL D'ALTERNATIVES POLITIQUES NON VIOLENTES

du 12 au 15 juillet 1975 en Hollande, organisé par l'I.R.G., sous forme d'ateliers de travail, groupes de discussions.
INSCRIPTIONS : War Resisters International 35, rue Van Elewyck, 1050, Bruxelles BELGIQUE.

Nous avons omis, dans notre dernier numéro, de donner les coordonnées de Michèle, auteur des poèmes publiés dans le premier article : « Etre Femme et créer ? ». Il s'agit de : Michèle FAIVRE (Jussieux), 63, rue Battant, 25000 Besançon.

éditorial écrit dans une église

Depuis maintenant plusieurs jours, quelque 150 femmes prostituées de Lyon sont réfugiées en l'église Saint-Nizier, au centre de la ville. Depuis le début, avec un prêtre du « Nid », le Père Louis Blanc, nous nous trouvons jours et nuits avec elles. Chance inouïe de notre vie ! Un événement qui marque sans doute un tournant dans l'histoire de la prostitution se produit, et nous en sommes !

C'est la première fois, en effet, que des femmes au trottoir s'organisent collectivement, pour crier à la face des Pouvoirs publics et à celle de l'opinion l'hypocrisie dont ceux-ci font preuve quant à la prostitution (on dit « il en faut », et en même temps, parce qu'on a honte « d'en vouloir » on traite les femmes prostituées comme des criminelles). Où ira ce mouvement ? En ce septième jour, alors que dans d'autres villes d'autres femmes prostituées font s'étendre la révolte de Saint-Nizier, il n'est pas possible de le dire. Mais ce qui s'avère déjà certain c'est qu'un grand mouvement de libération concernant non seulement les femmes prostituées mais encore toutes les femmes et tous les hommes, est en train de naître, et que des non violents, comme au Larzac, y sont présents depuis la première heure.

Par la force des choses, j'écris cet éditorial dans l'église où nous sommes des reclus volontaires. Mais pour notre revue, cela doit être un signe : nous sommes tous plus ou moins engagés dans des conflits sociaux ; ceux-ci sont la réalité de la vie : c'est donc d'eux que notre réflexion doit partir au lieu de se réduire à des spéculations.

La table ronde que le Mouvement pour une Alternative Non Violente (M.A.N.) a réunie, et dont nous reproduisons les échanges, n'est pas, elle, quelque chose d'uniquelement cérébral. Les gens qui y ont participé, qu'il s'agisse de Robert Chapuis ou de Jean-Marie Muller, de Victor Leduc ou de Maurice Debrach, ont derrière eux toute une expérience de luttes et il est important que ce dialogue ait pu avoir lieu. Au M.A.N., comme à « Alternatives », nous nous sommes sentis interpellés par le courant autogestionnaire ; nous avons bien voulu reconnaître que nous ne ferions pas seuls la révolution : aujourd'hui le courant autogestionnaire nous reconnaît comme partenaires.

Cette discussion vaut beaucoup de traités sur le socialisme et l'autogestion. En situant l'autogestion par rapport au capitalisme et par rapport au système soviétique, l'ensemble des intervenants la présente comme une voie nouvelle où l'Etat même est remis en cause. Une voie nouvelle, et pas une « troisième voie » renvoyant dos à dos socialisme et capitalisme, du fait que l'autogestion est bien de l'ordre du socialisme... comme la non violence qui est la nôtre.

Pour nous, en effet, il ne fait plus de doute, actuellement, que la non violence ne doit plus être abordée d'abord au plan moral, mais au plan politique, stratégique. Maurice Debrach nous a remis un nouveau texte qui l'affirme et que nous publions, en plein accord avec la pensée exposée. Le reste du numéro se montre « en direct » avec des luttes, ou reprend certains sujets de nos précédents numéros. Christian Mellon et Jacques Sémelin se sont efforcés de faire le point sur la lutte des paysans du Larzac. Bernard Giguet est allé en Italie et présente la campagne de désobéissance civile qui a éclaté dans le nord de ce pays à l'automne dernier. Hélène Didier et Marie-Hélène Bunoz, dans la mouvance du numéro sur les Femmes, ont réalisé une interview de Maître Gisèle Halimi. Et nous revenons sur « l'Afrique de la non violence » avec un texte que nous a confié le Professeur Joseph Ki-Zerbo...

Le dimanche 8 juin 1975.

Christian DELORME

table ronde sur

autogestion - révolution - non violence

avec Louis BESSON

Jacques de BOLLARDIERE

Robert CHAPUIS

Maurice DEBRACH

Roger GARAUDY

Victor LEDUC

Jean-Marie MULLER

Marc PAILLET

Depuis un an et demi, la revue ALTERNATIVES non violentes a publié (en interviews ou en articles) les réflexions de quelques personnes dont les recherches sur le socialisme nous ont paru proches des nôtres : André Jeanson, Robert Chapuis, Roger Garaudy, Jacques Moreau ; de son côté, Combat non-violent a interrogé Charles Piaget, Louis Besson, Marc Panella, et d'autres... Le moment nous a donc semblé venu de faire le point sur cette recherche, sous la forme d'une discussion plus large. Au même moment, le Mouvement pour une Alternative Non Violente (M.A.N.) dans son effort pour clarifier sa position en rédigeant un Texte d'Orientation Politique, a senti l'intérêt d'une confrontation avec des hommes qui, sans adopter les positions non violentes, ont une expérience politique qui peut nous aider à mieux poser nos propres problèmes. C'est cette discussion que nous vous livrons aujourd'hui. Elle a rassemblé les personnes suivantes :

Louis BESSON, député socialiste de Savoie. A manifesté publiquement son opposition aux armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

Robert CHAPUIS, ancien secrétaire national du PSU ; devenu membre du P.S. fin 74, après les Assises du Socialisme. Siège au Comité Directeur de ce parti ; chargé d'une délégation nationale à la Technologie et à la Recherche.

Roger GARAUDY, écrivain et philosophe. Exlu du Parti Communiste en 1970. Auteur de « L'Alternative », « Danser sa vie », et « Parole d'Homme ».

Victor LEDUC, ancien membre du parti communiste ; adhère au C.I.C. (Centre d'Initiative Communiste), puis au P.S.U.. Actuellement, membre de l'équipe dirigeante du P.S.U.

Marc PAILLET, journaliste ; auteur d'essais sur le marxisme et les problèmes de la communication ; ancien membre du Bureau de la F.G.D.S. (Fédération de la Gauche démocrate et socialiste).

Les trois représentants du M.A.N. qui dialoguent avec eux, Jacques de BOLLARDIERE, Maurice DEBRACH et Jean-Marie MULLER, sont suffisamment connus de nos lecteurs.

C. M.

L'AUTOGESTION

Jean-Marie MULLER. S'il y a des convergences fondamentales entre nous, il faudrait les expliciter : on ne peut pas parler des « voies de passage au socialisme », sans préciser notre **analyse** de la situation actuelle de la société capitaliste et notre **projet** politique. Et peut-être faudrait-il d'abord préciser ce que nous entendons par « autogestion »...

Roger GARAUDY. Le mot « autogestion », que mettons-nous dedans ? Il semble indiquer qu'il ne s'agit que des **moyens** : une autre façon de gérer... Il faut donc bien souligner qu'une autogestion des moyens implique d'abord une **autodétermination des fins**. Par exemple, tous les problèmes qui ont été traités par Dumont mais séparés d'un véritable projet politique, et d'autre part les projets politiques qui font abstraction de ce genre de problèmes : il faudrait faire le lien... Dans le Programme Commun, il n'y a pas de remise en cause du modèle de croissance : or j'imagine mal un socialisme autogestion-

naire qui ne partirait pas de cette réflexion sur l'absence de finalité humaine du système capitaliste. Lorsque nous allons parler des voies de passage, il faudra bien souligner que l'autogestion des luttes doit déjà préfigurer ce que sera l'autogestion de la société. Il est bien évident que, pour l'instant, on ne peut autogérer que les luttes : l'autogestion n'est pas possible dans un régime de propriété privée des moyens de production, ni dans un système bureaucratique centralisé de type soviétique.

J'insiste sur les **finalités** car si l'on s'en tient à une simple autogestion des moyens, je me demande par exemple comment on pourrait concevoir l'autogestion d'une usine d'armements nucléaires ! Nous irions vers l'aberration pure... Cela n'a de sens que dans une perspective de reconversion des finalités globales : or, cela ne dépend pas seulement du mode de gestion, car le chauvinisme d'entreprise ne serait pas aboli.

Marc PAILLET. Le mot autogestion est maintenant historique : on ne peut pas le changer ; mais si l'on veut discuter au fond du problème qui nous préoccupe, c'est

un mot qui fait écran. De nombreuses analyses convergentes montrent que toute espèce de démocratie économique qui repose sur les **producteurs** en tant que tels entraîne des mécanismes, des finalités qui vont, en définitive, à la traverse des objectifs qu'on peut qualifier de « socialistes ». Il faut donc ré-insérer les citoyens comme **consommateurs** et **utilisateurs** : l'autogestion mal comprise peut occulter cette nécessité de créer des mécanismes économiques à d'autres niveaux que le niveau de l'entreprise ; sinon il y a une sorte de coalition des producteurs qui peut déclencher des mécanismes extrêmement pernicieux par rapport aux finalités qui sont les nôtres... Pour ma part, j'aimerais mieux parler de « démocratie économique » que d'autogestion.

Nous sommes passés d'une conception du socialisme déterminant le contenu à une conception s'efforçant au contraire de déterminer les structures et les mécanismes. Je prends un exemple : Jusqu'à une date relativement récente, les architectes disaient quelle était la bonne façon d'habiter ; maintenant, les jeunes architectes ne disent plus cela du tout ; ils disent : « nous sommes des techniciens pour les matériaux et la conception des formes ; mais nous ne pouvons pas construire à l'échelle de la ville ou du quartier, si les gens ne disent pas **comment** ils veulent habiter et ce qu'ils veulent que nous réalisions... » Nous sommes donc passés d'un socialisme qui voulait définir comment les choses devaient être à un socialisme qui proposera des structures au sein desquelles les intéressés eux-mêmes (essentiellement usagers et consommateurs) diront comment à leur sens les choses doivent être.

Jean-Marie MULLER. Il y a plusieurs approches de l'autogestion : une première approche insiste sur le problème des **moyens** par lesquels une société se trouve gérée ; elle est insuffisante, mais importante. La société capitaliste, en effet, a une gestion **étatique**, c'est-à-dire très fortement centralisée et hiérarchisée. Ce mode de gestion provoque une **aliénation** du citoyen. D'où la nécessité et l'importance des prises de pouvoir **à la base** ; car dans les transformations des sociétés qui ont voulu instaurer le socialisme, on a retrouvé ce schéma étatique : gestion centralisée, bureaucratique... Il ne suffit donc certainement pas de prendre le pouvoir (au sens de prendre en mains l'appareil d'Etat) pour lui donner une autre finalité et pour arriver à une transformation des

modalités de production et des structures économiques. Il y a là une impasse qu'on peut lire dans les expériences communistes. L'autogestion, c'est donc d'abord la prise de décision à la base... Mais il y a une autre approche de l'autogestion, en termes de **finalités**. Il faut alors poser le problème de la croissance, de la civilisation, et finalement de la **culture**. Il faut reconnaître que la réflexion socialiste est encore toute neuve sur ces questions : la dimension écologique, qui ne peut pas ne pas être intégrée par la réflexion socialiste, ne l'a pas été jusqu'à présent... Prenons l'exemple de LIP : c'était tout de même aussi une usine d'armements ! Nous n'avons pas voulu, en tant que militants non violents, faire de ce fait un cheval de bataille, parce qu'il nous semblait que c'était **second** par rapport à la bataille économique et finalement politique qu'il fallait gagner ; mais la question reste posée : peut-on autogérer une usine d'armements ? Il n'y a pas autogestion sans définition de la finalité économique...

Une approche autogestionnaire doit aussi s'interroger sur le problème de l'Armée et du **mode de défense** de cette société.

Roger GARAUDY. Je ne crois pas qu'on puisse parler de socialisme et encore moins d'autogestion, sans une remise en cause du modèle de croissance. Vers quels **objectifs** allons-nous nous mobiliser ? Est-ce pour faire mieux ce que le capitalisme ne fait pas bien ? Je lisais récemment (dans Alternatives non violentes, n° 8) une interview d'un dirigeant syndical des industries d'armement ; et à la fin de l'interview il déclarait que son problème fondamental était la défense de l'emploi !... Pour moi, c'est vraiment la question de fond : si nous ne commençons pas par définir nos objectifs, tout va dévier et nous allons nous contenter de faire mieux, avec d'autres méthodes de gestion, ce que les capitalistes font mal. Cela ne me paraît pas une bonne définition du socialisme...

Marc PAILLET. Au fur et à mesure que le temps s'écoule, on s'aperçoit qu'il est absolument impossible de définir une socialisme économique simplement en partant des modalités de production. Le gros problème qui se pose, y compris à travers l'éventuelle réinsertion de mécanismes de marché, c'est de ré-introduire l'usager et le consommateur dans la balance.

Robert CHAPUIS. Mais le consommateur lui-même a aussi son aliénation, sa détermination... Finalement la distinction du producteur d'une part et du consommateur d'autre part est précisément ce contre quoi il faut lutter : le problème de la « démocratie économique », c'est d'abolir dans notre société la distinction entre démocratie économique et démocratie politique. Tout le capitalisme s'est bâti sur cette division : d'un côté l'entreprise et ses rapports économiques ; de l'autre l'Etat sur lequel, par le suffrage universel, porte l'acte démocratique. Ce mécanisme, on le sait, a légitimé la domination de classe de la bourgeoisie. Mais l'expérience historique a montré que, en mettant en cause cette domination de classe, on peut n'opérer qu'un simple retournement : un autre arbitraire s'établit finalement ; le lien entre l'économique et le politique s'établit globalement et au sommet : l'arbitraire de l'Etat socialiste remplace celui de l'Etat capitaliste. Le socialisme autogestionnaire essaie donc de résoudre un double problème : celui qui est posé par la société capitaliste, et celui qui est posé par certaines expériences socialistes. Il est donc nécessaire de mettre en cause la structure économique elle-même et pas seulement ses finalités. Le problème des nationalisations est un exemple éclairant. Si l'on regarde la structure d'une entreprise comme la C.G.E., on s'aperçoit que ce qu'on nationalise c'est une structure **financière** et non pas, à proprement parler une structure **industrielle**. On nationalise un certain type de rapports bancaires, de rapports sociaux, une certaine mécanique : remettre à la collectivité un tel engin, c'est lui mettre sur le dos un poids capitaliste extraordinaire ! La nationalisation de la C.G.E. n'a donc de sens que par la déstructuration d'un tel ensemble économique pour lui faire retrouver des finalités de production compatibles avec des décisions politiques, avec la définition de priorités, avec des besoins sociaux... bref, avec une « planification démocratique ».

L'autogestion ce n'est donc pas seulement la gestion par les collectivités d'un certain nombre de biens et de moyens ; c'est aussi une redéfinition de la nature même des collectivités : collectivités de travail et collectivités de vie...

Victor LEDUC. Je voudrais expliquer comment, avec un certain nombre de camarades, nous sommes arrivés au concept d'autogestion : ayant été membres assez long-

temps du Parti Communiste, cela demande une explication ! Je crois que nous avons fait à retardement le chemin qu'ont fait nos camarades yougoslaves ; parler d'autogestion, c'est se situer à la fois par rapport au capitalisme et par rapport au système soviétique. Or, en approfondissant la critique du système soviétique (après le rapport Krouchtchev), nous nous sommes demandés quelle était la cause fondamentale de ces déviations. Nous avons découvert cette cause dans le **mode de production** tel qu'il existe dans les pays de l'Est ; il nous a semblé que dans l'analyse marxiste de la transition au socialisme, il manque un chaînon, une phase : l'appropriation **réelle** des moyens de production par les producteurs **eux-mêmes**. Bien sûr, Marx avait dit que la finalité du socialisme c'est la gestion des moyens de production par les producteurs associés ; mais cela avait été identifié à la **prise du pouvoir** d'Etat par les partisans du socialisme et notamment par un **parti** incarnant la cause du socialisme... Cette identification entre la possession de l'appareil d'Etat et l'appropriation par les producteurs eux-mêmes des moyens de production, l'expérience historique a montré que c'était une grande erreur ; pour nous le concept d'autogestion répond à cette nécessité de l'appropriation **réelle** par les producteurs des moyens de production ; c'est la base sociale, économique, fondamentale d'une société autogestionnaire. Ce n'est pas toute l'autogestion, mais le reste est l'extension des formes autogestionnaires de contrôle à l'ensemble de la vie sociale. Des expériences intéressantes peuvent être faites dans le domaine de la consommation, du cadre de vie, de l'école, etc..., mais ce qui assoit véritablement une société autogestionnaire, c'est l'appropriation **réelle** des moyens de production par les producteurs.

Marc PAILLET. Il me semble qu'il faudrait définir les points sur lesquels nous sommes à peu près d'accord, par delà nos divergences de conceptions du socialisme :

- premièrement, le changement de la **modalité** de la propriété des moyens de production ne signifie pas le socialisme ; on peut discuter pour savoir si c'en est une condition ou pas ; mais ce n'est pas le socialisme. On peut constater que dans tous les pays où l'on a pratiqué l'étatisation des moyens de production cette étatisation a coïncidé avec une bureaucratisation.

Personnellement, je ne pense pas que l'étatisation soit une condition nécessaire du socialisme, et même je pense que dans certains cas elle est nocive.

• Deuxièmement, après 50 années d'expériences multiples et variées qui se sont parées de l'étiquette « socialiste », il faut examiner quelles sont, dans la réalité des choses, les règles du jeu : quelles classes sociales sont en présence dans ces pays ? que s'est-il passé au printemps de Prague ? que s'est-il passé en Pologne ? en U.R.S.S. même ? On a fait allusion à l'expérience yougoslave : quand on discute avec les Yougoslaves eux-mêmes, ils sont tout prêts à concéder que c'est un système d'équilibre : il fait rentrer dans le jeu le prolétariat local, représenté le plus souvent par des technocrates d'usine... Voyons bien qu'au départ une certaine forme d'autogestion (l'autogestion yougoslave) s'est heurtée au problème fondamental suivant : même lorsqu'il y a un libre exercice de la démocratie économique, c'est à travers la couche technocratique de l'entreprise que la classe ouvrière se fait représenter.

Robert CHAPUIS. Cela rejoint le problème culturel...

Marc PAILLET. Pour moi, ce n'est pas seulement un problème culturel ; c'est un problème économique fondamental : nous assistons actuellement à la montée d'une classe qui domine par la **fonction** en remplacement d'une classe qui dominait par la **propriété**.

Le point commun qui pourrait faire notre accord c'est que, nationalisations ou pas, rien n'est résolu du point de vue des pouvoirs réels dont dispose effectivement la masse de la population (consommateurs ou producteurs) dans la société qui est en train de naître ; et que ce n'est pas un changement de type de propriété qui transforme, en soi, quoi que ce soit du point de vue de la condition réelle du proléttaire soit par rapport à l'outil de travail, soit par rapport au pouvoir réel dans l'entreprise, dans la firme, dans le trust et dans la démocratie économique de l'Etat. Ce n'est pas un changement d'étiquette qui modifie fondamentalement ces rapports avec la technosphère d'entreprise et avec les bureaucraties qui naissent de toutes façons au niveau administratif ou au niveau du parti et de l'Etat.

En conséquence, c'est précisément parce que le prolétariat, en tout état de cause n'est pas « sauvé » par

un acte unique qui s'appellerait la révolution, et que, après comme avant, il a à résoudre les problèmes de sa défense sur tous les terrains (pouvoir, désaliénation, réalisation, etc.) qu'il faut s'ingénier à trouver quels sont les procédés, les moyens qui sont susceptibles de lui donner le maximum de pouvoir possible... Il s'agit donc bien de doter la masse des gens (producteurs, consommateurs et usagers), des pouvoirs et des moyens qui leur seront nécessaires pour faire connaître la manière dont ils entendent mener leur vie, consommer, produire...

Nous devons nous garder de réaliser au profit de qui que ce soit une concentration des différents types de pouvoir ; je pense que c'est dans une séparation des pouvoirs (y compris économique et politique) que peuvent se glisser des mécanismes réels de démocratie et que peuvent s'exercer les forces que nous voulons créer pour une véritable autogestion.

Robert CHAPUIS. — La division entre la sphère politique et la sphère économique pose problème : le socialisme a été précisément l'effort pour lutter contre cette division. Mais l'histoire de l'expérience socialiste a montré que, tout en luttant contre cette division, on pouvait instaurer une bureaucratie ! Ce n'est pas pour autant qu'il faut revenir à la situation antérieure ou se réfugier dans la préhistoire... Je crois qu'une société industrielle développée donne davantage de moyens pour résoudre ce problème : l'économique n'existe pas de la même manière dans nos sociétés et dans les sociétés capitalistes du XIX^e siècle ; l'évolution technique, l'ensemble des moyens d'automatisation, etc. peuvent contribuer à la maîtrise politique des rapports économiques. La société industrielle n'est pas une sorte de monstre inquiétant ; c'est quelque chose qui exige d'être maîtrisé : si je suis autogestionnaire, ce n'est pas **contre** la société industrielle mais parce que la société industrielle pose aujourd'hui des problèmes d'une nature telle que, si nous ne les résolvons pas sur une base autogestionnaire, nous serons effectivement étouffés par des systèmes bureaucratiques...

Marc PAILLET. Je ne comprends pas du tout en quoi la société industrielle moderne nous donne des moyens de résoudre les problèmes posés...

Robert CHAPUIS. Je crois que les moyens informatiques, les moyens de télécommunications, de rationalisation (y compris alimentaire), s'ils sont maîtrisés et non pas utilisés pour le profit peuvent aider beaucoup. Le pessimisme envers ces moyens correspond à ce qui résulte du développement capitaliste, mais on ne peut s'y enfermer : sinon, le socialisme autogestionnaire apparaîtra comme la mise en cause de la société industrielle pour retrouver les « premiers temps » du mouvement socialiste, et on se condamnera à une situation de témoins de la décadence... Notre problème c'est plutôt de chercher comment, de la société actuelle, peut germer une société capable de maîtriser ses propres conflits.

Marc PAILLET. Je ne nie pas du tout qu'il soit possible de maîtriser les processus actuels, y compris ceux où intervient très fortement l'informatique ; mais je dis que la solution à ces problèmes n'est nullement apportée **de l'intérieur** de la société industrielle, et qu'au contraire elle apporte des facteurs qui **compliquent** la tâche... Je récuse ce scientisme exaspéré d'un certain nombre de mes collègues qui croient que l'ordinateur apportera toutes les solutions. La solution sera apportée de la sphère de la réflexion culturelle et politique.

Robert CHAPUIS. Tout à fait d'accord.

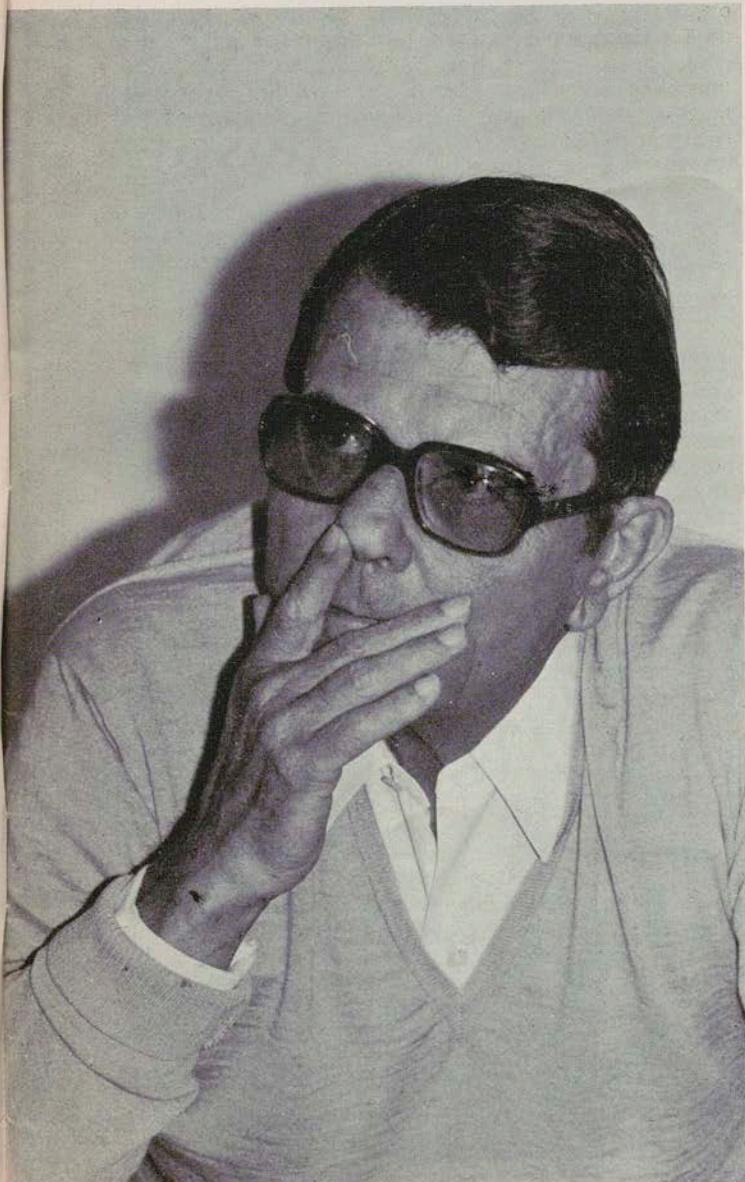
LA MAITRISE DES CONFLITS.

Jacques de BOLLARDIERE. Dans tout ce qui a été dit, je perçois une convergence évidente : par des approches un peu différentes, nous tournons tous autour du même problème. Seulement, si on essaie de concrétiser ça dans le monde où nous vivons, on va voir un beau matin (en mettant les choses au mieux) une société comme la nôtre virer au socialisme, mais dans un monde qui restera ce qu'il est : elle va donc être soumise à des agressions effroyables de l'intérieur et de l'extérieur... Comment, au milieu de tout ça va-t-on assurer cette transition vers quelque chose qu'au fond nous souhaitons tous ? C'est un point fondamental, parce que le tout est de savoir où on va trouver l'énergie nécessaire pour résoudre le problème...

Robert CHAPUIS. Cela m'amène à rejoindre le problème de la non violence : ce n'est pas la matière elle-même

qui donnera la solution, mais la capacité de la maîtriser, donc une avancée culturelle, de conscience... A cet égard, ce qu'a apporté le Mouvement non violent, c'est à la fois un sursaut de conscience et la nécessité de développer une stratégie à l'égard de la violence. La non violence est un élément nécessaire pour une avancée socialiste. Les socialistes doivent se battre à ce sujet : non pas pour demander à l'Etat un statut privilégié des non violents dans une société socialiste, mais au contraire pour avoir l'élément de contestation sans lequel on recréera constamment des mécanismes bureaucratiques. Prenons le cas de la **Défense** : je pense que les thèmes de la non violence ont fait apparaître l'interrogation sur ses **finalités**, sur la capacité d'une collectivité à prendre en charge sa propre défense sans la faire assumer par d'autres. Des interrogations de ce genre me paraissent des interrogations fondamentales pour éviter des mécanismes d'oppression... Est-ce que, pour autant, il faut faire une idéologie de la non-violence, bâtir un monde non violent comme système dominant et achevé ? Du moment qu'il n'y a de société que conflictuelle, qui dit conflit dit quand même une part de violence... Si la non violence sait ne pas être une idéologie, mais une stratégie, elle rejoint le mouvement socialiste autogestionnaire sur des points comme l'Etat, la Défense, les diverses formes de violence de la société capitaliste... Dans une société qui passe au socialisme, certaines formes de division du travail persisteront, l'existence d'un Etat sera encore maintenue, et le conflit restera une réalité.

La démarche socialiste ne consiste pas à supprimer les conflits, mais à utiliser les conflits pour un plus grand développement : dans la société conflictuelle où nous sommes, il y a possibilité de mener un combat socialiste ; un certain nombre de transformations économiques ou politiques pourraient faire passer ce combat à un degré supérieur et permettre à la masse des hommes, aux collectivités elles-mêmes de s'engager dans la **maîtrise** des conflits, ce qui ne veut pas dire forcément leur suppression. L'autogestion comme maîtrise des finalités d'une société, c'est au fond la capacité de maîtriser les conflits qui se développent sur le plan économique comme sur le plan politique. La société autogérée ne peut pas être pensée comme une société d'harmonie parfaite où tout se résoudrait de soi-même. Prenons l'exemple d'une contradiction dans l'actualité : la récente enquête de la SOFRES sur les Centrales nu-



Jacques de BOLLARDIERE (Photo G.D.)

claires montre que 2/3 des personnes interrogées y sont hostiles ; mais 2/3 déclarent aussi qu'ils accepteraient un emploi dans une Centrale ou à proximité ! C'est qu'il y a une crise de l'emploi... Même chose en ce qui concerne la question soulevée tout à l'heure à propos de la défense de l'emploi dans les usines d'armements... Pour les travailleurs, qui sont le dos au mur, la sécurité de l'emploi l'emporte sur la définition du projet ; car, pour projeter, il faut d'abord être... C'est tout le problème du mouvement syndical aujourd'hui : il y a une tension extrêmement forte qui appelle un changement de société ; mais, en même temps, cette tension est immobilisatrice, parce que l'enjeu est trop fort.

Autre point très important à souligner : il ne faut absolument pas confondre autogestion et autarcie. Toute volonté socialiste autogestionnaire rencontrera, pour maîtriser ses problèmes économiques, un système de marché, un système international marqué par l'impérialisme... Il faut donc réfléchir à la manière de mener la lutte contre les dangers internes (comment mettre en cause un certain nombre de valeurs marchandes pour limiter la part du marché) et externes (lutte contre les forces impérialistes). Cela requiert une **autodéfense** de cette collectivité qui a choisi l'autogestion... Autodéfense et autogestion vont de pair.

Le danger, pour des autogestionnaires, serait de mépriser la sphère de l'Etat et de ses fonctions, pour ne s'occuper que de la sphère des rapports sociaux... Cette théorie, qui voudrait « faire la part du feu », aboutirait à faire du mouvement autogestionnaire une sorte de mouvement « prophétique », qui se satisferait presque de ses propres échecs : « On a raison de lutter contre l'Etat, puisqu'il est insupportable, vous le voyez bien ! ». Ce masochisme serait très grave pour un mouvement autogestionnaire : il doit être capable de se poser le problème de l'Etat, pour détruire un certain nombre de fonctions d'Etat et pour accepter un certain nombre de fonctions globales ; moyennant la mise en place des moyens de contestation et de limitation nécessaires...

Jean-Marie MULLER. Concernant la maîtrise des conflits, il faut redire une fois de plus que la non violence ne parle pas de suppression mais de **maîtrise** des conflits. On ne peut pas se contenter de dire, comme vient de

le dire Robert Chapuis, que le conflit implique toujours une certaine violence : il faut savoir que plus nous irons vers le socialisme que nous voulons, plus les conflits seront durs, vraisemblablement. C'est pour cela que beaucoup de nos camarades qui ont les mêmes solidarités politiques que nous parlent de nécessité de la violence : il y a peut-être encore le mythe romantique du « Grand soir » très présent chez beaucoup, avec l'avant et l'après... Mais le problème reste de savoir comment maîtriser ces conflits, avec les antagonismes de classes, et comment ensuite défendre (autodéfendre) les collectivités, sans retomber dans l'engrenage d'une violence antagoniste par rapport au projet socialiste.

C'est là qu'on peut réfléchir sur les luttes populaires actuelles, tout en sachant bien qu'on ne peut pas passer directement des luttes actuelles à la gestion de la société de demain : il faut rester dans une dialectique entre les luttes à la base et à la gestion de l'Etat ; la tentation est grande, pour les non violents plus encore que pour les autogestionnaires, de refouler ce problème de l'Etat. Il faut être très critique envers toute idée de « territoires libérés » non violents, qui deviendraient des sortes de « communes » hippies parfaitement apolitiques ; on retrouve ce problème à propos du mouvement communautaire, du mouvement charismatique : on refuse le débat et la lutte politique, pour être dans une contemplation largement illusoire.

Si nous parlons de prise du pouvoir d'Etat, nous savons bien qu'il y aura des compromis qu'il faudra accepter ; mais pour nous la non violence n'est pas seulement une stratégie de résistance, de rupture, de contestation. C'est aussi une proposition de gestion. Même s'il faut balayer toute illusion d'un « après » révolutionnaire qui serait le Paradis sur terre, ou la société sans classes, etc., il reste qu'il y a des progrès possibles ; en particulier dans le sens des principes qu'on a essayé de tirer des expériences de luttes. Il faut que le dynamisme autogestionnaire que nous y découvrons puisse être gardé dans la gestion même de la société. Et là, le problème ne se pose pas en termes de « tout ou rien » : Dans le domaine de l'information, par exemple, il y a des possibilités concrètes à mettre en œuvre dès maintenant, des blocages politiques à faire sauter...

Marc PAILLET. L'important, ce ne sera pas la politique que mènera un Gouvernement vis-à-vis, par exem-

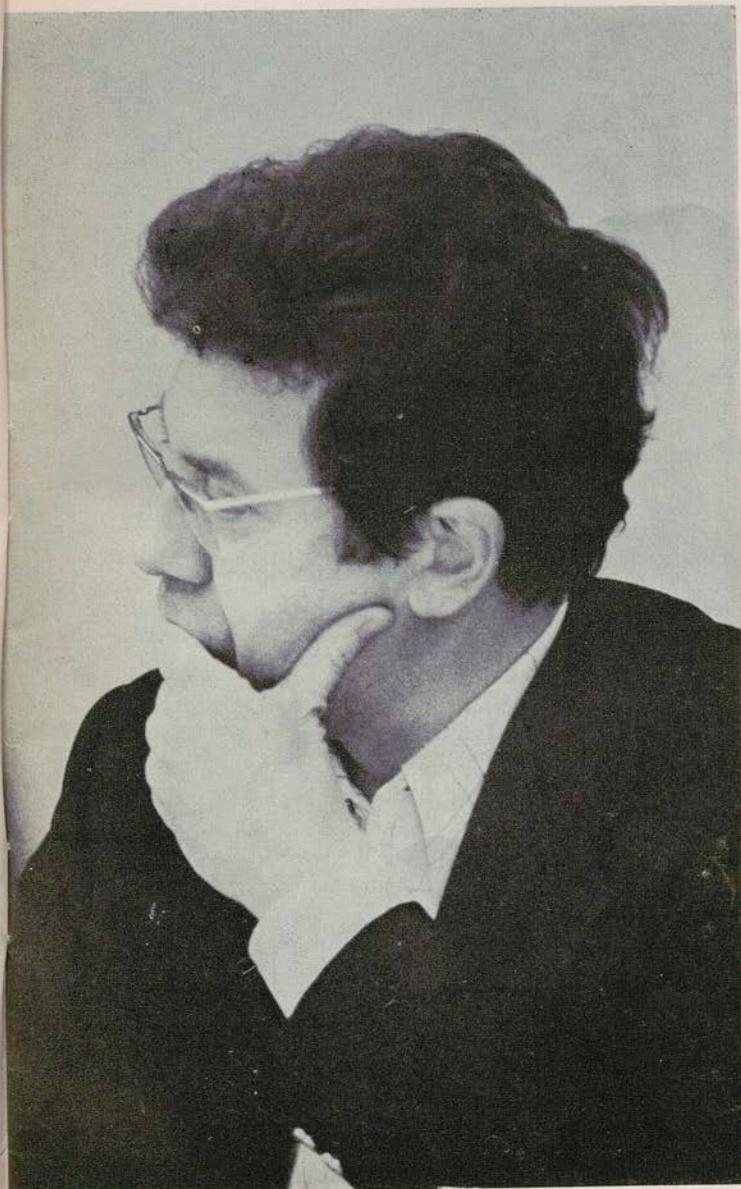
ple, de la Télévision ; l'important ce sera la structure de Télévision qui sera mise à la disposition du public : aurons-nous toujours une Télévision centralisée avec trois chaînes dans lesquelles il y aura toujours les mêmes pour venir débiter leurs trucs, ou bien profitera-t-on de l'instrument Télévision pour avoir pratiquement, un poste émetteur dans chaque quartier pour permettre aux gens de s'exprimer ?

LA NON VIOLENCE :

ACCORDER LA STRATEGIE AU PROJET.

Maurice DEBRACH. Dans la non violence comme dans l'autogestion, il s'agit bien de dynamisme et non d'idéologie qu'on fixe au départ sans savoir ce qu'on va y mettre. Il est très important pour le socialisme autogestionnaire de saisir la dialectique entre la fin poursuivie et les moyens utilisés : je voudrais revenir, à ce sujet, sur ce que disait Roger Garaudy concernant la remise en cause de la croissance. Si nous poursuivons, à l'heure actuelle, le système de la croissance capitaliste, nous irons toujours de plus en plus vers un régime d'exploitation. C'est cela qu'il faut renverser pour trouver une autre croissance ; c'est vraiment là le problème du socialisme autogestionnaire. Parler d'une autre croissance suppose que l'on parle d'une autre technique, d'une autre technologie. Car n'importe quelle technique ne peut pas être utilisée pour la croissance que nous voulons : voyons notamment le cas très actuel des centrales nucléaires ; il est bien certain que les conditions de leur mise en place supposent une centralisation très forte, un régime policier pour veiller à leur sécurité, et cela a été dénoncé. Mais le problème des « mentalités » y apparaît aussi très clairement : car il est certain que le système capitaliste a dévoyé les mentalités, et pas seulement des capitalistes, mais de l'ensemble des travailleurs... il y a donc une action très importante à entreprendre pour renverser la vapeur.

Ce renversement nécessaire, cette révolution culturelle sont possibles dès maintenant à travers les luttes : Lip, Cerisay et d'autres luttes du même genre ont montré cette possibilité de commencer la révolution culturelle par la lutte de classes en système capitaliste. Cela est très important lorsqu'on parle des « étapes » nécessaires sur



Robert CHAPUIS (Photo G.D.)

la voie de l'autogestion et qui sont en fait des prises de **contrôle** : avant même de s'approprier les moyens de production et de consommation, il faut que la classe ouvrière en prenne le contrôle dès à présent par la lutte et dans la lutte. On peut reprendre sur ce point la phrase de la CFDT : Préparer demain par les luttes d'aujourd'hui.

Jean-Marie MULLER. Il faut bien prendre conscience que nous sommes déjà et que nous serons toujours dans une société de transition. Essayons d'approfondir notre critique de certaines déviations des expériences socialistes, puisqu'il y a entre nous convergence et accord sur cette critique : n'est-ce pas au fond le problème de la fin et des moyens qui est posé à travers cela ? Ou plus exactement le problème de **l'accord entre la stratégie et le projet** ? C'est un problème fondamental ; seulement, jusqu'à présent (et les non-violents portent une grande part de responsabilité dans cet état de choses) ce problème a été posé en termes de **morale**, et non en termes de **stratégie**. On tombait donc sur le problème « tarte à la crème » : on n'a le choix qu'entre des moyens moraux et inefficaces ou des moyens efficaces et immoraux !

Or, il est important de remarquer, avec Djilas dans **Une société imparfaite**, que la perversion de la société communiste est due à la perversion des moyens. Pouvons-nous tomber d'accord sur ce point : la lecture de l'expérience communiste nous incite à chercher, pour la stratégie à mettre en œuvre chez nous, une **cohérence dans le présent** entre la stratégie et le projet ; car c'est l'absence de cette cohérence qui a provoqué les déviations. Si vraiment nous sommes d'accord là-dessus, nous pouvons inclure les données fondamentales de la non violence dans le langage et dans l'expérience socialistes, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Jacques de BOLLARDIERE. Ce qui me frappe beaucoup, à l'âge que j'ai, c'est que des choses qui étaient absolument impensables il y a seulement dix ans deviennent maintenant, pour les jeunes générations, des idées du domaine courant : l'idée de non violence est peut-être une chose qui est en train de mûrir ; il ne faut pas être trop timide à son sujet.

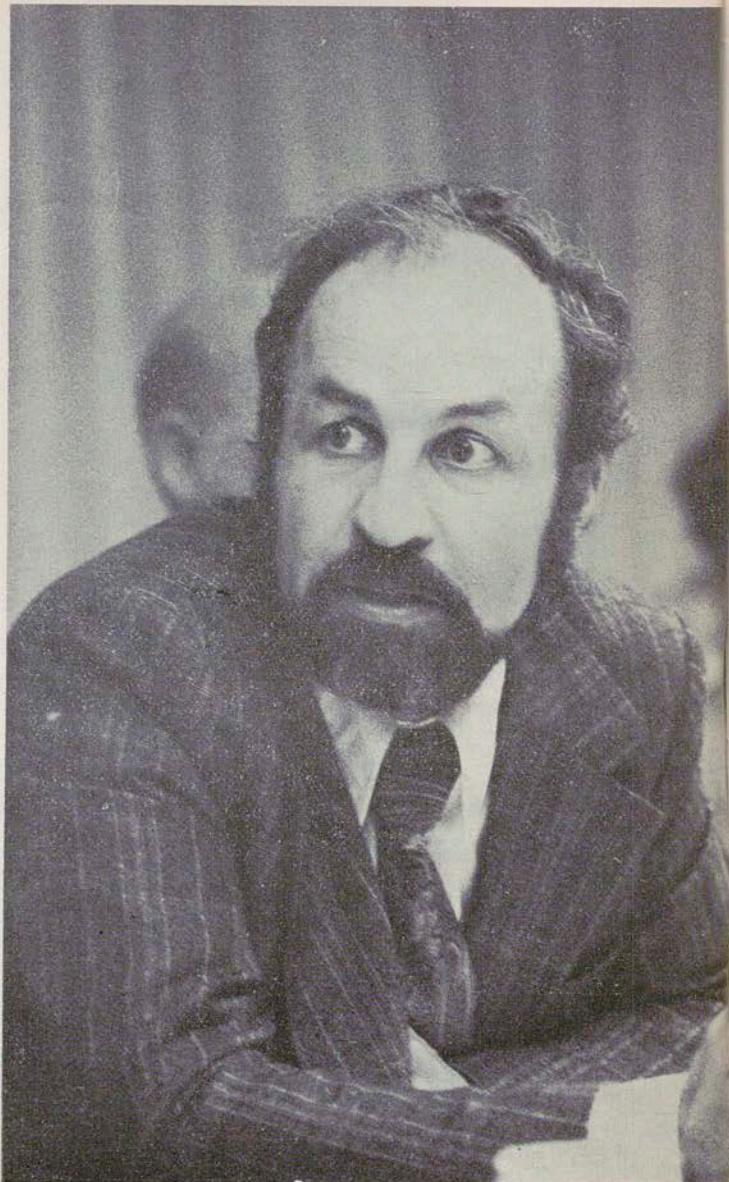
L'Humanité est en face d'un défi : comment s'adapter

à un environnement qui a changé de façon extraordinaire? Le problème, à mon avis, se place à cette échelle-là : ou bien les hommes trouveront en eux-mêmes la possibilité d'**inventer** quelque chose qui leur permettra de s'adapter à un monde différent, ou bien l'espèce crèvera comme beaucoup d'espèces ont crevé...

Louis BESSON. — Si dans un premier temps, le combat de la Gauche a surtout eu pour objectif, à travers la prise du pouvoir, la répartition plus équitable des biens, très vite le développement industriel, par les concentrations qu'il a entraînées, a posé le problème des rapports de production. Dans la mesure où l'on a pu constater que ce problème était guère mieux résolu dans un système que dans un autre, on a préconisé l'autogestion comme réponse possible. Mais est-ce que l'homme de 1975 n'est pas confronté aussi à des problèmes d'une tout autre dimension? Est-ce qu'il a existé dans l'histoire des moments où les problèmes démographiques, ceux de la faim, de l'écologie, de l'énergie, des matières premières, de la violence, ont revêtu la dimension qu'on leur connaît maintenant? Il me semble que non. C'est cela la nouveauté de la période que nous avons à vivre et face à laquelle il faut bien réagir, soit comme acteur soit comme témoin...

Y a-t-il une réponse globale à ces problèmes du moment? Le socialisme porte-t-il en lui-même cette réponse globale? Je crois que le socialisme est essentiellement une **recherche** dans la bonne direction, et pas encore une réponse globale. La non violence, dans ce contexte, a l'ambition de réconcilier la fin et les moyens; mais on se rend bien compte qu'elle est plus une espérance qu'une force... Alors le problème n'est-il pas le suivant: à quelles conditions cette espérance peut-elle devenir une force? Le socialisme vers lequel nous tendons peut-il créer les conditions qui permettraient à la non violence de devenir une force? C'est pour moi la question sur laquelle il faudrait centrer notre réflexion, sur le fond et concrètement.

Sur le fond, y a-t-il convergence dans les analyses et les démarches qui sous-tendent respectivement le socialisme et la non violence? Pour le moins — et c'est un point que nous pourrions approfondir — **des convergences** sinon une convergence totale, me paraissent évi-



Louis BESSON (Photo G.D.)

dentes, surtout dans la perspective autogestionnaire dont se réclament des forces socialistes de plus en plus nombreuses.

Concrètement le problème posé est de savoir quelle place un régime de transition vers le socialisme peut réservier aux forces non violentes dans son projet de défense, alors qu'il ne s'agirait ni d'une tentative de récupération ni d'une attitude démagogique vis-à-vis de certaines formes d'objection de conscience, mais d'une reconnaissance de la valeur de la non violence comme moyen de lutte et d'une volonté d'en faciliter l'épanouissement.

QUELLE STRATEGIE ?

Robert CHAPUIS. Ce qui nous rassemble ici, me semble-t-il, c'est que nous abordons les problèmes de la construction du socialisme en mettant en cause une certaine conception de la **stratégie par étapes**, par rapport à laquelle l'ensemble du mouvement socialiste et communiste s'est très longtemps défini. Nous pensons, nous, que la question du socialisme se pose dès maintenant et que la nature du socialisme est directement engagée par les mesures qui seront prises et les comportements qui se développeront au moment de la prise du pouvoir politique. Le clivage s'établit finalement entre ceux qui estiment qu'il y a une **société intermédiaire**, une société de transition vers un horizon merveilleux (sur lequel on écrit des livres, des programmes complets, des projets de société, etc...) et ceux qui, comme nous, estiment que cette démarche a servi à justifier, dans l'Histoire, des manquements extrêmement graves au socialisme lui-même : nous ne pouvons pas bâtir un projet socialiste sans voir ce qu'il met en jeu dès maintenant et au moment d'une prise de pouvoir.

Marc PAILLET. La conception qui oppose nettement « avant » la révolution et « après » la révolution est actuellement en train de s'écrouler. Il y aura peut-être des temps forts dans cette lutte, mais c'est ici et maintenant que le combat commence.

Victor LEDUC. Je voudrais répondre à cette affirmation selon laquelle il n'y a plus à faire de distinction entre un « avant » et un « après ». Je crois qu'il y a toujours à faire cette distinction, aussi longtemps que nous

aurons en face de nous un Etat de classe. Il y a « avant » la suppression de l'Etat de classe, et « après » cette suppression. C'est pourquoi toutes les conquêtes qui peuvent être réalisées dans les actions de type autogestionnaire sont des conquêtes tout à fait provisoires, extrêmement menacées, et souvent ambiguës : voyez Manuest, où après une grève de type autogestionnaire, on débouche sur une coopérative. De même Lip : c'est une très belle victoire, mais on débouche tout de même sur une entreprise gérée par le capitalisme... Quelles sont donc les prises de pouvoir **réelles** qui peuvent être effectuées **avant** la suppression de l'Etat de classe ? Je crois que ce sont des avancées extrêmement importantes dans la prise de conscience des masses, dans les formes de lutte, etc... mais c'est quand même à distinguer radicalement ce qui vient **après** la suppression de l'Etat de classe.

Cependant, dans un autre sens, il est vrai que cette distinction perd de sa valeur : dans la mesure où l'on a une stratégie cohérente avec le projet (et c'est assez nouveau comme exigence : il n'y a d'ailleurs pas beaucoup de partis qui ont une stratégie cohérente avec leur projet) on réalise **dès maintenant** dans le mode d'organisation,, dans les formes de lutte, dans la stratégie générale, les bases mêmes du projet : on est déjà autogestionnaire dans la pratique, dans les visées revendicatives, dans les conquêtes provisoires... Dans cette mesure, il n'y a pas de distinction absolue entre l'avant et l'après. Mais tout ce qu'on peut faire avant, n'est pas encore ce qu'on pourra faire après.

Louis BESSON et Robert CHAPUIS, appelés par d'autres exigences, nous quittent à ce point de la discussion.)

QUE FAIRE DES MAINTENANT ?

Roger GARAUDY. Ce qui m'intéresse le plus, c'est ce qu'on va faire demain matin. Si on admet la perspective : « il n'y a pas d'avant et d'après ; ça commence aujourd'hui », comment commençons-nous ? Dès que nous allons essayer de préparer des « contre-pouvoirs », dans une administration, une université, une entreprise... nous allons nous heurter aux syndicats, au patronat, à l'Etat. C'est aisément prévisible. Comment alors planter aujourd'hui les organes qui préfigureront l'autogestion de

demain ? Comment allons-nous définir les finalités de ces organismes, qu'on les appelle « conseils ouvriers » ou « conseils d'autogestion » ? Comment allons-nous définir leurs rapports avec les syndicats ? Faut-il essayer de transformer les syndicats pour qu'ils fassent ça, ou bien faut-il créer des organismes à côté ? Personnellement, je crois qu'il y a là deux fonctions distinctes, et que les syndicats doivent continuer leur travail défensif, alors que ces organismes de contrôle, d'orientation ou de gestion posent d'autres problèmes et doivent donc être distincts des syndicats. Ce n'est pas une utopie, si j'en crois mon expérience : il m'est arrivé de diriger des grèves, notamment celle de Carmaux dans le Tarn, en 48 ; en période de crise, cesse pour un moment cette idée d'un pouvoir délégué de manière presque professionnelle, permanente et globale ; c'est un comité qui se crée, regroupant tout le monde, syndiqué ou non. Mais comment faire en sorte que, dans le quotidien (en dehors donc des périodes « chaudes ») on ait cette participation totale, non déléguée ? Et comment faire pour que les problèmes posés ne soient pas seulement ceux de « défense » (salaires, congés, conditions de travail, etc.) mais ouvrent sur des perspectives d'avenir, pour préparer le contre-pouvoir de contrôle, de gestion et d'orientation ? Comment va-t-on réussir à implanter ce commencement de dualité du pouvoir, soit à l'égard du pouvoir patronal, soit à l'égard d'un pouvoir étatique (selon qu'il s'agit d'entreprises nationalisées ou non) ?

Nous ne voulons pas tomber dans une conception anarchiste de l'autogestion ; il en existe, et même en Yougoslavie : j'y ai été très frappé souvent par l'orientation prudhonienne que prenait la théorisation ; dans la pratique, c'était différent... avec notamment la contradiction fondamentale entre l'Etat centralisé, un Parti centralisé, et une autogestion qui reste souvent l'écorce ; et en plus de ça avec un prolétariat suffisamment retardataire pour que dans les conseils ouvriers, la majorité des élus soit composée d'ingénieurs. Le problème, pour moi, n'est donc pas de refuser le principe de la **délégation** de pouvoirs ; nous ne pouvons pas imaginer, déjà au niveau d'une entreprise et encore moins au niveau d'un Etat comme la France, qu'il n'y ait pas de délégation. Ce qu'il faut, c'est refuser une délégation qui serait permanente, globale, professionnalisée et sans contrôle. Il y a donc à imposer des règles de **rotation** ; il faut ensuite faire

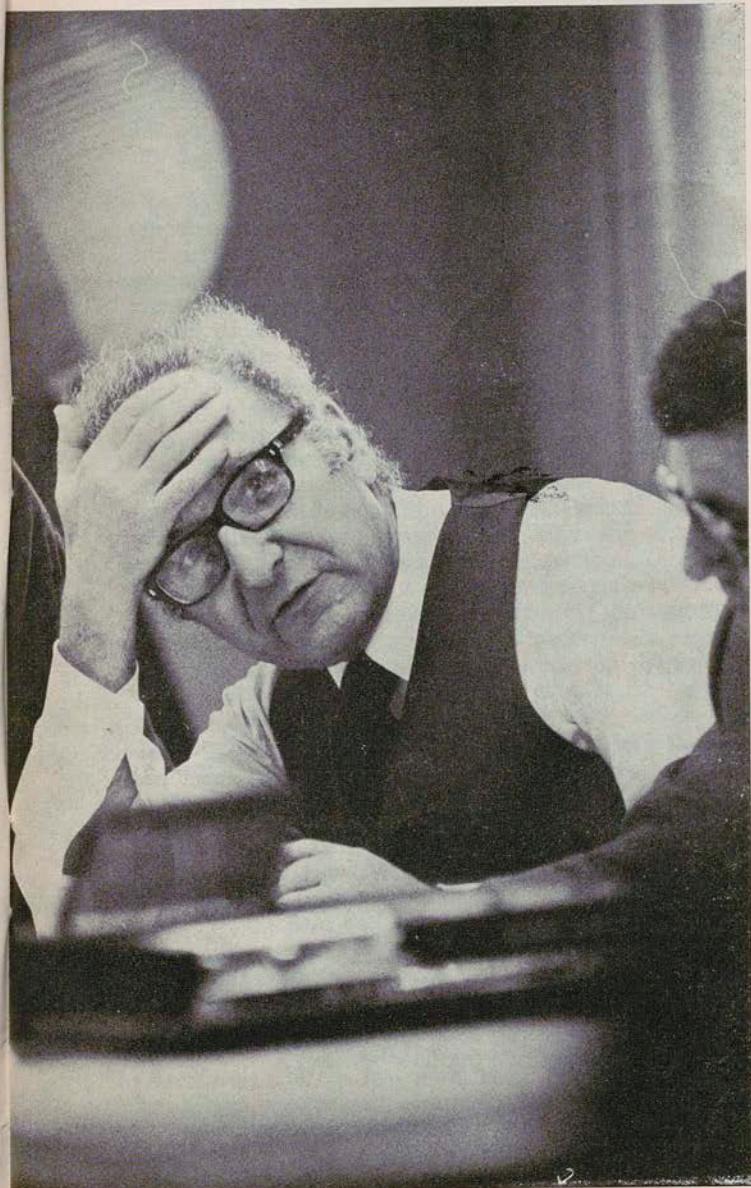
passer l'idée du « **mandat impératif** » : quelle que soit la fonction élective (économique, politique ou autre) qu'on accepte, qu'il y ait un mandat impératif assorti d'un calendrier, et que cette fameuse **révocabilité** (qui était déjà dans la Commune de Paris et qui est restée le grand rêve) soit **automatique** quand le mandat impératif et le calendrier ne sont pas respectés.

Le pluralisme, pour moi, ce n'est pas « plusieurs partis » : aux USA, il y a plusieurs partis et je ne vois pas ce que ça ajoute à la démocratie ! L'important c'est la pluralité des **options** : que l'on puisse présenter aux gens plusieurs hypothèses... Je pense au Plan, par exemple : voilà telle option, avec tels avantages, tels objectifs et les conséquences qui en découlent ; et voilà telle autre option, etc... Même chose pour la répartition des impôts : il faudrait qu'on puisse savoir vraiment quels sont les revenus d'un pays comme le nôtre, et comment ils se répartissent... Cela nous éviterait le ridicule de dire « un croiseur-cuirassé permettrait de faire tant d'écoles, tant d'hôpitaux, etc. » ... Il faut donc pouvoir faire un Plan global, car on ne peut faire tout en même temps.

Quant à la **formation**, il est important de ne pas la voir seulement comme « recyclage », comme on a utilisé la loi Delors pour les besoins à court terme du Patronat. Mais il faut chercher à faire de cette formation permanente essentiellement une réflexion sur les finalités, sur les méthodes d'organisation économique, de manière à ce que chacun puisse juger des options et de leurs conséquences. Les moyens techniques ne seraient pas un obstacle pour cette formation : on a des méthodes de simulation, des moyens de diffusion, des possibilités, grâce à la T.V. par câbles, de faire participer beaucoup de gens à l'élaboration même de la formation, etc...

Voilà donc mes trois questions : Comment implanter dès aujourd'hui ces organes ? Quelles seront les méthodes de riposte aux attaques aisément prévisibles des Syndicats, du Patronat et de l'Etat ? Et comment empêcher un système de délégation qui soit permanent et professionnalisé ?

Jean-Marie MULLER. La réponse aux questions que vous posez n'est-elle pas déjà donnée pour une part dans un certain nombre de luttes populaires que nous avons



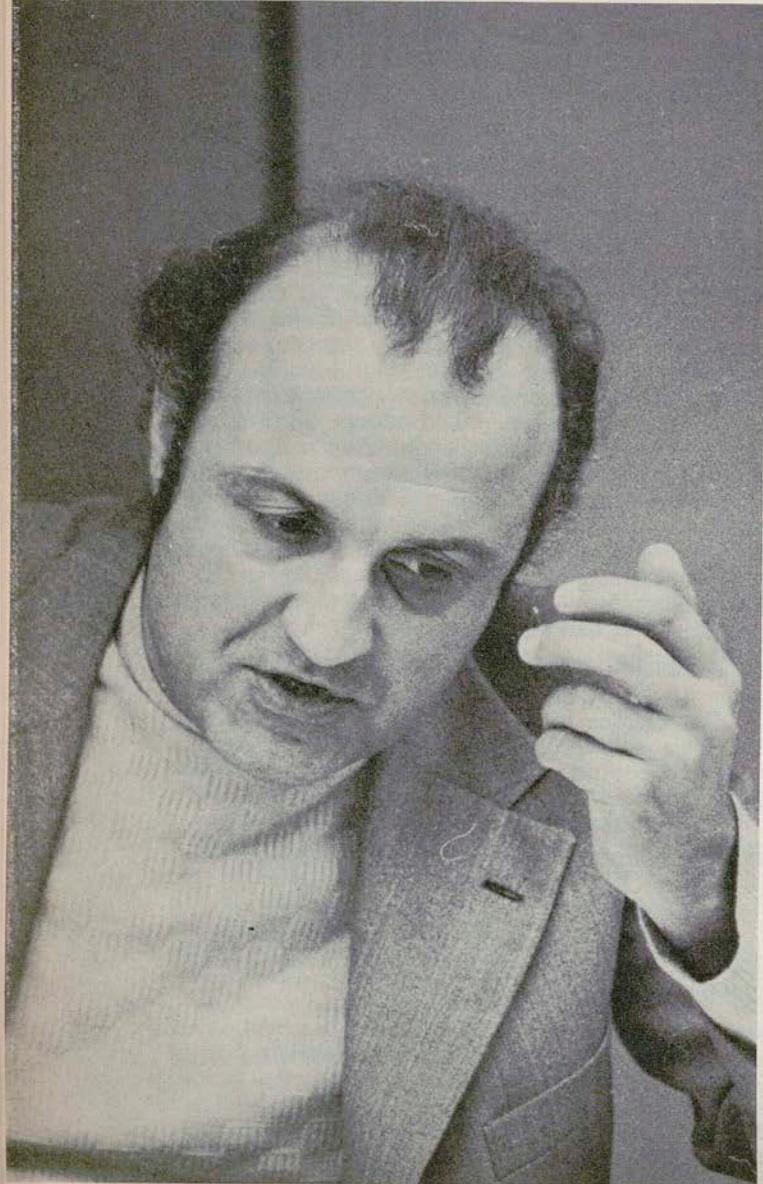
Roger GARAUDY (Photo G.D.)

sous les yeux depuis peu de temps : Larzac, Lip, Marckolsheim, luttes contre certaines implantations de centrales nucléaires ; et il y a aussi des exemples hors de France : en Equateur, par exemple, au Chimborazo, des Communautés indiennes s'organisent de la même manière ; en Italie, il y a l'importante expérience de désobéissance civile massive, fin 74 : refus de payer les augmentations sur les transports publics, le gaz et l'électricité ; les citoyens se sont organisés pour payer des factures dans lesquelles ils réduisaient eux-mêmes l'augmentation... et finalement le Pouvoir a dû reculer. On a vu que ces luttes sont très nouvelles par rapport aux luttes syndicales traditionnelles : les syndicats ont été obligés de prendre la machine en marche, et d'apporter à un certain moment, une organisation nécessaire pour aller jusqu'au bout. Il y a donc déjà sous nos yeux des **mobilisations populaires** qui remettent en cause tout ce que nous voulons précisément refuser : la structure hiérarchique, etc... Il me semble, de plus, que ces luttes suivent des schémas qui recouvrent très exactement ceux qui, historiquement, sont réputés non violents ; ceux qui se retrouvent dans les luttes de Gandhi, de Martin Luther King... Et d'ailleurs c'est important de savoir qu'à l'heure actuelle, aux USA, même les Panthères Noires en reviennent à des schémas d'organisation et de lutte qui sont non violents !

Si l'on réfléchit au problème des luttes spécifiques aux consommateurs, est-ce qu'on n'est pas amené inévitablement à la question du **Boycott** ? Par le Boycott, le pouvoir d'achat du consommateur devient véritablement un pouvoir économique, par lequel il peut exercer une certaine contrainte.

Roger GARAUDY. Je suis persuadé, en effet, qu'on peut puiser dans l'expérience actuelle des éléments de réponse ; et les exemples que vous venez de citer sont très importants. Il nous faut vraiment faire un nouvel inventaire des méthodes. Mais ceci ne résout pas vraiment les trois problèmes fondamentaux que j'ai exposés :

- Le problème du **projet**. C'est vraiment essentiel : il ne s'agit pas de gérer autrement le système actuel de croissance.
- Le problème de la **délégation**... Il est lié au premier, car comment va-t-on faire émerger le projet ? Et nous ne pouvons pas refuser toute délégation...



Maurice DEBRACH (Photo G.D.)

● Le problème des **contre-pouvoirs** : Quelle est la stratégie de leur implantation ?

Des trois problèmes, le troisième est le premier dans l'ordre des urgences : comment implanter ces contre-pouvoirs en face de la triple hostilité des Syndicats, du Patronat et de l'Etat, c'est-à-dire de tout le monde ?

Maurice DEBRACH. Il est certain qu'il faut se donner les **moyens** de parvenir à notre projet. Mais on est obligé de voir les choses en termes de « rapports de force » : face au capitalisme et face à toute la bureaucratie. Il faut veiller à ce qu'aucune institution (parti, syndicat, ou autre...) n'acquière une force telle qu'elle **domine** ceux qui ne sont pas dans ces institutions ; pour cela, il faut créer des « contre-pouvoirs ». Au Chili, on a vu des « Cordones » (conseils ouvriers) regroupés, au niveau de la commune, en « commandos populaires » se créer à l'occasion de la grève d'Octobre 72 (grève du patronat). Ce contre-pouvoir est apparu à côté des organisations politiques et syndicales : les partis de l'Unité Populaire n'ont pas accepté la création de ces « Cordones » et c'est regrettable. Cela nous pose un problème par rapport à l'hypothèse de l'arrivée au pouvoir de l'Union de la Gauche en France. Ne répéterait-elle pas les erreurs de l'Unité Populaire au Chili ? Notamment par rapport aux « contre-pouvoirs » ?

Marc PAILLET. Au sujet des contre-pouvoirs, je pense que des petites équipes, ou des équipes qui lancent des idées, ou des organisations qui représentent un faible pourcentage de votants ne peuvent pas espérer impulser fondamentalement des choses. Mais elles peuvent espérer se raccrocher à un certain nombre d'événements pour les expliquer et pour susciter, grâce à eux, des structures permanentes. Ces groupes de personnalités ou ces partis restreints peuvent se mettre à l'étude des luttes nouvelles et essayer de susciter, en fonction d'une certaine direction de lutte, des structures qui survivront à ces luttes. Il ne faut pas espérer décrocher la lune, mais petit à petit créer des expériences intéressantes...

Au sujet de la délégation, je dois avouer que je ne crois pas du tout à la rotation et à l'interchangeabilité : Tous les mécanismes de ce type, je le sais pour l'avoir vu cent fois, sont toujours tournés par ceux qui sont en

place. Il existe des organisations où l'on ne peut rester que trois ans en poste ; eh bien, on s'arrange pour mettre un soliveau pendant le temps où l'on n'est plus éligible, de façon à retrouver ensuite son poste... La manière dont les anglo-saxons examinent les problèmes constitutionnels me paraît plus juste : c'est seulement par l'affrontement de deux équipes que l'on peut assurer la permanence des processus démocratiques. Je pense, pour ma part, qu'il y a là quelque chose à creuser, même au niveau des organisations politiques et syndicales... Cela dit, je ne suis pas contre le fait d'édicter que le secrétaire général devra au bout de trois ans, redescendre à la base ; si ça peut se réaliser, tant mieux ! Mais toute mon expérience m'empêche d'y croire...

Roger GARAUDY. Je sais bien que l'obligation de rotation n'est pas une garantie ; mais je ne crois pas non plus que l'alternance de deux équipes soit une bonne solution : aux USA, quelle différence vraie entre les Républicains et les Démocrates ? Ce sont deux équipes, mais toujours la même politique... L'exemple du Vietnam est typique : Démocrates et Républicains ont mené la guerre de la même façon, sous l'impulsion des mêmes groupes. La démocratie, pour moi, ce n'est pas le pluralisme des partis, c'est le pluralisme des options. Quand je parle de rotation, c'est pour éviter qu'il y ait des gens à plein temps.. Ce n'est pas une utopie : en Italie, sous l'impulsion de Bruno Trentin, qui est à mon avis le meilleur théoricien du marxisme que nous ayons en Europe, 150 heures par an (environ un mois) sont consacrées à la formation (dans la Fédération des métiers, chez Fiat) : pour ma part, j'estime que c'est un élément essentiel d'un projet autogestionnaire. Car il ne s'agit pas de stages techniques, mais de la possibilité de réflexion sur les fins. Il faudrait, de même, qu'il n'y ait pas d'étudiant à plein temps : c'est une des grandes leçons de la révolution chinoise. Pas d'enseignant à plein temps : je ne connais pas de pire paradoxe que le nôtre : sous prétexte qu'on a passé son agrégation à 24 ou 25 ans, on peut emmerder le monde pendant 35 ans sans jamais repasser ni par la production ni par la recherche, et enseigner des choses tout à fait périmées. C'est de la bonzocratie, qui n'a rien à voir avec la démocratie. De même, pas de dirigeants à plein temps : c'est ça, la véritable rotation.

Pour ces rotations nécessaires, le fait d'être dans un

pays développé n'est pas un obstacle, au contraire : si, en Yougoslavie, il y a eu tant de difficultés, à mon avis, cela ne vient pas du principe même de l'autogestion, mais des conditions historiques dans lesquelles elle a été réalisée. A la fin d'une assez longue enquête que j'étais allé faire sur l'autogestion là-bas, on m'a demandé ce que j'en pensais. J'ai répondu : « C'est merveilleux... pour la France. » Mais pas pour eux, parce que ce n'était pas possible : leurs difficultés tiennent à l'héritage stalinien qui subsiste dans le parti et dans l'Etat. De plus, par réaction contre le stalinisme, on a fait du proudonisme, ce qui n'a rien arrangé. Et enfin le pays a un gros handicap dû au sous-développement : la classe ouvrière y est minoritaire, peu éduquée et sans grande formation politique ; le résultat, c'est que 70 % des conseils ouvriers étaient composés d'ingénieurs. Ça prouve au moins qu'il n'y a plus d'animosité entre la classe ouvrière et les ingénieurs, puisqu'ils sont tout de même élus par les ouvriers...

Marc PAILLET. Ou bien, ça montre qu'ils détestent plus leurs bureaucrates que leurs ingénieurs !

LES LUTTES ACTUELLES INDIQUENT DES POSSIBILITES CONCRETES.

Jean-Marie MULLER. Les luttes actuelles (Lip, Larzac, Marckolsheim) posent un problème important : comment les gens concernés peuvent-ils assumer des décisions sur lesquelles ils n'ont pas été consultés ? Ce sont des luttes non violentes, on peut le dire : c'est explicité au Larzac et à Marckolsheim ; quant à Lip, on voit que Piaget le reconnaît volontiers dans son interview à **Combat non-violent**. Ces luttes montrent donc qu'il est possible de trouver des formes de **mobilisation populaire** efficaces, autrement que par l'électoralisme et la violence. Dès maintenant, ces luttes montrent qu'il y a une alternative non violente à l'insuffisance du bulletin de vote.

Sur ce point, il faut être clair : nous souhaitons tous, ici, une victoire électorale de la Gauche. Mais rien n'est plus dangereux que de dire : « Nous sommes passés très près la dernière fois ; nous y arriverons la prochaine fois ! » Car d'élections qui ne sont pas gagnées en élections qui sont perdues, finalement, on ne fait que préparer les prochaines élections, au lieu d'insis-

ter sur l'action directe... Tous les discours sont déjà des discours électoraux. Il y a là une impasse totale, dans la mesure où, d'ailleurs, même si on gagnait les élections, sans qu'il y ait eu des prises de pouvoirs à la base, le Gouvernement de Gauche serait absolument acculé à retomber dans les déviations bureaucratiques centralisées et hiérarchisées. Ces nécessaires prises de pouvoir ne peuvent se faire que par la non violence : on ne voit vraiment pas comment en France on pourrait prendre le maquis ! Et quand on préconise la violence, 99 fois sur 100 c'est avec des projections romantiques... ou alors on est violent par procuration sur le dos des autres : le Vietnam, par exemple ; mais maintenant il va falloir trouver autre chose. Mais il n'y a pas, en fait, de passage à l'acte. Alors je me demande si le fait de **parler** de violence au niveau idéologique n'empêche pas finalement qu'on s'attarde sur les possibilités **concrètes** de la non violence. Mettre en avant la « nécessité » de la violence nous fait délaisser les actions directes non violentes de rupture qui sont concrètement possibles aujourd'hui. On en est réduit alors soit à des irrupções violentes dont tout le monde dit qu'elles ne sont pas politiques, soit à la collaboration de la « majorité silencieuse »...

Roger GARAUDY. Si on veut avoir une défense qui soit le fait de tout le monde et pas une défense professionnalisée, déléguée à des spécialistes, comment ça peut commencer **maintenant** ? On vient d'éliminer, avec raison, l'idée électoraliste « Donnez-nous vos voix et nous vous octroierons le socialisme » : ce n'est pas une méthode très sûre ! « La révolution est au bout du fusil » ? Probablement encore moins... surtout quand tous

les fusils sont de l'autre côté. Alors quelles sont les méthodes, aussi bien dans l'immédiat que pour se défendre ensuite ?

Jean-Marie MULLER. Essayons de répondre en partant de la réalité actuelle, sans trop projeter dans l'avenir un projet finalement très abstrait et très hypothétique. C'est un peu la difficulté qu'il y a à parler de « changement fondamental », de « révolution », etc... En partant des réalités concrètes, des injustices, des oppressions, des aliénations actuelles, on s'aperçoit que la stratégie l'emporte sur le projet. Nous sommes en effet obligés de poser le problème en termes de luttes, en termes de conflit. Si nous sommes bien d'accord avec ce que vient de dire Roger Garaudy, c'est-à-dire qu'il ne suffit pas de voter (et de bien voter !) une fois tous les cinq ou sept ans, et qu'il n'est pas non plus possible de conquérir le pouvoir avec des fusils, nous devons nous demander quelles sont les possibilités **concrètes** d'action. Or on peut voir actuellement se développer certaines luttes, très empiriques, selon un même schéma : il y a toujours au départ une injustice éprouvée de manière immédiate : la population du Larzac ne se serait jamais mobilisée contre un camp militaire qui se serait implanté ailleurs ! Les gens de Marckolsheim ne se seraient jamais mobilisés sur le problème de la pollution s'il n'y avait eu une usine chez eux. Les gens d'Erdeven ne se seraient pas mobilisés sur un projet ni sur une analyse, s'il n'y avait pas eu une Centrale chez eux, etc... Ces luttes que les « gauchistes » tentent de récupérer sont en fait menées par des gens qui ne sont en rien des gauchistes. C'est très frappant non seulement au Larzac, mais aussi chez Lip... C'est le même phénomène dans la région de Belfort-

ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS ABONNEZ-VOUS

La Presse non violente a besoin d'argent... comme les autres !

Pour suivre l'actualité :

Pour approfondir les questions :

COMBAT NON VIOLENT

Mensuel. Abonnement : 30 F.
B.P. 26 - 71800 LA CLAYETTE

ALTERNATIVES NON VIOLENTES
Bimestriel.



Marc PAILLET (Photo G.D.)

Montbéliard : la population ne se serait pas mobilisée contre la bombe atomique si un régiment doté de Pluton ne s'était pas implanté là.

Et on s'aperçoit que toutes ces mobilisations populaires ne se font que par des méthodes qu'on peut vraiment appeler non violentes. N'est-ce pas cela qui répond à la question : Comment « armer » le prolétariat, les masses opprimées ou aliénées, pour qu'elles puissent se défendre ? N'est-ce pas cela la tâche concrète urgente, même sans analyse très précise et sans projet très précis ?

Marc PAILLET. Mais il n'est pas possible d'engager des actions sans avoir au départ au moins une idée de ce que l'on veut faire : qu'est-ce que nous voulons en définitive faire fondamentalement ? Dans l'état actuel des choses, je vois trois domaines où il faut agir : ce qui concerne les institutions **politiques**, ce qui concerne les institutions **économiques** et ce qui concerne les institutions formationnelles et informationnelles. Il y en a peut être d'autres, mais c'est par rapport à ces trois domaines qu'il faut se demander comment les opprimés se trouvent placés : or ils se trouvent toujours placés dans des systèmes qui, au bout du compte, engendrent des couches, des classes qui bénéficient de l'opération, même démocratique, telle qu'elle est menée. A mon sens toutes les analyses de l'anthroposociologie moderne montrent qu'il s'agit là d'un phénomène (je ne dirai pas « inévitable » car c'est un mot fataliste) qui s'est toujours produit à travers toutes les structures que l'humanité a connues jusqu'à présent ; et cela aussi bien dans les pays de l'Est, y compris la Chine et l'Albanie, y compris la Yougoslavie, de l'aveu même des communistes yougoslaves.

Dans le domaine des institutions, il y a des accents à mettre qui n'ont jamais été mis, sur les problèmes des mécanismes ou des structures institutionnelles qui ne sont pas des structures constitutionnelles : on a toujours insisté sur les structures constitutionnelles (la Chambre, l'exécutif) et pas assez sur les structures institutionnelles (l'Administration, les syndicats et les partis) qui sont bâties de telle façon qu'elles秘ètent des bureaucraties et sont en réalité le creuset où se forme la classe bureaucratique qui gouvernera demain. Sur les mécanismes réels de ces organisations institutionnelles, il n'y a jamais eu de réflexion sérieuse : par exemple, j'ai vécu, à la tête de la Convention des Institutions

Républicaines, la préparation de la fusion avec le P.S. auquel je n'ai pas adhéré ; des débats institutionnels extrêmement importants ont été toujours complètement occultés, sur le problème du fonctionnement du parti notamment. Et l'une des raisons pour lesquelles je n'ai pas adhéré c'est que j'étais persuadé que l'institution, telle qu'elle était là, n'allait pas manquer de secréter dans les six mois une bureaucratie dont je connaissais (étant moi-même à demi bureaucrate) tous les aspects et tous les procédés... Ce n'est absolument pas la peine de s'imaginer qu'on débloquera les mécanismes constitutionnels au niveau législatif, exécutif, judiciaire, si on ne se penche pas **d'abord** sur les creusets même où passent les hommes politiques, où se font les précandidatures, puis les candidatures aux postes électifs : les organisations politiques et syndicales.

En matière d'institutions économiques, il faut reprendre toute la réflexion, depuis la répartition entre producteur et consommateur jusqu'aux problèmes de gestion (cogestion, autogestion, etc...) : qu'est-ce qui peut se passer, au niveau d'une firme industrielle moderne, à quel niveau des mécanismes peuvent s'insérer, en quoi peuvent-ils consister ? Car, si Lip nous a appris quelque chose, c'est qu'après la crise (et pas seulement parce que nous sommes en régime capitaliste, mais parce qu'il y a un poids des structures industrielles) il y a la reprise en main par les technosstructures (Neuchwander)...

Qu'est-ce que cela signifie pour une stratégie ? Nous sommes en présence, dans toutes les sociétés, d'une classe de gens qui dominent les autres et de rapports de domination qui s'appuient sur de nombreux pouvoirs : économique, politique, militaire, idéologique, informatique, charismatique, sémantique (car il y a en URSS un « pouvoir sémantique » !). Du fait que la société moderne, y compris par les structures des partis et syndicats, secrète ces formes de domination, notre objectif commun doit être de faire en sorte que les dominés aient à leur disposition, au maximum, des instruments de défense, de lutte, d'organisation, d'intervention... On ne peut déterminer davantage la fonction de ces instruments : aujourd'hui défensifs, demain peut-être offensifs ; aujourd'hui instrument de résistance aux empiétements du capitalisme ; demain instruments permettant d'organiser un véritable pouvoir ou un co-pouvoir dans l'entreprise... Partout où il y a un combat, il faut faire en sorte que

se créent et que subsistent si possible des structures qui permettent aux couches dominées de créer des îlots de résistance d'abord, d'offensive ensuite, dans le sens de la coresponsabilité, de la préservation de la liberté, etc...

Prenons l'exemple de l'édition : il me paraît évident que, si dans un socialisme quel qu'il soit, mené à l'origine par le plus libéral des hommes, les éditions deviennent des éditions d'Etat, c'en est fini de la liberté culturelle : elle ne subsistera alors que par la création par les dominés de structures de publications parallèles clandestines. C'est ce qui se passe en URSS. Cela peut aller très loin : je n'exclus pas que, dans des temps de particulière oppression, cela n'aille pas jusqu'à des substituts de formes monacales, pour préserver, sous une forme ou sous une autre, l'acquis essentiel de civilisation. Je pense que nous verrons, dans des structures d'oppression particulièrement noires et particulièrement sévères, se créer des choses qui prendront peut-être le vocabulaire marxiste pour sauver ce qui doit être sauvé, comme un certain nombre de moines du Moyen Age ont pris le vocabulaire chrétien pour maintenir un certain nombre de valeurs qu'ils considéraient comme essentielles.

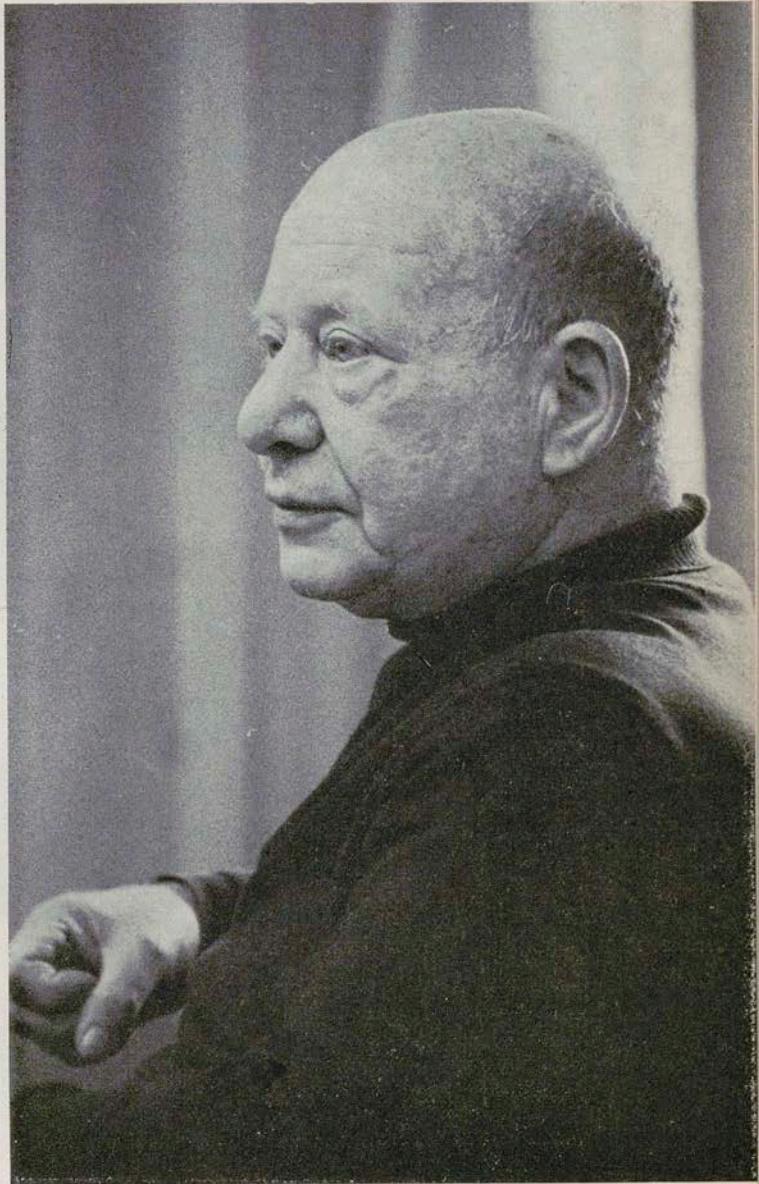
Si nous pensons cela ensemble, nous avons un axe pour une stratégie. Il y aura peut-être un moment fort : le moment où la société capitaliste basculera dans la société bureaucratique. Mais il y a un effort qui commence aujourd'hui et qui est l'armement continu des opprimés dans tous les domaines, en commençant par les partis et syndicats et en terminant par les structures universitaires, formationnelles et informationnelles, etc...

REVOLUTION ET VIOLENCE

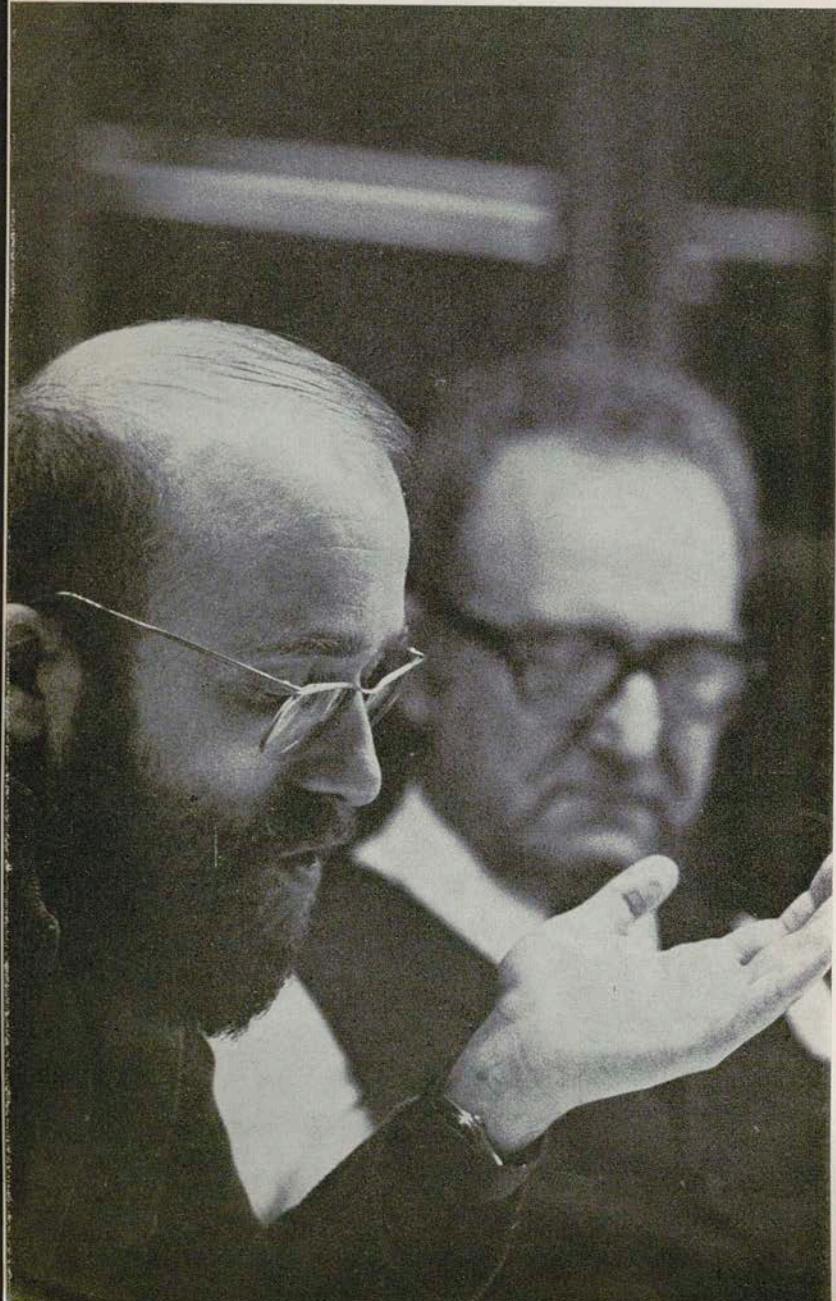
Victor LEDUC. A cette analyse que j'ai trouvée très intéressante, je ferai tout de même une critique qui est pour moi fondamentale : c'est que le **projet** disparaît. Ce qui en reste c'est une certaine volonté de défense des « dominés ». Mais où est le projet d'arriver à une société de type complètement différent ? Une société où il n'y aurait plus de dominés... Dans l'hypothèse pessimiste selon laquelle le prolétariat restera dominé pour une période historique extrêmement longue, je com-

prends bien ta position. Mais si l'on garde comme projet une **révolution** qui amènera un changement fondamental de société, on a déjà une dimension tout à fait différente... Ce qu'on doit faire maintenant est tout à fait différent si l'on suppose que l'objectif reste une société socialiste : on ne peut pas considérer qu'il suffit de prolonger les luttes actuelles ; il y a des problèmes de coordination, de stratégie générale des luttes, d'organisation... Je crois, moi aussi, qu'il y a dans les organisations politiques et syndicales des germes de pouvoir bureaucratique, et que les révolutionnaires doivent avoir aujourd'hui parmi leurs objectifs de transformer les structures de ces organisations ; c'est là qu'on doit appliquer un certain nombre de principes : rotation, révocabilité, contrôle, etc..., les mêmes principes qui seraient à appliquer aux organes dirigeants, quels qu'ils soient, d'une société autogestionnaire. Si on ne commence pas, dès maintenant, dans les organisations politiques et syndicales à rechercher des formes d'organisation qui appellent, en quelque sorte, de nouveaux types de rapport, on n'y arrivera pas après. Seulement, la différence entre nous, c'est que je vois ça relié à un projet révolutionnaire global et pas simplement à une défense des dominés...

Marc PAILLET. Je suis étonné que l'on identifie la renonciation au mythe révolutionnaire à une renonciation à tout projet : Car c'est un projet assez fondamental que de vouloir que les gens, à travers divers mécanismes, puissent exercer au maximum leurs responsabilités dans la gestion de leurs affaires à tous les niveaux (organisation de la Cité, de la production, de la consommation, de la gestion de l'Etat, etc). Si l'on dit, avec Marx, qu'il faut donner à chacun la possibilité de se réaliser culturellement ; si l'on dit que tout le monde doit avoir accès, à travers la formation et l'information, au gouvernement de la Cité à un niveau ou à un autre, on dit des choses fondamentales ! Et il est bien évident que tout ce que nous avons dit jusqu'à présent est sous-tendu par tout un ensemble de valeurs que personnellement je ne fais pas découler de l'étude de l'Histoire parce que l'Histoire ne les contient pas, mais qui paraissent à mes yeux essentielles : dignité, responsabilité, réalisation de chaque personnalité humaine ; je les qualifierai d'un mot (pardonnez-moi si je suis vieux jeu !) : j'appellerai ça un « humanisme ». C'est au nom de ces valeurs que je propose un certain nombre de réalisations.



Victor LEDUC (Photo G.D.)



En ce qui concerne la révolution, j'observe que depuis 50 ans, toutes les révolutions que nous avons connues (et il y en a eu sous toutes les latitudes, dans toutes les conditions historiques, raciales, économiques, etc.) ont toutes abouti au même carrefour, qui est un carrefour bureaucratique. Alors ça commence à me faire question.... Elles ont toutes abouti à des situations politiques, économiques et culturelles (sans même parler du problème des libertés) qui sont très exactement à l'opposé de la façon dont je me figurais l'idéal socialiste... Il faut bien se rendre compte que la violence réelle, telle qu'elle s'est manifestée dans l'Histoire et telle qu'elle existe dans la nécessaire libération vietnamienne, a abouti à une situation bureaucratique dont nous connaissons parfaitement les tenants et les aboutissants, à moins d'être complètement aveugle, ou des aveugles volontaires... Donc, quand nous parlons de révolution, soyons clairs, nets et précis : je ne peux pas parler de révolution prolétarienne qui aurait donné des résultats prolétariens débouchant sur une société sans classes et un état de choses conforme à mes vœux, purement et simplement parce qu'en dehors de l'approximation yougoslave (qu'il faudrait cependant regarder de plus près), partout ça a abouti (y compris à Cuba, que j'ai visité) à une situation bureaucratique qui n'est pas du tout mon fait, et qui n'a rien à voir avec le socialisme. Bien sûr, il n'est pas question de nier les progrès par rapport à l'état de choses antérieur, en ce qui concerne l'habillement, la nutrition, la santé, etc... Je peux reconnaître ces avantages, mais de là à dire que c'est le socialisme, non !

En évacuant une certaine conception de la révolution, je n'évacue donc pas le projet ; mais je ne suis pas d'accord qu'on reprenne le mot de révolution pour couvrir une marchandise très diverse selon les cas.

Jean-Marie MULLER. Est-ce que, par rapport à cet axe de réflexion, le problème violence ou non violence est un vrai problème, pour toi ?

Marc PAILLET. Il est évident que si l'on croit à la possibilité de faire arriver un « Age d'Or » sur terre, il y a dans cette croyance même la justification de la violence. C'est précisément à partir du moment où l'on ne croit plus à cette possibilité, à partir du moment où l'on croit à une **relativité** nécessaire des choses que l'on récuse la violence : la violence n'apparaît pas nécessaire

étant donné qu'il n'y a pas d'absolu du projet. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, sans les connaître, je m'intéresse aux problèmes de la non violence.

Quant au lien entre violence et révolution, il me paraît très clair : à partir du moment où le projet est sublimé en révolution, une certaine position par rapport à la violence s'ensuit nécessairement. On ne peut plus en effet avoir, par rapport au problème de la violence, aucune position a priori. On ne peut avoir qu'une position dictée par les circonstances : il y a la révolution à accomplir ; et si, à un moment donné, cette révolution (qui est la synthèse de tout le projet) nécessite une part de violence, alors cette part de violence se trouve, par là-même, justifiée. Je pense donc, au contraire, que c'est la relativisation de nos objectifs qui fait du choix entre violence et non violence un problème essentiel. J'ajouterais que c'est tout de même une singulière perversion de l'esprit de gauche moderne que d'imaginer que la politique a besoin d'un **absolu** pour être légitimée. Après tout, toute l'Histoire de l'Humanité a été remplie de structures politiques, d'objectifs politiques, de capacités politiques qui n'étaient pas du tout liés à la réalisation d'un absolu ! On peut parfaitement faire de la politique sans penser que cette politique va déboucher sur un absolu. Et on peut faire ainsi de la bonne politique... L'idée qu'il faut un absolu dans les objectifs pour faire de la politique est une idée assez récente.

Victor LEDUC. Je ne voudrais pas qu'on m'attribue une conception de la révolution comme absolu. Pour moi, c'est un concept scientifique : la révolution, c'est le changement du mode de production. La révolution n'est donc pas pour moi un absolu, c'est le moment fondamental du passage : d'un mode de production capitaliste à un mode de production socialiste.

Marc PAILLET. Ces deux modes de production se différencient par quoi ? Pour moi, tout compte fait, c'est les mêmes modes de production...

Maurice DEBRACH. Si l'on parle de mode de production soviétique, peut-être ; mais enfin, il ne faut tout de même pas confondre soviétique et socialiste !

Victor LEDUC. J'ai précisé, dès le début, que nous

sommes autogestionnaires précisément parce que nous avons des critiques fondamentales à apporter au modèle soviétique...

Roger GARAUDY. Il faut savoir de quoi nous parlons : pour moi le modèle soviétique, c'est le contraire du socialisme.

Jean-Marie MULLER. C'est que la référence concrète manque...

Roger GARAUDY. Bien sûr ; mais en 1788, tout le monde était monarchiste : la République était une utopie !

Maurice DEBRACH. Notre projet ne peut être défini dans le détail ; mais nous pouvons au moins le préciser par la négation du système actuel : c'est en cela qu'on peut parler de révolution. Il me semble indispensable d'utiliser ce terme, même si, par certains côtés, il est piégé. Il est certain que nous n'avons pas, à l'heure actuelle, des modèles de révolution achevée ; et peut-être n'en aurons-nous jamais. Mais le problème n'est pas là ; ce qu'il nous faut, c'est intégrer certaines perspectives à notre projet : je pense notamment à la réhabilitation, dans l'homme, du **collectif** et de la **personne**. A l'heure actuelle, l'homme collectif est complètement séparé de la personne. C'est cela qui a provoqué l'individualisme bourgeois, avec l'idée que certains sont « responsables des autres »... Notre projet devrait indiquer clairement que chacun doit être responsable de soi-même, et tout le monde responsable de tous.

Victor LEDUC. Je dois dire que je ne connais pas tellement le problème de la non violence ; je ne suis a priori ni violent ni non violent. La violence, selon Marx, n'est pas première : c'est une résultante. Le commencement de la division en classes est dans les structures économiques et dans la violence : il faut qu'il y ait une production avant qu'il y ait une violence... La violence s'exerce pour maintenir un certain état de la production, de la division du travail, de la division en classes, mais elle n'est pas première. Mais est-ce que la non-violence doit être première ? Peut-on dire que, par rapport à une situation donnée, la non violence s'impose de façon impérative ? La non violence est-elle première par rapport à la révolution ? A l'idée

de la violence nécessaire, on peut opposer le fait que la violence n'est jamais le facteur décisif : la révolution n'est pas au bout du fusil, mais au bout de la détermination de forces sociales résolues à mettre fin à leur aliénation. Lorsqu'une révolution se produit, en général, c'est dans un état de décomposition du pouvoir en place ; mais il n'est pas sûr, malgré tout, que la classe dominante puisse être mise à terre par la non violence... Quelquefois, une certaine dose de violence est nécessaire. Aux premiers jours d'octobre 1917, il y a eu très peu de violence ; mais s'il n'y en avait pas eu du tout, peut-être que le pouvoir n'aurait pas basculé... Un révolutionnaire ne peut pas faire abstraction de certaines nécessités pour privilégier de façon absolue la non violence.

Jean Marie MULLER. Pour moi, c'est la révolution qui est première par rapport à la non violence. La non violence est du domaine des moyens et non de la finalité. Au niveau de l'action, nous sommes amenés à constater l'efficacité de toutes ces prises de pouvoir, de toutes ces organisations d'autodéfense : elles sont nécessaires, malgré les pièges qu'elles renferment.

Roger GARAUDY. Pour répondre à Marc Paillet, je dirai qu'il est dangereux de confondre projet et révolution : une révolution se définit par ses fins. Pour Marx, le socialisme n'était pas la socialisation des moyens de production : ce n'était que le moyen. La fin c'est de créer les conditions économiques, politiques et culturelles pour que tout enfant qui porte en lui le génie de Mozart puisse devenir un Mozart : ça c'est la fin. Le reste n'est qu'un moyen... Cela me paraît très important. Ce n'est donc pas le projet qui engendre la violence, c'est l'**absolutisation du projet** ; mais Marx n'a jamais dit que le communisme était le Royaume de Dieu, ni la fin de l'Histoire ! Au contraire, c'est le commencement d'une Histoire proprement humaine. Si nous ne voulons pas que le marxisme, comme il l'a fait avec le stalinisme, se cristallise en un système dogmatique, il est très important d'intégrer la dimension chrétienne. Ce n'est pas seulement une exigence de tolérance : c'est une question de complémentarité ; si, à chaque moment, le projet n'est pas relativisé (et je crois que c'est cela l'apport du christianisme dans une perspective révolutionnaire) nous aboutirons nécessairement à un nouveau stalinisme. Relativisé, le projet ne comporte plus de

terme final : le communisme n'est pas la fin de l'Histoire.

Jean-Marie MULLER. Sur ce point, je suis bien d'accord : le christianisme aurait dû et devrait être, dans nos sociétés, une contribution fondamentale à la révolution, en lui permettant, notamment, d'échapper à l'engrenage de la violence. Mais, malheureusement, l'histoire nous apporte un vif démenti. Elle nous montre en effet que les Eglises elles-mêmes n'ont pas su éviter les pièges de la violence. En absolutisant leurs dogmes, elles ont voulu les défendre par la violence et cela a donné l'Inquisition et les guerres saintes. Par ailleurs les Eglises ont rarement perdu les occasions qui s'offraient à elles de pactiser avec les Pouvoirs Etablis, et aujourd'hui encore leur tentation principale est de collaborer avec les injustices du désordre établi en adoptant une attitude de neutralité bienveillante au sein de la majorité silencieuse.

Quant à notre débat sur la violence et l'absolu du projet, on peut, en effet, se demander si on n'a pas trop absolutisé le projet — ce qui explique la tendance à trop le relativiser maintenant — et si ce n'est pas cela qui a justifié un processus de violence. Je crois effectivement que l'absolu justifie la violence : Camus a montré que l'Inquisition, la Foi absolue, justifiait la violence ; et inversement la tolérance des philosophes du XVIII^e siècle était fondée sur le scepticisme. Il y aurait là toute une approche de la non violence qui est intéressante, même si elle reste pragmatique et insuffisante.

Je ne pensais pas que ce débat se déroulerait ainsi, mais c'est intéressant de voir comment l'analyse de la réalité des choses nous a amenés à nous fixer cet objectif : forger des armes de résistance, de défense et d'organisation pour ceux qui sont actuellement les dominés. Quant à la nature de ces « armes », il semble bien qu'au-delà du vote et en deçà de la violence on se trouve précisément dans la recherche d'un dynamisme, d'une force, que nous appelons, nous, non violence ; et il semble aussi que vous acceptez que nous l'appelions ainsi.

Table Ronde enregistrée à Paris,

le 30 avril 1975.

gagner le larzac

Gagner le Larzac ! Tel est, depuis le début, l'objectif final des Paysans et de ceux qui luttent avec eux. Mais aujourd'hui, encore plus qu'hier, cette victoire est nécessaire : le Larzac, en effet, est devenu l'affaire de tous ; à travers toute la France se sont créés plus de 120 Comités Larzac, attentifs aux nouvelles du Causse, faisant le lien avec leurs problèmes locaux. Le Larzac n'est plus seulement la lutte de paysans dynamiques voulant conserver leurs terres ; c'est désormais une lutte aux enjeux multiples : militarisation des sols et de l'économie, centralisme parisien imposant ses décisions aux régions, exigences soi-disant « techniques » préférées à la défense d'une certaine qualité de vie, etc. Nombreux sont ceux qui reconnaissent, dans la lutte du Larzac, plus qu'un symbole : la possibilité concrète d'arrêter ou freiner, par une lutte populaire, ces processus que l'on croit trop souvent impossibles à vaincre. C'est pourquoi l'enjeu le plus important aujourd'hui, au Larzac, en raison de l'ampleur du soutien exprimé, c'est l'enjeu stratégique : perdre le Larzac ce serait décourager gravement et durablement ceux qui mènent ou mèneront des luttes analogues ; l'élan des luttes populaires serait durement frappé. Gagner le Larzac : cet objectif devient une nécessité pour l'avenir des luttes populaires anti-capitalistes. Bourges lui-même l'a bien senti, déclarant aux Paysans, lors de l'entrevue du 1^{er} mars 1975 : « Si nous ne faisons pas le Camp du Larzac, alors nous n'en ferons plus nulle part ailleurs ! ».

LES RAISONS DE L'ENTETEMENT DU POUVOIR

Une explication officielle.

Officiellement, la décision d'extension du camp du Larzac (de 3 000 à 17 000 ha) résulte d'exigences strictement techniques : les camps actuels sont saturés ; de grands espaces sont nécessaires pour les manœuvres et pour l'expérimentation du matériel moderne (AMX 30, missiles sol-sol). Or le sol

du Causse, rocheux, ne gardant pas l'eau, est particulièrement apte à supporter de tels matériels.

On sait cependant que, même à l'intérieur de l'Etat-Major, l'utilité de cette extension a été dès le début controversée. On assiste aujourd'hui à une remise en cause des orientations précédentes : les grandes manœuvres sont programmées par ordinateur et se développent sur l'ensemble du territoire. Les manœuvres nationales MANAT intéressent les 3 armes (terre, air, mer) et ont pour but de tester les possibilités et l'efficacité de la totalité de l'appareil militaire. Dans cette perspective, les grands camps ne sont plus aussi nécessaires : certains de ceux qui défendaient hier, au sein de l'Etat Major, le projet d'extension du Camp du Larzac le déclarent aujourd'hui sans intérêt...

Quelques hypothèses parmi d'autres.

On est donc conduit, puisque les raisons « techniques » ne sont pas si évidentes qu'on l'a dit, à chercher d'autres raisons à l'entêtement du Pouvoir sur ce projet. Un certain nombre d'hypothèses peuvent être avancées :

— On sait que l'Armée a déjà fait procéder à une étude de la radioactivité du sol et du sous-sol du Larzac. Simple étude de routine ? Ou bien y a-t-il, malgré les démentis officiels, un projet d'utilisation des avens du Causse pour le stockage d'engins atomiques ? ou de déchets radioactifs ?

— On constate que le Larzac fait partie d'un vaste rideau protecteur méditerranéen, allant de l'Italie (Sardaigne) à l'Espagne (Saragosse) en passant par le sud de la France (Corse, Provence, Occitanie). Ce rideau protecteur s'intègre à un dispositif militaire établi au niveau du « Pacte Atlantique » : en effet, si la France ne fait plus partie de l'OTAN, elle reste membre du Pacte Atlantique, et collabore, à ce titre, avec l'OTAN dans divers secteurs : surveillance électronique, transmissions tactiques...

On comprend alors très bien pourquoi nos camps militaires sont prêtés aux armées de l'OTAN : Les Anglais sont venus plusieurs fois au Larzac, les Hollandais aux Rochilles, les Allemands à Caylus ; quant aux « marines » US, leur utilisation du camp de Canjuers a suscité récemment importants mouvements de protestation dans la région du Var. C'est là, en effet, qu'ils venaient s'entraîner en vue de leur éventuelle intervention au Proche-Orient...

— D'autres bruits courrent aussi sur l'utilisation, pour stockage de pétrole ou de gaz naturel, des immenses grottes et avens du Causse. Ce ne serait pas la première fois qu'industriels et militaires arriveraient à se comprendre et à s'entendre. Quoi qu'il en soit, on doit bien se dire, comme le soulignait Jacques de Bollardière lors d'une conférence de presse sur le plateau, que « si l'Etat-Major tient tant à ce projet d'extension, c'est qu'il doit y avoir également d'importants intérêts financiers et industriels » ...

Une explication plus générale : la militarisation.

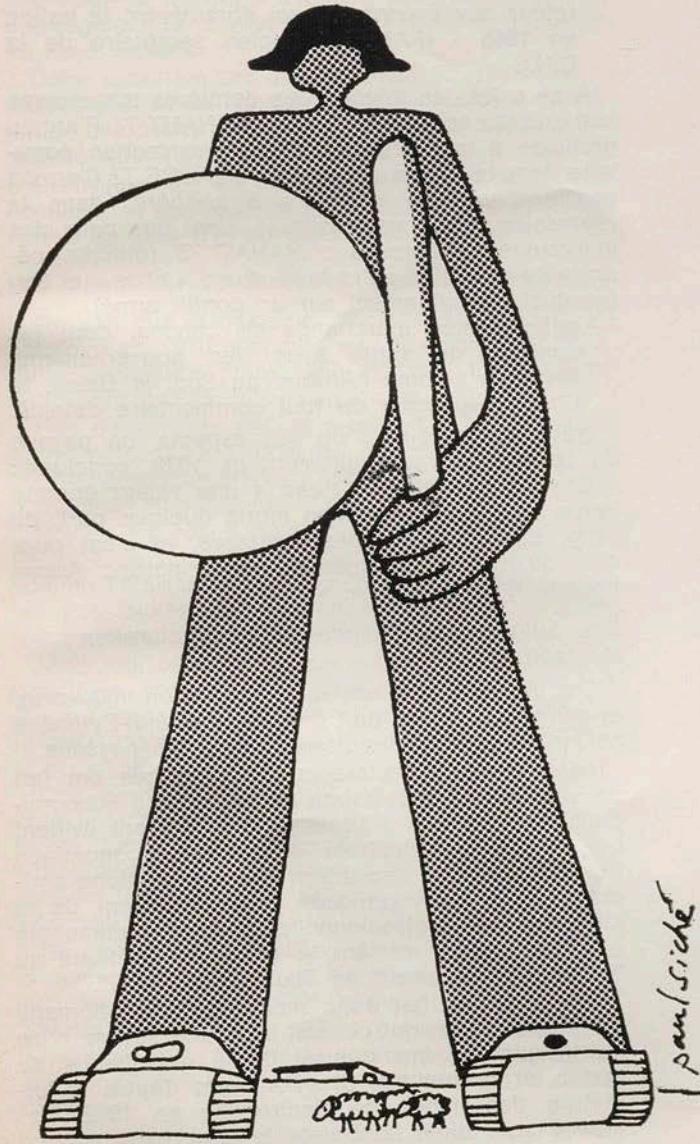
Il est impossible de comprendre vraiment les raisons du projet gouvernemental sans replacer l'extension du Larzac dans l'ensemble des autres extensions ou créations de camps, et sans faire le lien entre cette militarisation « géographique » et tous les autres aspects de la militarisation de notre société.

Depuis quelques années, l'armée est atteinte d'une véritable bousculade territoriale : des camps militaires fleurissent un peu partout et la France est déjà systématiquement quadrillée : Caylus, Garrigues, Montlouis, Rivesaltes, Quiberon, Fontevraud, le Mont-Ventoux, Pont-Saint-Vincent, le Mont-Verdun, Avon, Malzéville, Val-Gaudemar, Champ-sur-Drac, Albion, Canjuers, Larzac (ces 3 derniers faisant à eux seuls tripler récemment la surface des camps d'entraînement) : tous ces noms sont apparus ces dernières années dans l'actualité en raison d'une création ou d'une extension de camp militaire... Sans compter les anciens camps qui subsis-

tent sans « faire de bruit » : au total, l'armée possède maintenant 270 000 ha (l'équivalent d'un département comme les Yvelines), et elle est ainsi le premier propriétaire foncier de France avant la SNCF et l'Eglise.

Cette emprise de l'armée sur des parties de plus en plus larges du territoire n'est que la manifestation la plus visible d'un phénomène qui concerne, plus discrètement, bien d'autres secteurs. Cette militarisation consiste en une disparition plus ou moins nette de la frontière entre le « civil » et le « militaire » dans la plupart des secteurs d'activité : économie, recherche scientifique, télécommunications, police et justice, contrôle de l'espace aérien, etc... C'est un phénomène relativement récent et caractéristique de nos sociétés « industrielles avancées », permettant au capitalisme de résoudre un certain nombre de ses contradictions et d'exercer sur les mouvements qui voudraient le renverser un contrôle tel que toute répression ouverte violente est rendue presque inutile : ce qui permet à l'armée française de n'avoir pas à jouer un rôle « chilien », c'est précisément la militarisation. « La défense nationale n'est pas une spécialité, déclarait Pierre Messmer en 73, c'est l'ensemble des activités de la France dans une certaine perspective de sa sauvegarde et de sa survie ». Cette phrase est citée en exergue de l'ouvrage de Brachet-Pons-Tachon, *La France militarisée* (Cerf 74), dans lequel on trouvera la meilleure introduction à la connaissance de ce phénomène. Qu'il nous suffise de rappeler ici certains éléments :

— dans le secteur économique s'est créé un véritable « complexe militaro-industriel » : la production d'armements, beaucoup plus décentralisée que jadis, ne se fait plus beaucoup dans les arsenaux nationaux (12 %) mais concerne des milliers d'entreprises privées (75 %) ou para-publiques (13 %) ; elle fait vivre, par le jeu des sous-traitances, plus de 3 millions de personnes et conditionne la survie de milliers d'entreprises, même lorsque le pourcentage de productions « militaires » est faible. Quand Debré se flattait, étant ministre de la Défense Nationale, d'être « le premier industriel de France », il avait tout à fait raison !



les nouveaux bergers...

— on ignore encore trop que la recherche scientifique est orientée pour plus de 50 % vers des applications militaires, et que, dans certains secteurs de recherche, tout nouveau brevet doit être examiné en priorité par les militaires : si le brevet les intéresse pour des applications militaires possibles, ils ont le droit d'en garder l'exclusivité et de le tenir totalement secret, quel que soit l'intérêt que ce brevet aurait pu avoir pour des applications « civiles ».

— dans la politique énergétique du pays, on doit savoir à quel point les exigences militaires influent sur les choix : il est certain que le pari fait sur le « tout nucléaire », au détriment de recherches et d'investissements sur d'autres formes d'énergie, est déterminé en grande partie par l'utilisation militaire des sous-produits de centrales.

Dans la mesure où l'extension du camp du Larzac, par delà les raisons « techniques » sur lesquelles, on a vu, même les militaires ne sont pas unanimes, s'inscrit dans ce processus de militarisation généralisée, et dans la mesure également où ce processus ne peut pas être véritablement compris si on n'y voit pas un développement logique du système capitaliste cherchant à résoudre certaines de ses contradictions, on peut dire que l'affrontement qui se livre au Larzac est une lutte très importante contre la militarisation, un combat politique contre le capitalisme et son ordre militaire.

LE SENS DE LA LUTTE.

L'enjeu que dégage cette analyse globale n'est pas celui qui est le plus explicité par les « résistants » du Larzac. Beaucoup d'autres raisons, plus immédiates, motivent dans leur résistance les paysans et ceux qui les soutiennent.

Une lutte paysanne pour la défense de l'outil de travail.

La résistance des « 103 », c'est d'abord et avant tout, un combat pour conserver leurs terres. Ce combat comporte un aspect sentimental (attachement à la terre ancestrale) dont la force et la légitimité ne doivent pas être sous-estimées ; mais ce seul aspect resterait ambigu, s'il ne s'accompagnait en fait de la certitude de défendre, dans la terre, un *outil de travail*. Cette expression, qui

appartient davantage au vocabulaire des Paysans-Travailleurs qu'à celui des Caussenards, permet de faire le lien, très réel, avec un certain nombre de luttes ouvrières : car, si les paysans sont menacés d'expropriation ou d'expulsion, les ouvriers, eux, risquent de voir le démantèlement de leurs usines, le licenciement, le chômage ; à ce sujet, il n'est pas besoin de s'étendre beaucoup : on voit bien comment le Gouvernement tente de juguler la crise en laissant s'établir un « volant de chômage ».

Le rassemblement d'août 73 montrait bien cette liaison, puisque 200 ouvriers de LIP et une délégation de Noguères étaient venus affirmer leur solidarité avec la lutte du Larzac. Et il est vrai qu'aujourd'hui encore, et plus que jamais, le Larzac est un lieu privilégié de jonction entre ouvriers et paysans, pour la défense des droits des travailleurs. Qu'ils en aient ou non conscience, qu'ils le veuillent ou non, les paysans du Larzac, dans la mesure où ils luttent pour le contrôle de ce qui est leur « outil de travail », ne peuvent pas mener une lutte « apolitique » : leur lutte, de fait, s'intègre dans la lutte des classes.

Une lutte de « civils » contre l'appareil militaire

Garder le Larzac revenait inévitablement à combattre l'armée.

Les paysans découvrirent vite le véritable visage de cet appareil militaire, qui n'était auparavant qu'une chose lointaine, dont il fallait tant bien que mal s'accommoder :

- armée dévoreuse d'hectares, mais aussi destructrice de l'environnement, qui affaisse les sols, affole les élevages, saccage la végétation, perturbe durablement l'équilibre écologique d'une région ;
- armée briseuse d'hommes, qui ne maintient obligatoirement son désuet service national que pour rendre les jeunes de 18 ans plus serviles, plus soumis à l'ordre social.
- armée briseuse de grèves (plan Clément Marot, éboueurs, PTT) dont les « forces de sûreté » composées d'une vingtaine de commandos appuieront les forces traditionnelles du maintien de l'Ordre dans le cadre de la Défense Opérationnelle du Territoire, afin « d'éviter tout

retour aux événements qui ébranlèrent la nation en 1968 » (FANTON, ancien secrétaire de la D.N.).

A ce sujet, les thèmes des dernières manœuvres anti-guérilla sont évocateurs : HAINAUT 71 (l'armée participe à la répression d'une insurrection populaire dans la région de Leuze) ; BEAUCHE 72 (l'armée essaie d'habituer les civils à coopérer dans la répression des « subversifs »), ainsi que ceux des manœuvres nationales : MANAT 75 (difficile période de transition entre la fin d'une « crise » et son éventuel enchaînement sur un conflit armé).

— enfin, armée marchande de canons, dont les contrats de vente avec des gouvernements fascistes comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, se passent de tout commentaire détaillé.

Résumant plusieurs de ces aspects, un paysan du Larzac, au rassemblement de 1973, concluait : « Chaque caillou du Larzac a une valeur énorme parce qu'il représente des morts quelque part, du sang, des luttes ouvrières brisées, et c'est pour cela qu'on ne peut pas le laisser partir... Aucun hectare n'ira à l'armée. »

Une lutte régionale contre la restructuration du capitalisme.

Les derniers mois ont vu la population millavoise, et même une bonne part de la région Midi-Pyrénées se mobiliser plus directement avec les paysans.

Les dernières déclarations de Bourges ont fait en effet perdre tout espoir de retombées économiques consécutives à l'extension. Il devient évident que celle-ci va accélérer « l'asphyxie économique du Sud-Aveyron : disparition des exploitations agricoles les plus dynamiques, bouleversement de la structure interprofessionnelle, entrave permanente à la circulation routière ». (Recours juridique au Tribunal administratif de Toulouse en 1973).

Ce projet ne fait donc qu'aggraver le chômage dans une région qui connaît déjà une sévère crise de la ganterie, mais aussi de la menuiserie, du textile, et surtout des Charbonnages depuis la fermeture des mines de Decazeville en 1962. Les jeunes sont ainsi contraints à l'exil vers le Nord pour se faire embaucher par les P.T.T., la S.N.C.F., la Police, etc...

Il s'agit là du dépérissement progressif de toute une région, que l'on retrouve en Bretagne, en Corse, au Pays Basque...

Cette évolution est une des conséquences de la restructuration du capitalisme, qui conduit à l'élimination des petits pôles industriels au profit du capitalisme national et international.

L'affrontement du Larzac, à travers la volonté occitane, et son expression culturelle, est une lutte contre ce plan d'ensemble du capitalisme.

Une lutte populaire contre les expulsions arbitraires

On sait que la décision officielle d'extension, intervenue en 1970, s'appuie sur des données régionales recueillies entre 1950 et 1960. Les paysans l'apprirent par la télévision ou la radio !

Ces deux petits détails montrent à quel point le gouvernement se soucie de prendre l'opinion des populations concernées, avant de faire un choix d'une telle importance.

Voyant les réactions que soulevaient son projet, Debré créa une commission de concertation, puis nomma l'émissaire TOURNIER pour prospecter sur les possibilités de développement régional, enfin fit procéder à l'enquête d'utilité publique.

Mais tout ceci ne fut que mascarade juridique et pinaillage administratif : chacun pouvait marchander sur le passage de son « parcours », mais il ne fallait surtout pas remettre en cause collectivement le projet lui-même.

Ces derniers temps, le gouvernement prend l'habitude de telles procédures. Par exemple, pour forcer l'implantation des centrales nucléaires, il adapte cette politique désinvolte qui fait que bien souvent les communes se retrouvent devant le fait accompli.

De même que la décision du camp fut prise dans le secret, de même la décision du programme nucléaire n'a été précédée d'aucun débat national.

Notre gouvernement qui se prétend libéral, montre, à propos du Larzac et des centrales nucléaires, une conception tout à fait remarquable de la démocratie...

C'est pourquoi les luttes du Larzac, de Fessenheim, de Whyl, de Marckolsheim sont convergentes.

Elles sont toutes des luttes régionales contre des expulsions arbitraires faites sous le couvert de l'intérêt national.

Une lutte populaire qui montre la voie des « prises de pouvoirs » à la base.

Les paysans ont su se donner leur propre organisation de lutte et conserver leur indépendance envers toutes les organisations, tous les « notables » qui les soutiennent et seraient tentés, parfois, de les « récupérer ». Ils ont toujours été attentifs à se démarquer des types d'action qui ne correspondaient pas à leur propre choix, désavouant nettement les attentats de 71-72 et l'agression contre F. Mitterrand en août 1974.

Ils ont pris leur lutte en mains, communiquant eux-mêmes, à travers la France, en de nombreux meetings où ils ont pris la parole, leur volonté de se battre. C'est d'eux principalement qu'est né le vaste mouvement de solidarité nationale qui s'est concrétisé et structuré par les Comités Larzac.

Avec d'autres luttes passées (Lip, Cerisay) ou actuelles (Teppaz, Everwear, Unimel...) la lutte du Larzac montre qu'il est possible de prendre un certain pouvoir sur les lieux de travail et de vie sociale : pouvoir insuffisant, certes, dans la mesure où rien n'est réglé tant que le Pouvoir central n'a pas cédé, mais pouvoir réel tout de même. En ce sens, ces luttes préparent et préfigurent une société où les pouvoirs seraient beaucoup plus décentralisés, et où les travailleurs sur leurs lieux de travail et les habitants sur leurs lieux de vie pourraient prendre eux-mêmes la plus grande partie des décisions les concernant.

LA PROGRESSION DE LA LUTTE

L'option non violente permet l'unité des « 103 »

Le succès d'une lutte de longue haleine exige une certaine solidarité de ceux qui la mènent (accord sur l'objectif final, certitude que personne n'acceptera une solution individuelle) et un certain accord sur le type de moyens à employer. En mars 72, plus d'un an après l'annonce officielle du projet, ni cet accord ni cette solidarité n'existaient. Quoi qu'on puisse penser par ailleurs de la personnalité et des idées de Lanza del Vasto, on doit reconnaître

tre le rôle décisif qu'il joua alors, par son jeûne de 15 jours et par ses « conférences » avec les paysans. De cette époque, en effet, date l'engagement écrit des « 103 » : « Nous confirmions publiquement notre opposition au projet d'extension et, sûrs de notre bon droit, nous prenons solidairement l'engagement de repousser toute tentative de séduction ou d'intimidation, et toute offre d'achats de nos terres de la part de l'armée, et toute indemnisation. » (28 mars 72). Le choix de la non violence comme stratégie d'action fut parfois mal interprété par la suite. S'il fallait encore le justifier, il suffirait de raconter les multiples formes d'action que les « 103 » ont su inventer et mettre en œuvre pendant plus de 3 ans maintenant : vraiment, il n'y a là ni passivité, ni « non violence relative », comme on l'a insinué.

De nouvelles méthodes de lutte.

Soucieux avant tout de « populariser » leur cause, les « 103 » imaginent des actions où dominent l'humour, le geste symbolique, le défi ouvert et tranquille : les opérations « moutons sous la tour Eiffel », « montée des tracteurs sur Paris » sont, parmi d'autres, les plus spectaculaires et les plus réussies.

Parallèlement, ils utilisent les quelques recours légaux qui restent à leur disposition : recours au Tribunal administratif de Toulouse, puis au Conseil d'Etat. Ils réussissent à contrer efficacement la politique d'achats « à l'amiable » en créant le G.F.A. (Groupement Foncier Agricole) pour acheter les terres des propriétaires qui, n'étant pas des « 103 », veulent vendre au plus offrant.

Par delà ces actions défensives, ils n'hésitent pas à entrer dans la « désobéissance civile », entreprenant, sûrs de leur « bon droit », de véritables actions *illégales*, que le Pouvoir ne peut pas réprimer :

- construction de la bergerie de la Blaquière, sans permis de construire,
- renvoi d'une soixantaine de livrets militaires,
- labours des terres d'un spéculateur, le député UDR de la Malène.
- installation de deux familles dans la ferme des *Truels* qui appartient à l'Armée. Labour d'une terre appartenant à l'Armée.

— pose d'une conduite d'eau pour amener l'eau aux fermes qui, situées dans le périmètre d'extension, ne sont pas desservies par l'adduction officielle.

Ces initiatives ne sont pas seulement des défis à l'autorité (préfectorale ou gouvernementale) : elles mettent en valeur la région, affirment la détermination des agriculteurs à rester chez eux, fondent leur propre « légalité » (un peu comme les Lip, continuant à produire et vendre des montres).

Le défi à la « légalité » officielle s'est exprimé récemment dans une sorte de « boycott » : le Préfet ayant ouvert la procédure de « l'enquête parcellaire » (nécessaire pour prendre l'arrêté de cessibilité, puis l'ordonnance d'expropriation), les paysans ont tout fait pour la rendre impossible :

- saisie et mise en pièces des dossiers dans les mairies, sous les yeux des « officiels »,
- expulsion, à plusieurs reprises, des commissaires enquêteurs,
- occupations de la mairie de Millau, de la sous-préfecture de Millau, de la préfecture de Rodez.

Actuellement, les paysans cherchent à fraterniser avec les appelés du contingent se rendant au Larzac : le 14 mai dernier, pendant dix heures, un convoi militaire a été bloqué, tandis que tracts et journaux étaient distribués aux bidasses enthousiastes !

Bien que toutes ces actions aient été décidées au coup par coup et n'aient pas été pensées à l'avance dans une sorte de stratégie globale de résistance et d'offensive, on doit noter la fécondité et l'efficacité de l'inspiration non violente qui assure leur cohérence : popularisation, désobéissance civile, rupture avec les pouvoirs politique, militaire, administratif, économique, non-collaboration, souci de la mise en valeur du Causse, tout cela s'intègre dans une stratégie globalement non violente.

Qui oserait affirmer après cela que la non-violence est démobilisatrice ? Tout au contraire, elle propose spontanément des formes de résistance à la portée de tous. Elle unit plutôt qu'elle ne divise, le soutien national actuel est là pour en témoigner. Et face à la non-violence des paysans, le pouvoir est constamment obligé de justifier sa propre violence. Enfin, aucune autre méthode de lutte ne



Photo G.D.

favorise autant, pendant l'action, la prise de conscience collective de l'oppression idéologique.

Une petite « révolution culturelle »

Dans la lutte, les hommes et les femmes changent. Pas tous, certes ; mais ceux qui participent plus intensément éprouvent, peu à peu, la force du conditionnement culturel qui les a façonnés :

- lors de l'opération « fermes ouvertes (Pâques 72) », ils découvrent que les premiers à les aider sont ces jeunes à cheveux longs dont on leur avait appris à se méfier...
- lors des « reportages » sur leurs actions, ils mesurent ce qu'est l'« objectivité » de la Presse, des radios, de la T.V.
- ils analysent progressivement le rôle de l'armée dans nos sociétés.
- les contacts avec d'autres luttes leur font découvrir la condition des ouvriers,
- ils comprennent, notamment lors des élections (législatives en 73, puis présidentielles en 74), les enjeux politiques de leur lutte.

Ces changements là sont acquis, quelle que soit l'issue de la lutte : « rien ne sera plus jamais comme avant ! »...

Le Larzac devient une affaire nationale

Depuis les rassemblements d'août 73 (60 000 personnes) et d'août 74 (100 000), il est clair que les paysans ont réussi à donner à leur cause une ampleur nationale. Cela s'est vérifié au cours des premiers mois de 75, lorsque le danger s'est précisé : des comités Larzac se sont créés par dizaines, organisant des actions directes : occupation de la villa de Bigeard à Toul, de l'antichambre du Préfet à Toulouse, manifestation dans le centre administratif militaire d'Albi, intervention au salon de l'Agriculture à Paris, etc... La journée nationale d'action du 15 mars, avec ses manifestations et meetings (10 000 personnes à Paris) a démontré que la mobilisation pour le Larzac était plus forte que jamais. Il y a même des résonances à l'étranger (Italie, Allemagne, U.S.A...). La France respire de l'air du plateau, et depuis cette période la presse ne peut s'empêcher de passer les communiqués relatifs à chaque rebondissement de l'affaire.

LARZAC, symbole de la résistance populaire

Au cours de ces 5 années de lutte, différents mots d'ordre sont apparus : « L'Armée hors du Larzac », « Le Larzac aux paysans », « Des moutons, pas de canons », « Paysans, ouvriers, tous unis : nous garderons le Larzac », « Le blé fait vivre, les armes font mourir », « Solidarité Tiers Monde ».

Mais le plus célèbre reste certainement « Gardarem lo Larzac », qui souligne la volonté de conserver l'outil de travail tout en restant au pays.

Cependant, depuis quelques temps, le nom « Larzac » se suffit à lui-même pour évoquer tous ces mots d'ordre à la fois. Car finalement, le Larzac est aujourd'hui un symbole : symbole de la résistance populaire, symbole des luttes.

Au point qu'il n'est plus rare d'entendre maintenant un journaliste dire que « telle région risque bientôt de devenir un Larzac », ou un militant confier « qu'il faudrait créer des Larzac partout », que « Fontevrault est un Larzac, Fessenheim est un Larzac ». Cette puissance du mot traduit l'exemplarité de la lutte des paysans, leur détermination dans le combat, l'importance stratégique qu'aura leur victoire par rapport aux autres luttes du même genre...

GAGNER LE LARZAC

Le conflit du Larzac est entré, depuis le 9 janvier 75 (déclaration du Préfet de l'Aveyron) dans sa phase finale.

La stratégie du Gouvernement.

Il importe de ne se faire aucune illusion sur la manière dont les choses risquent de se passer : jamais il n'y aura un « grand jour J » d'expulsion des « 103 » par la force, avec grand concours de C.R.S. et de militaires. L'idée qu'il suffirait de revenir à 50 000 ce jour-là est un pur rêve... Le Pouvoir entend procéder rapidement à la phase administrative puis judiciaire de l'expropriation ; ensuite, il pourra prendre tout son temps : lorsque, par l'ordonnance d'expropriation, l'armée sera devenue propriétaire légale des terrains des « 103 », elle pourra faire ses manœuvres sous leurs fenêtres, ses tirs aux milieux de leurs troupeaux ; elle n'aura plus qu'à attendre la faillite financière des exploi-

tants (plus d'indemnisations pour tous ces dommages !) et la lassitude psychologique des habitants du Causse... Il n'est même pas exclu qu'un recours à la violence (celle du désespoir, légitime certes, mais dramatiquement inefficace) de la part d'un ou plusieurs des paysans ne lui fournit le prétexte d'une expulsion plus rapide...

En attendant, le Pouvoir cherche à diviser les « 103 », comme il l'a tenté dès le début, en proposant des ventes « à l'amiable » aux agriculteurs du Sud du plateau ; il cherche à démobiliser le soutien militant, par une alternance de faux bruits officieux et de démentis officiels.

Que faire ?

La popularisation, la sensibilisation, l'information restent nécessaires (1), mais ne suffisent plus : il faut trouver des formes d'action qui fassent pression sur le niveau qui a pris et qui maintient la décision : l'Elysée ou Matignon. Bourges lui-même, ministre de la Défense Nationale déclare ne pas avoir « mandat » pour discuter d'autre chose que de détails (entrevue du 1^{er} mars). Il faut d'autre part que ces actions n'attendent pas trop : l'objectif souhaitable serait d'empêcher l'ordonnance d'expropriation ; car ensuite, le pouvoir, ayant acquis l'essentiel, pourrait attendre sans problème : l'expropriation pour le Camp d'Avon a duré 19 ans !

Vers un mouvement de désobéissance civile massive.

Il existe aujourd'hui une action qui, par son ampleur, n'est encore que de soutien et de sensibilisation, mais qui pourrait assez rapidement se transformer en action de *contrainte* politique, si toutes les organisations qui veulent vraiment « gagner le Larzac » incitaient leurs adhérents à l'adopter : c'est l'opération « 3 % Larzac ». Plus de 1 000 personnes refusant 3 % (ou plus) de leurs impôts et s'engageant à continuer « tant que le projet d'extension du camp du Larzac ne sera pas abandonné », c'est sûrement une petite gêne pour le Pouvoir, ce n'est pas encore une contrainte. Mais où se situe le seuil numérique à partir duquel la perception automatique de l'impôt serait sérieusement perturbée ? A partir de combien de milliers

de refuseurs « collectifs » bravant ouvertement la Loi (qui prévoit 3 mois à 2 ans de prison), publiant leur refus sur les murs et dans les journaux, finançant la mise en valeur du Larzac avec les sommes refusées au fisc, s'organisant pour devenir encore plus nombreux, le Pouvoir commencera-t-il à s'inquiéter ? Car la possibilité de refuser l'impôt, pouvoir dérisoire du contribuable isolé face à la puissante machine administrative et répressive, devient une Force énorme lorsqu'elle prend une ampleur numérique telle que les possibilités de répression sont débordées...

Le seuil numérique à atteindre pour exercer une véritable force de pression est peut-être moins élevé que nous le pensons ; si, en 3 ans, avec des moyens artisanaux et sans aucun soutien de la Presse ni des organisations politiques, les refuseurs sont passés de 30 à 1 000, combien seraient-ils l'an prochain si un parti, même peu important, ou un groupe de personnalités, ou un grand journal mettaient vraiment leur poids dans cette action ? Mais cela suppose que soit dominé un certain scepticisme par rapport à cette forme d'action : l'efficacité qu'elle a manifesté en Italie en Automne 74 (2), contraignant le Gouvernement italien à reculer sur des points précis, devrait aider à vaincre ce scepticisme. En attendant, on ne peut que se réjouir de voir les « 103 » et les Comités Larzac signer l'affiche incitant publiquement au refus des 3 % et expliquant la manière de procéder (3).

Dans le même ordre d'idées, on voit s'organiser depuis peu une action de renvois collectifs des papiers militaires : acte de désobéissance civile, lui aussi, puisque puni par la Loi, acte accompli déjà par 60 paysans du Larzac. Là encore le geste de protestation ne deviendra action collective de *contrainte* qu'à partir d'un certain seuil numérique et d'un certain niveau de publicité (4).

Vers une action décisive sur le Plateau.

Le boycott de l'enquête parcellaire a mis le Pouvoir dans une situation délicate : le déroulement normal de la procédure ayant été rendu irrégulier par l'action des paysans et des millavois, l'arrêté de cessibilité (que l'on attend depuis Mars) peut difficilement être pris : il faudrait recommencer une

nouvelle enquête, mais celle-ci risquerait d'être encore plus boycottée que la première... C'est le type même d'une action efficace de *blocage*. Mais ce n'est pas encore l'action de *contrainte* qui reste nécessaire pour obtenir une renonciation officielle au projet d'extension.

Cette action devra, plus que jamais, rester *non violente* ; pour beaucoup c'est un paradoxe ou un scandale de rappeler cette exigence après l'odieux attentat contre la famille Guiraud, après l'intervention des Gardes mobiles contre les agriculteurs et leurs amis millavois. Et pourtant, il faut le redire : la non violence reste, au moins, une nécessité stratégique. Une violence qui ne serait pas désavouée par les « 103 » leur ferait perdre une bonne partie du soutien et de la sympathie de l'opinion publique, et cela pour une efficacité nulle : on ne bat pas l'armée sur son propre terrain. Trop de « militants » ou de journalistes, parce qu'ils confondent encore force et violence, parce que des a priori théoriques leur ont enseigné qu'il n'y a pas de lutte radicale sans violence, ne voient encore dans la non violence qu'une forme mineure, atténuée, de la lutte : « ce qu'on peut faire avant d'en venir à la violence » ! Rien de plus faux : la non violence c'est l'arme qui permet de ne pas se placer sur le terrain où l'adversaire est le plus fort. Et qui, au Larzac, se flatte de pouvoir être plus violent que l'armée ?

Il est vrai qu'Elie Jonquet a dit, reprenant une célèbre phrase de Gandhi : « S'il n'existe le choix qu'entre la lâcheté et la violence, nous devons choisir la violence ». Or, s'il est une chose qui a été amplement démontrée au Larzac depuis 4 ans, c'est que précisément le choix n'est plus seulement entre la lâcheté et la violence : la non violence y a montré son efficacité jusqu'à présent ; il lui reste certes, à la montrer dans l'épreuve décisive, mais rien ne permet de croire que la forme d'action qui s'est avérée efficace pour les opérations de sensibilisation, d'information et de blocage ne le serait plus pour l'opération décisive de contrainte politique.

Cette action, les « 103 » et leurs amis savent maintenant qu'il faudra y arriver sans trop tarder. Elle devra dramatiser suffisamment le conflit et sur un laps de temps assez court pour que le Pouvoir

soit acculé à une décision ; elle devra susciter à travers le pays entier un mouvement de solidarité et de mobilisation sans précédent ; elle devra mettre dans la balance du marchandage avec Giscard-Chirac (car c'est bien de cela qu'il s'agit en fin de compte) un enjeu tel qu'ils préfèrent renoncer à leur « extension de camp » plutôt que de supporter l'indignation de millions de citoyens. Cet enjeu, il faut le dire aujourd'hui, car l'idée mûrit sur le Plateau, ne peut-être que la vie même de quelques-uns des paysans et de quelques-uns de ceux qui les soutiennent.

Il y a aujourd'hui trop de « grèves de la faim illimitées » qui s'arrêtent au premier prétexte, ou qui se font dans des conditions tellement douteuses que l'opinion n'y croit pas tellement. Mais une grève de la faim illimitée qui serait préparée, annoncée, expliquée puis engagée par des personnes nationalement connues ? Ce serait un dernier recours, certes, comme doit toujours l'être cette forme d'action. Mais précisément, l'entêtement du Pouvoir va bientôt amener à ce dernier recours ceux qui, sur le Plateau, ont toujours dit qu'ils ne le quitteraient qu'entre quatre planches et ceux qui, à travers la France, estiment que ce qui est en jeu au Larzac vaut la peine qu'on risque sa vie pour cela. Et nous savons qu'il y en a.

Si l'Elysée est le centre du pouvoir étatique, le Larzac, lui, est aujourd'hui le cœur du pouvoir populaire. Il faut qu'il soit clair pour tous que, sur le Causse comme ailleurs, la loi « officielle » ne prévaut pas contre le droit à la liberté : le Larzac n'appartiendra pas à l'Armée.

Ensemble, nous « garderons le Larzac » !

Jacques SEMELIN et Christian MELLON.

(1) Un journal intitulé « Gardarem lo Larzac » vient de sortir son premier numéro. Il est rédigé par les 103 et les comités Larzac.

(2) Voir plus loin l'article de B. Giguet sur la désobéissance civile en Italie.

(3) Renseignements : V. Roussel, le Chesnoy, 45200 Montargis.

(4) Renseignements : JF Besson, BP 26, 71800 La Clayette.

pour une approche politique de la pratique non violente

Cette phrase illustre notre propos : réfléchir sur la pratique non-violente en la situant dans une stratégie. Cette approche se veut résolument réaliste. Certains, pour qui la non-violence implique une rigueur absolue, me le reprocheront. Mais il est temps si l'on veut être entendu, de sortir de l'idéalisme.

Cette approche part d'un choix politique clair : un choix de classe. Elle définit donc l'adversaire et l'objectif avec précision : arracher le pouvoir à ses détenteurs capitalistes. Cela pour réaliser un projet de société qui ne soit plus fondé ni sur l'exploitation, ni sur l'oppression.

Elle reconnaît dans la non-violence des moyens et des techniques intégrés dans une stratégie. Mais elle n'isole pas la stratégie du projet. En ce sens, et en tant que pratique non-violente, elle voudrait définir une stratégie qui n'entre pas en contradiction avec ce projet.

Elle s'oppose donc à toute approche « morale » de la pratique non-violente et notamment à toute tentative de définir exclusivement la non-violence par rapport à la violence.

CONTRE TOUTE APPROCHE « MORALE » DE LA PRATIQUE NON-VIOLENTE

Ainsi que le remarque Jean-Marie Muller dans son interview sur « La non-violence en Amérique latine » (A.N.V. n° 5-6) : « Dans une situation d'oppression (je préciserais même, dans une situation d'injustice) il ne faut pas poser le problème de savoir si la violence est juste ou non ».

Cette attitude moralisante est cependant répandue dans les milieux non-violents. Elle part d'un a priori qui tend à

« Que l'on veuille combattre une injustice, défendre des libertés, changer l'organisation d'une société, il s'agira toujours de devenir, d'une manière ou d'une autre, plus fort que l'adversaire. » - (Pour une non-violence à inventer, « Alternatives Non-Violentes » n° 1, p. 27)

situer au même niveau la cause de l'injustice et la réaction à l'injustice.

Trop souvent, une sorte de classification dichotomique entre violents et non-violents se substitue à la division entre exploiteurs et exploités, faussant ainsi l'analyse de la société, occultant les vrais problèmes et débouchant même sur la conclusion que cette opposition est « plus importante même que l'opposition entre socialistes et libéraux capitalistes », suivant l'expression de Jean Lasserre (Non-violence et révolution armée, A.N.V. n° 2).

C'est donc dans la logique de cette approche que de privilégier la conversion individuelle. Or, situer la non-violence sur le seul plan de la conscience, c'est se condamner à n'être pas compris de ceux qui luttent et à marginaliser la violence.

Qu'on me comprenne bien : mon propos n'est pas de nier la valeur et l'influence des engagements individuels. L'écoute qu'ils obtiennent des travailleurs est indéniable. Mais ce sont les actions qui sont prises en compte et non les paroles moralisantes. Richard Chavez, dans l'interview qu'il a accordé à « Alternatives Non-Violentes » (n° 3) l'exprime bien : « ce qui compte, ce n'est pas la publicité que peut faire un homme sans manger, mais ce qu'il fait par ses actions ».

Il s'agit de ne pas s'illusionner sur la force collective de la conversion. L'appel à la conscience de l'adversaire n'a de chances d'être entendu que par une minorité dont la responsabilité dans l'injustice n'est souvent que secondaire. En effet, la conscience de l'adversaire, c'est avant tout une conscience de classe, fermement attachée à des

intérêts matériels, plongée dans un environnement idéologique et culturel qui justifie une domination de classe.

L'injustice sociale a pour origine le système économique et politique : ne voir dans les rapports sociaux qu'un problème moral, c'est donc faire objectivement le jeu de la classe dominante. Il est significatif dans cette optique que les injustices soient localisées et isolées les unes des autres, et que la lutte soit parcellisée, parfois individualisée ; ceci permet au pouvoir d'intégrer dans son idéologie les objectifs et même les moyens d'actions des partisans de cette optique.

En fait, cette approche place la pratique non-violente au seul plan individuel. Elle ignore que l'homme est aussi un produit social, et que pour se transformer, s'il doit agir par lui-même, il ne peut aboutir qu'en agissant avec les autres pour transformer la société. L'idée « non-violente » n'existe pas, c'est la pratique non-violente qu'il faut promouvoir. Pour ce faire, la dimension personnelle n'est certes pas à dédaigner, mais elle doit demeurer en correspondance avec la dimension collective. C'est tous ensemble que nous nous libérerons des entraves qui nous enchainent : la libération personnelle n'ayant aucun sens politique. La classe ouvrière porte en elle le souvenir collectif de ses blessures et de ses morts. Elle n'est donc pas prête à accueillir les paroles moralisantes de ceux qui, issus le plus souvent de la bourgeoisie, prêchent une non-violence fondée sur l'amour de l'ennemi, qui prend alors un sens précis de collaboration de classe. Ainsi que l'écrit Gilbert Declercq dans son livre « Syndicaliste en liberté » (1) : « Il ne s'agit pas de sentiments mais d'un combat politique contre un adversaire. La lutte de classe n'est pas du domaine du ressentiment personnel. Je n'en veux pas à un patron en tant que personne, mais en tant qu'adversaire de classe, je le combats, un point c'est tout ».

C'est aussi sur ce plan que nous devons nous situer. Cela dit, les travailleurs, intuitivement, rejettent la violence car ils en connaissent plus que tout autre les méfaits et ils expérimentent souvent, spontanément, des méthodes non-violentes.

La non-violence ne peut pas se définir par le simple sentiment de répulsion envers la violence, ni par le commentaire idéologique de ce sentiment de répulsion. Comme le remarque Pierre Fabre, dans un article sur le combat des Chicanos (A.N.V. n° 3) ceux-ci « n'ont que faire des philosophies de la non-violence ». S'il s'agit bien de transformer la société, la non-violence n'est qu'un moyen comme

la violence. Vouloir en faire un absolu conduit à forger un dogmatisme sécurisant, hors du mode réel.

Or, toute pratique non-violente suppose un effort sur soi-même et une réflexion politique sur les événements réels. En ce sens, elle facilite une transformation personnelle mais orientée vers la lutte politique. Elle n'est donc pas une morale d'action.

POUR UNE AUTRE APPROCHE

Il ne s'agit pas de rejeter les expériences historiques de la non-violence, ni de renier ses sources spiritualistes. Au contraire, il est essentiel d'approfondir les actions menées par les précurseurs. Mais il est tout aussi essentiel de connaître le champ idéologique dans lequel a surgi et s'est développée la pensée « non-violente », cette connaissance devant permettre d'aller plus loin dans une pratique politique de la non-violence.

En ce sens, il est indispensable de replacer les actions de Gandhi et de Martin-Luther King dans leur contexte historique. Pour Gandhi, affronté au colonialisme, les moyens non-violents utilisés ont revêtu un caractère particulier et ne peuvent être transposés sans une analyse de la situation historique nécessairement différente. Ainsi, le « mouvement KHADI » (tissage à la maison) lancé en 1917 eut un objectif précis : en faisant revivre le rouet, Gandhi espérait encourager l'industrie villageoise et réduire les importations de tissus britanniques. Il en est de même des moyens préconisés par Martin-Luther King pour répondre à la ségrégation, en vue d'objectifs déterminés.

L'action non-violente, parce qu'elle exige une réflexion sur le monde réel, et notamment une analyse des mécanismes économiques qui déterminent les rapports sociaux doit nous permettre de nous dégager de l'environnement idéologique et justement de la morale qui n'est qu'un élément de cette idéologie. Elle impose des rencontres décisives avec ceux qui luttent pour leur libération.

Nous devons rejeter cette idée d'une philosophie de la non-violence sortant du monde de la pensée pour transformer le monde politique, mais extraire du monde des luttes politiques et syndicales les germes d'une politique non-violente. C'est dans l'existence même des travailleurs que nous pourrons découvrir les prémisses de la non-violence.

Il est indispensable que l'intuition des pionniers de la non-violence soit affrontée à la réalité, confrontée aux nécessités de la lutte, même si cela enlève du romantisme en

faveur de la non-violence. Pour reprendre une phrase de Marx, appliquée à un tout autre discours, il faut « découvrir le noyau rationnel dans la gangue mystique ».

La pratique non-violente nécessite une technique qui puisse fonctionner en profondeur pour transformer à la fois l'objet sur lequel s'exerce son action et l'homme qui l'utilise, ce qui interdit toute technique qui ne soit pas pensée et décidée par les travailleurs eux-mêmes. C'est la condition pour que, sortant du monde des idées, la non-violence se manifeste sur le plan collectif, pour que l'action individuelle débouche sur l'action collective.

Le projet socialiste vise une société qui ne sera pas bâtie structurellement sur la violence, mais il croit nécessaire d'user de violence pour agir contre la société actuelle ; la pratique non-violente devrait permettre, par son dynamisme, de dépasser cette contradiction entre la violence comme moyen et le projet socialiste. Retrouvant l'intuition géniale de Gandhi : « le rapport est aussi inéluctable entre la fin et les moyens qu'entre l'arbre et la semence », la pratique non-violente peut devenir autre chose qu'une morale. Il ne s'agit plus de se convertir en simulant, mais de s'enraciner dans le combat des exploités pour se libérer avec les autres, pour se transformer tous ensemble.

QUELS MOYENS D'ACTION ?

Dans l'article qu'il a écrit pour « Alternatives Non-Violentes » (n° 3), André Jeanson déclare : « ... le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne se fera certainement pas sans que des actes tendant à bousculer et à détruire la légalité telle qu'elle est aujourd'hui, n'aient été posés et massivement posés ... et comme il le constate, cette évidence transparaît de plus en plus dans les luttes actuelles de la classe ouvrière. Or, les moyens d'actions non-violents apparaissent comme les mieux adaptés et les plus efficaces pour cela.

Jusque-là, les théoriciens révolutionnaires comme les réformistes plaçaient au premier plan la conquête du pouvoir d'Etat. Seuls les moyens pour y parvenir différaient. Les expériences historiques ont cependant démontré que cette conquête du pouvoir d'Etat ne bénéficie pas à la classe ouvrière mais à ceux qui prétendent la représenter. La légalité bourgeoise, ou une légalité bureaucratique qui lui succède, perpétue l'oppression. Si des améliorations matérielles sont apportées, parfois non négligeables, aux plus déshérités, le problème de la société socialiste reste posé.

C'est qu'en fait, la conquête du pouvoir d'Etat, comme l'appropriation des moyens de production, s'ils ne doivent pas être négligés, n'ont de signification que s'ils sont accompagnés d'une offensive des travailleurs et spécialement de la classe ouvrière pour conquérir des pouvoirs à la base et contrôler les délégations qu'ils sont amenés à donner.

Par ailleurs, privilégier la prise du pouvoir d'Etat, comme le font certains, aboutit à renvoyer la révolution à un futur incertain et à minimiser la portée des actions menées aujourd'hui. Pourtant ces actions, expression de la lutte des classes, sont souvent l'occasion de prises de contrôle par les travailleurs, certes temporaires qui, même si elles ne sont pas déterminantes, préparent des offensives plus décisives. Par cela même, elles ouvrent de nouvelles perspectives dans le champ des moyens d'action, permettant de sortir du dilemme entre la voie violente et la voie parlementaire.

Ainsi, les actions de désobéissance civile, en remettant en cause la légalité bourgeoise, relativisent la Loi et ouvrent la voie à une autre légalité. Sortant du cercle étroit du contrôle parlementaire, elles imposent un contrôle direct de la loi et de son application.

Le moyen d'action ne peut pas être isolé du contexte dans lequel il doit intervenir. Il doit être adapté au moment et au lieu, aux résistances qui s'opposent à son développement. Il n'est pas vrai que les travailleurs ont le choix entre tous les moyens. Ceux de l'adversaire sont les armes de l'oppression et représentent le piège qui justifiera la répression. C'est en fondant la tactique sur la « non-coopération », en se plaçant sur un terrain peu propice à l'enchaînement de la violence que la classe ouvrière pourra progresser vers la libération.

La violence, comme moyen, dépend non de son rapport avec le but poursuivi, avec la vérité qu'elle prétend atteindre, mais de son rapport avec le champ idéologique existant. Elle perpétue les illusions d'une classe qui justifie sa domination et sa propre violence par la violence des autres tout en prêchant la résignation et la passivité à ceux qu'elle exploite. Alors que la non-violence, rompant avec cette idéologie, reconnaît le rapport dialectique existant entre le moyen et la fin.

Ce qui signifie aussi que le moyen d'action non-violent ne peut pas s'appliquer à n'importe quelle situation, qu'il est intimement lié au projet de société à construire. Comme

le précise Christian Mellon dans son article « Non-violence et Socialisme » (A.N.V. n° 4), « il n'y a pas de moyens non-violents qui ne soient au service d'une cause ; il n'y a pas de stratégie non-violente indépendante de ses objectifs politiques ».

Il s'agit d'un moyen de pression. En effet, le problème de la lutte ne peut être posé qu'en terme de rapports de forces. C'est donc bien une contrainte qui sera exercée sur l'adversaire. Mais il ne serait pas juste de confondre cette contrainte qui vise à déposséder l'adversaire du pouvoir qu'il détient et qu'il exerce sur les autres, au besoin par la violence, avec la violence qui tend à supprimer sa personne.

L'évolution de Martin-Luther King est, sur ce plan, significative comme le montre Jean-Marie Muller dans son texte sur « Les noirs des Etats-Unis à l'heure de la démocratie » (A.N.V. n° 2). Il faut « prendre appui sur une force de contrainte réelle », précisera-t-il à la fin de sa vie.

Cela permet de n'être pas dupes des revirements de l'adversaire et de ses appels au dialogue. S'il est possible qu'un individu soit amené à s'interroger et même à se remettre en cause, on ne peut pas transposer ces attitudes individuelles sur le plan collectif où des intérêts de classe entrent en jeu. Au stade du dialogue, seul un rapport de forces favorables, et non la bienveillance d'un interlocuteur, peut amener le pouvoir à céder du terrain. C'est pourquoi, si le dialogue doit être recherché, il ne saurait être considéré comme suffisant à lui seul. Il peut même présenter un certain risque pour le développement de l'action. Assimilé à un noyau d'action, il exige la possession d'une certaine technique où l'argumentation, fondée sur une connaissance précise des « dossiers » revêt une importance essentielle. Il est évident que l'injure, destinée à soutenir l'agression ou la violence, est politiquement absurde, même si elle peut avoir un effet euphorique.

Le choix des moyens d'action non-violents associe dans un même dynamisme la nécessité de l'efficacité et l'impératif de « la prise de parole » par les exploités. Il faut en effet refuser cette théorie d'une révolution par étapes qui renvoie à un « après la prise du pouvoir » la réalisation des objectifs majeurs. Il ne peut pas y avoir dans un premier temps une volonté fondée sur l'efficacité et dans un deuxième temps une volonté de libération. Ces deux temps doivent être confondus.

QUELLE STRATEGIE ?

L'efficacité d'un moyen d'action dépend de la stratégie adoptée : elle ne résulte pas de la **juxtaposition** des moyens d'action, mais de leur **coordination** dans le temps. Il est tout aussi indispensable que cette stratégie soit crédible.

La « stratégie de l'action non-violente » doit donc viser l'efficacité, ce qui suppose une assise théorique juste et une correspondance constante avec ce qui est possible. Dans le même temps, la pratique non-violente doit manifester son caractère de pratique de masse, engageant une majorité et non une minorité, et demeurer critique vis-à-vis des contradictions, naissant de l'action, avec la fin poursuivie. Il ne saurait y avoir de stratégie « non-violente » sans une « anticipation permanente » selon l'heureuse formule de Jean Van-Lierde (2), sur le projet socialiste auto-gestionnaire.

Enfin, toute tentative de définir une stratégie « non-violente » doit résituer l'action individuelle dans la perspective de l'action collective. Certains de ceux qui se réclament de la non-violence éprouvent encore quelques répugnances pour l'action collective ; c'est cependant à cette seule condition que la résistance à l'injustice évite de se marginaliser et s'intègre dans une stratégie d'offensive.

Il est de « bonne politique », dit-on, d'utiliser les mécontentements pour ses propres fins. C'est là une forme de violence qui casse la confiance, brise le front des travailleurs et ne profite, en définitive, qu'au pouvoir. Certes, toute stratégie ne peut se dispenser de s'appuyer sur les circonstances et les courants contestataires, mais elle doit le faire en toute clarté, en fonction d'objectifs précis. Ceci nous permettra de dénoncer, avec plus de force, les manœuvres de l'Etat qui utilise constamment cette tactique pour diviser les travailleurs.

Cependant, le travail d'explication qui accompagne l'action devra, par l'analyse des situations, tenter d'aller plus loin pour aboutir à de véritables ruptures.

L'analyse du contexte économique, politique et social est essentiel pour engager et développer l'action. Les mécanismes économiques doivent être démontés. La connaissance précise du rapport des forces en présence est indispensable. Les appuis dont bénéficia la classe dominante, de la part de certaines couches de la petite bourgeoisie, doivent être analysés. Les contradictions

vécues par les travailleurs qui collaborent à un système qui les opprime ne peuvent pas être négligées.

On ne peut pas parler de la stratégie en elle-même, elle est toujours liée à la réalisation d'un objectif. Cet objectif doit être limité. Un objectif trop général ne permet pas de mobiliser les travailleurs ; il leur paraît lointain et il leur est impossible de le rattacher à la vie de tous les jours. C'est une réalité dont il faut tenir compte sans pour autant s'abstenir de poser, au cours de l'action, les problèmes politiques sous-jacents.

Mais, cette tactique suivie notamment par des organisations syndicales comme la C.G.T. ou la C.F.D.T. s'avère souvent incapable, par elle-même, de créer des situations de rupture avec le système. En fait, ces situations n'interviennent que lorsque les moyens d'action utilisés remettent en cause la légalité bourgeoise. Ceci est confirmé par la lutte des travailleurs de LIP, par celle des personnes du LARZAC, par celle plus récente des travailleurs de MANUEST et des ouvrières d'EVERWEAR (3) et par d'autres encore moins connues mais tout aussi significatives.

Toute stratégie visant la transformation de la société doit donc s'appuyer sur de tels moyens d'action permettant de poser nettement à travers des revendications sur les salaires, sur l'emploi, sur les conditions de travail, l'aspiration des travailleurs à une autre existence.

Cela signifie que les revendications syndicales — dont il ne serait pas juste d'ignorer le contenu contestataire — doivent acquérir une force politique pour s'extraire de la logique du système qui tend à les récupérer. C'est particulièrement net de la lutte contre la parcellisation des tâches que certaines entreprises abandonnent pour lui substituer un système d'élargissement ou d'enrichissement des tâches, ce qui ne met pas fondamentalement en cause la division du travail.

Ainsi, si l'objectif doit être, selon l'expression de Jean-Marie Muller, « précis, limité, possible », il ne peut pas être isolé des perspectives ouvertes par le projet socialiste.

Si le moyen d'action est en rapport direct avec la fin poursuivie, l'objectif en représente le stade intermédiaire. En ce sens, toutes les luttes menées par les travailleurs n'ont pas la même portée, même si elles se justifient sur le plan de la Justice. La lutte des classes se situe à un autre niveau, celui qui, à partir de situations de rupture, oblige la stratégie à se définir en fonction de « prises de contrôle » et de « prises de pouvoir ».

Toute stratégie met en œuvre des hommes, des moyens et une technique. Les moyens et la technique caractérisent la stratégie. La stratégie influence les hommes qui y sont impliqués. Elle n'est pas neutre vis-à-vis de leurs comportements. Comme ces comportements ont une incidence sur le plan des relations sociales, ils agissent sur la société qui se construit. Par une sorte d'effet en retour, les changements intervenus notamment dans les rapports sociaux, sous la pression des luttes, réagissent sur les hommes et modifient les mentalités. Toutefois, l'impact de l'idéologie dominante sur la population comme la résistance de la classe sociale qui détient le pouvoir peuvent freiner ce processus ou même l'arrêter.

On peut dire que la stratégie devient une « pratique » (ou *praxis*), aussi la pratique non-violente ne peut être qu'une pratique politique visant un projet déterminé : le socialisme auto-gestionnaire. La transformation de la société est le passage nécessaire pour le changement des hommes.

Mais il ne suffit pas de vouloir transformer la société pour qu'elle se transforme, même en définissant une stratégie appropriée à cet objectif ; il faut que cette stratégie s'appuie sur une organisation. Il ne s'agit pas tant de créer une structure nouvelle que de faire correspondre l'analyse de la réalité avec la mise en œuvre d'une stratégie et de coordonner les actions. L'organisation, en utilisant la théorie comme « forme spécifique de la pratique » a alors pour rôle de détecter ce qui est possible et d'écartier, pour l'immédiat, ce qui ne répond pas aux conditions du moment.

Le problème de l'organisation ne se pose pas en termes de création d'une structure rassemblant les travailleurs. Les organisations syndicales et politiques y ont normalement vocation. Il s'agit plutôt de la constitution de comités d'action ou de soutien, regroupant des militants d'origines diverses susceptibles de faire le lien entre les luttes ou de répondre à une nécessité locale. L'exemple du regroupement des « comités Larzac » au sein d'une coordination animée par les « 103 » et le comité millavois est significatif.

Ces comités regroupent sur une même plateforme de luttes des militants partisans d'une pratique non-violente et des militants qui n'ont pas posé dans les mêmes termes la question de la violence.

Le rôle du M.A.N. prend, devant cette réalité, tout son sens : celui d'une structure de propositions dont les membres doivent se retrouver au côté des travailleurs. En effet,

proposer des moyens d'action et définir une stratégie susceptible d'être adoptée, ce sont là des tâches qui exigent que nous participions effectivement au combat de la classe ouvrière.

La non-coopération avec les pouvoirs d'oppression demeure le principe de base de la non-violence. Mais là aussi, il est nécessaire de fonder la stratégie sur des bases réalistes. L'action de non-coopération se heurte à des difficultés comme, en cas de grève prolongée, le danger d'asphyxie économique des travailleurs. Elle suppose donc, dans le même temps, la création de circuits économiques parallèles. Il faut d'ailleurs s'entendre sur la portée de ces circuits parallèles qui ne peuvent pas être assimilés à des îlots d'autogestion.

Ils répondent au seul objectif de favoriser le développement des luttes et demeurent donc subordonnés aux nécessités de la stratégie.

Il faut prévoir la répression et s'y préparer, mais en même temps éviter de lui offrir les prétextes qui justifient son action auprès de l'opinion publique. Il faut savoir que le pouvoir cherche à tirer argument, non seulement de toutes les fautes du mouvement mais également de tous les événements qui peuvent se rattacher de près ou de loin à l'action entreprise.

Le moment critique survient lorsque la répression utilise la violence. La force interne du mouvement risque d'être brisée, le plus souvent parce que les participants démoralisés renoncent à lutter. Mais aussi parce que des minorités répondant à la provocation, se placent sur le terrain de l'adversaire et recourent à l'action violente. Tout s'enchaîne alors pour dérouler ce que Dom Helder Camara a dénommé « la spirale de la violence ».

Au contraire, les exemples de stratégies « non-violentes » mises en œuvre montrent qu'il est possible de dominer ce moment critique. Ainsi, la cohésion et le renforcement du mouvement de César Chavez, parmi les ouvriers agricoles en Californie, entre 1965 et 1975, malgré les pressions, les brutalités et même les meurtres ne s'expliquent que par la stricte application d'une stratégie « non-violente ».

Il ne s'agit pas de laisser entendre que la pratique non-violente soit exempte de survivances violentes. Le présent social dans lequel s'insère l'action est imprégné de violence et en définissant une stratégie, c'est une réalité dont il

faut tenir compte. Il faut prévoir les risques de violence, en reconnaître les prémisses, assumer les conséquences si elle éclate, ce qui ne signifie pas qu'on en prenne son parti.

Pour assurer la cohésion du mouvement, il est indispensable qu'une forte conscience collective anime la masse des travailleurs. Elle n'est possible qu'en développant l'information et dans l'action. Toute stratégie fondée sur le nombre (comme la stratégie « non-violente ») exige que chaque participant soit exactement informé du cours de l'injustice que l'on combat, des conditions de la lutte, des objectifs poursuivis et des moyens d'action utilisés. Il est essentiel que chacun soit averti des risques qu'il encourt et qu'il participe effectivement à la décision et à la préparation de l'action.

Le rôle pédagogique de la lutte est reconnu par tous les militants politiques ou syndicaux. Elle contribue à éléver la conscience de classe des travailleurs, en développant la solidarité et en enseignant la responsabilité.

En engageant un plus grand nombre de travailleurs dans l'action, la pratique non-violente exerce un effet de masse qui désarme l'adversaire et l'oblige à composer.

Le pouvoir utilise de plus en plus « l'opinion publique » à seule fin de faire accepter sa politique. Il bénéficie pour cela des supports de l'information dont il a la maîtrise presque complète. Toute action nécessite donc un travail de popularisation qui tend à déplacer le champ de la lutte. Il s'agit par une contre-information de présenter les motifs et les conditions du mouvement et par une lutte idéologique de combattre les présupposés culturels. Une telle stratégie suppose que les travailleurs en lutte multiplient les contacts avec la population.

Ces contacts présentent un intérêt tactique et stratégique de premier plan. Toutefois, ils ne sont possibles que dans un contexte non-violent; tout acte de violence étant d'ailleurs utilisé par le pouvoir pour tenter d'isoler les travailleurs, ce qui facilite la répression.

La sensibilisation de l'opinion publique aux formes d'actions non-violentes prolonge cette popularisation de l'action. Elle offre aux collectivités soumises à l'injustice ou affrontées à des décisions du pouvoir, une alternative à la résignation. La lutte victorieuse des habitants de Markolsheim en fournit un exemple récent. La « stratégie de l'action

non-violente » est « en étroite dépendance avec la stratégie autogestionnaire », comme le constatent Jacques Semelin et Jean Tirelli dans leur article « Les non-violents face au socialisme ». C'est qu'en effet cette stratégie exige de chacun, non seulement la participation à l'action mais la réflexion sur l'action. Elle ne peut pas être l'œuvre d'un quelconque état-major reproduisant la division sociale du travail entre ceux qui « conçoivent » et ceux qui « exécutent ». Elle doit être élaborée par les acteurs eux-mêmes, exécutée et suivie par eux. Cela n'élimine pas la délégation, tout le monde ne peut pas tout faire en même temps. Il faut organiser et coordonner les actions ; seul un groupe peu nombreux de militants est susceptible de le faire efficacement. Mais ces militants ne doivent pas devenir des « responsables », c'est-à-dire les responsables des autres, ce qui signifie une aliénation de sa responsabilité pour la plupart. Leur responsabilité c'est de faire en sorte que tous les participants à la lutte deviennent solidairement responsables.

Le choix de l'action n'est pas indifférent. Si certaines actions ne peuvent être menées que par une minorité, il est indispensable d'en prévoir d'autres qui engageront tous ceux concernés par l'objectif. Souvent, certains reculent devant des actions dures, telles que les actions de désobéissance civile qui exigent d'être assumées avec toutes leurs conséquences personnelles. Il serait fâcheux qu'ils ne participent pas au combat qui s'engage, même s'ils ne sont pas prêts. Des actions complémentaires doivent donc être prévues qui leur permettront de participer. C'est la condition pour que la lutte soit bien l'affaire de tous.

Nous devons enfin constater que les mouvements qui mettent en pratique des stratégies que nous qualifions « non-violentes » ne se réfèrent pas toujours explicitement à la non-violence. Jean-Marie Muller en donne des exemples en ce qui concerne l'Amérique latine dans le numéro 5-6 « d'Alternatives Non-Violentes ». Certains qui se rattachent au mouvement non-violent hésitent à s'en prévaloir. Le combat que mène Lorenzo Barbera dans la vallée du Belice, en Sicile, en est un exemple : « Je suis d'abord du côté des opprimés », a-t-il déclaré à Georges Didier (A.N.V. n° 3). Certaines luttes menées en Afrique et dont le numéro 9-10 d'A.N.V. s'est fait récemment l'écho, peuvent aussi être citées à l'appui. Enfin, les actions menées par les travailleurs en France ou ailleurs sont le plus souvent non-violentes.

Le fait que ces luttes ne soient pas qualifiées « non-violentes » a une cause à la fois idéologique et politique. Idéologique, parce que le terme de « non-violence » est encore chargé d'idéalisme et de moralisme. Politique, parce qu'il faut le dire, ces mouvements n'excluent pas, par principe, l'usage de la violence. X

Nous avons donc une responsabilité accrue dans ce domaine, non pour faire accepter un concept, mais pour le débarrasser de la « gangue politique » qui en cache le vrai contenu révolutionnaire, pour faire admettre une réflexion politique sur l'efficacité de la stratégie « non-violente » ; en ce domaine, le rôle du M.A.N. est fondamental.

M. DEBRACH - G.R.A.N.V. - Limoges.

(1) Editions du Seuil, p. 83.

(2) Cahiers de la Réconciliation - menus propos sur la non-violence - Janvier 1975.

(3) A. Manuest (entreprise d'ameublement à Chatenois, Vosges), les travailleurs en lutte contre les licenciements ont conçu et fabriqué un meuble dénommé « Sauvegarde » qui a été commercialisé au Salon du Meuble en Janvier 1975.

à EVERWEAR (Saint-Quentin - Fabrique de couvre-lits), les ouvrières ont lutté pour éviter la liquidation de l'entreprise (leur outil de travail) - grève et vente sauvage de couvertures (mars 1975).

Nouvelles brèves

ENVELOPPES - Modifications à apporter au paiement de votre impôt (3 % Larzac) - Prix : 10 F les 100 francs. Jean-Luc, M.L.A.N.V. 68, rue Mercière, 69002 Lyon.

LE GUIDE DE L'OBJECTEUR DE CONSCIENCE.
Très bien fait, complet et très clair. A commander (3 F) à C.L.O., B.P. 3063, 31025 Toulouse cedex.

Le numéro de juin de « Croissance des Jeunes Nations » contient d'excellents articles sur la non-violence (J.M. Muller), sur la solidarité avec le Tiers-Monde (Mouvement 1 % Tiers-Monde) et sur le refus-redistribution de l'impôt (V. Roussel). Le numéro : 5 F (163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris).

L'ECHANGEMENT, association d'échanges internationaux de jeunes, agréée par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, attire l'attention des lecteurs d'« Alternatives » sur le fait que quelques places sont encore disponibles pour des jeunes de plus de 17 ans désireux de vivre pendant une année, au sein d'une famille, d'une communauté, notamment en Allemagne Fédérale, Hollande, Danemark, Finlande, ainsi qu'au Brésil et en Bolivie.

Les départs ayant lieu pendant l'été, adressez-vous — dès que possible — au Secrétariat national de l'ECHANGEMENT 12, rue Guy-de-la-Brosse, 75005 Paris - Tél. 337.70.86, aux heures de bureau.

● Si-vous êtes intéressés par la réalisation d'un film sur la Non Violence, contactez Paul LEGRAND, 106, avenue des Ternes, 75017 Paris.

● Un dossier sur « Objection dans le monde rural » a été rédigé par des jeunes ruraux du Rhône et de la Loire. A commander (2 F) à Jean-Luc DENIS, 53, rue des Docks, 69009 Lyon.

● Stage NAMIBIE

Les Menuires (du 15 au 30 juillet) à 2000 m d'altitude. Ce stage est organisé conjointement par le Collectif International Namibie (NTC) et le Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP).

Renseignements et inscriptions : MCP 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris - Coût : 300 F.

● UNIVERSITE DE PAIX (Fondation Dominique PIRE, prix Nobel) - Session internationale du 1^{er} au 14 août 1975 : « Alternatives Nouvelles de Société ».

Renseignements : Université de Paix, 3, rue de la Paix, 5201 Tihange-sur-Huy (Belgique) - Coût : 4 500 FB.

SESSIONS AUX CIRCAUDS (Oyé 71610 St-JULIEN-de-CIVRY)

● Du 4 juillet (matin) au 15 juillet (soir) et du 18 août (matin) au 29 août (soir) : DECOUVERTE, INITIATION, FORMATION A L'ACTION NON VIOLENTE.
Organisée et animée par les Circauds. Douze jours de vie communautaire, avec alternance de travaux, de réflexion, de prise en charge de la vie collective.

● Du 26 juillet (matin) au 2 août (soir) : LES FEMMES.
Participation des femmes dans les luttes ; les femmes et la non violence ; la créativité des femmes...
Cette session aura lieu, si le nombre des participant(es) est suffisant. Un programme détaillé sera envoyé par la suite.

● Du 6 août (matin) au 14 août (soir) : INITIATION A LA NON VIOLENCE.
Session animée par le M.A.N.

● Du 1^{er} septembre (matin) au 13 septembre (soir) : RESERVE AUX OBJECTEURS DE CONSCIENCE.
La défense civile non violente, à partir des exemples historiques et des « études sur le sujet, comment envisager une défense civile ? ». Place et rôle des objecteurs.
Les frais de participation seront de 20 F par jour.
Nous demandons 50 F à l'inscription pour pouvoir engager les premières dépenses. Les chèques sont à libeller à l'ordre des Amis des Circauds (C.C.P. 4514-75 Lyon).

● LE MAN (Mouvement pour une Alternative Non Violente) organise deux sessions :

- l'une se tiendra aux Circauds (voir annonce des sessions aux Circauds) ;
- l'autre se déroulera dans la région lyonnaise. Elle se composera de deux parties :
 - * la première partie : Initiation à la Non Violence et rôle du MAN (du 26 au 31 juillet) ;
 - * la deuxième partie portera sur « Sociétés multinationales et passage au socialisme ». Cette session est plus spécialisée (du 1^{er} au 6 août).

On peut ne participer qu'à l'une des deux parties.

Renseignements et inscriptions : J. Delorme, 77, rue Coste, 69300 Caluire.

désobéissance civile en Italie

(automne 74)

On a déjà entendu parler d'un important mouvement de désobéissance civile en Italie, l'an dernier : le journal « Le Monde » lui a même consacré un de ses « bulletins de l'étranger ». Mais on n'a jamais eu, en France, d'information sérieuse sur la manière dont les choses se sont passées. Ces quelques pages voudraient simplement commencer à combler cette lacune. Elles ne sont pas encore, faute de temps et de documents, l'étude complète de ce mouvement ; elles voudraient simplement faire sentir son importance, et donner aux militants syndicaux et non-violents l'envie d'en apprendre davantage.

LES TRANSPORTS

Tout a commencé à Turin, le 19 août 1974 : en rentrant de vacances, les ouvriers de Turin et de sa banlieue, qui avaient déjà eu l'occasion, en juillet, de discuter entre eux sur leurs conditions de vie et de travail (inflation, cadences, loisirs, etc.) eurent une surprise : les tarifs des transports avaient augmenté de 30 % ! Et cela sans consultation des syndicats...

Dès le premier jour, alors que certains ouvriers prenaient leur billet au nouveau tarif, d'autres refusèrent de payer l'augmentation. C'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase : depuis 2 ans des discussions étaient engagées entre Syndicats et Sociétés de transports pour réorganiser les transports (prix, fréquences de passage, matériels) mais sans résultats.

Dans les usines, les ouvriers se réunirent pour étudier des moyens de riposter à cette augmentation. Diverses propositions furent faites :

— organiser le transport en remplissant les voitures individuelles.

— occuper des municipalités et des sièges de sociétés de transport.

— payer la carte hebdomadaire à l'ancien tarif : les syndicats tirant eux-mêmes des billets « sauvages », les vendant à l'ancien tarif et expédiant les sommes, par la poste, aux diverses sociétés de transport.

C'est cette dernière solution qui fut adoptée, sous l'influence, semble-t-il, de militants de la C.I.S.L. (proche de la CFDT française) qui avaient été en contact avec des non-violents, très actifs à Turin, et qui connaissaient bien les techniques de désobéissance civile.

Le mouvement d'autoréduction commence dès le 26 août dans la ville de Pinarolo et sur la liaison Pinarolo-Turin. Dans les jours suivants, il s'étend à toutes les lignes entre Turin et sa banlieue. En soi, le mouvement n'empêche pas les bus de circuler : tous les passagers étant, aux yeux du règlement, en « infraction », la répression est impossible ; la riposte des sociétés de transport consiste donc à retirer leurs bus de la circulation. Mais les 3 syndicats qui participaient à l'action intervinrent

auprès du Préfet pour que soit garanti le service public, et dès la 3^e semaine, les bus circulaient à nouveau. Le mouvement d'autoréduction gagna même alors les lignes urbaines.

L'organisation matérielle de l'action fut prise en charge par les syndicats ; au début, il n'y avait que la C.I.S.L. : cette centrale avait participé aux discussions préparatoires et immédiatement soutenu l'option de désobéissance civile. Mais rapidement la C.G.I.L. (équivalent de la CGT chez nous), bien que surprise, apporta son soutien actif. L'U.I.L. (notre F.O.) après avoir marqué son désaccord, apporta finalement son soutien. Les délégués syndicaux récoltaient l'argent et donnaient aux ouvriers un billet prouvant qu'ils avaient payé leur trajet, mais à l'ancien tarif. En envoyant les sommes aux Sociétés de Transport, les Syndicats précisaiient que l'action continuerait tant qu'un accord ne serait pas négocié.

Les sociétés répondent que l'augmentation a été autorisée par le Gouvernement. C'est donc une négociation à 3 qui s'engage pendant la troisième semaine : syndicats, sociétés de transport et Gouvernement régional. Le 10 septembre, l'accord intervient sur les bases suivantes :

- l'augmentation de 30 % est abolie,
- une augmentation de 20 %, correspondant à la hausse du coût de la vie, est acceptée. De plus, une unification des tarifs kilométriques de toutes les sociétés est mise à l'étude.

Il faut noter que cette action, bien que l'autoréduction n'ait été pratiquée qu'à Turin et dans sa banlieue, a profité à toute la région de Lombardie.

L'ELECTRICITE

Ce type d'action n'était pas tout à fait inconnu des travailleurs : en 1968, les ouvriers de FIAT avaient réussi, par une autoréduction « sauvage » de leurs cadences de travail, à les faire baisser réellement. Le succès de l'action sur les tarifs de transport les amena à beaucoup en parler entre eux et à s'y intéresser de plus près ; aussi, lorsque

le 20 septembre, fut appliquée une augmentation de 70 % sur les tarifs d'électricité, décidèrent-ils de reconduire le mouvement de désobéissance civile.

Une fois encore, la décision vint de la base ; mais la C.I.S.L., prévoyant que ce moyen serait à nouveau employé, avait préparé un document à l'intention des délégués syndicaux : rédigée par des employés de l'E.N.E.L. (l'EDF italienne) cette étude montrait, chiffres et textes à l'appui, comment l'augmentation pénalisait surtout le petit consommateur.

Du 10 au 20 septembre, avant même que l'augmentation soit effective, les ouvriers se réunissent dans les entreprises, et le syndicat explique la stratégie de résistance collective : on ne paiera que 50 % de la facture.

Le 20 septembre, arrivent les premières factures. Les syndicats ont déjà imprimé, dans leurs locaux, des mandats spéciaux pour régler ces factures. Au dos de ce mandat, chacun doit écrire ces mots : « Règlement selon les indications de C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L. ». Ayant ainsi payé ses 50 %, chacun signe une pétition adressée à l'E.N.E.L. réclamant une révision de l'augmentation.

Un soutien important fut apporté par les Comités de quartier, tenant des permanences quotidiennes, expliquant l'action, installant des tables devant les bureaux de poste, etc...

Comme pour les transports, le Gouvernement commença par refuser la discussion. La répression n'était pas facile ; il fallait envoyer couper le courant chez chacun des réfractaires, qui étaient des dizaines de milliers ! Et ce travail aurait dû être confié à des employés de l'E.N.E.L., eux-mêmes sympathisants du mouvement ! La force du nombre, la solidarité des travailleurs empêchèrent toute répression sérieuse.

L'action étant partie de la base, c'est la base qui discute, quartier par quartier, ou entreprise par entreprise, des objectifs de la revendication. En discutant, on prend conscience que la première réaction « non à l'augmentation » n'est pas la meilleure ; et l'on se met d'accord sur les objectifs suivants :

- oui à une certaine augmentation, pourvu qu'elle ne défavorise pas les petits consommateurs : les entreprises doivent payer.
- oui à un service public qui s'intéresse à la classe ouvrière.

Ce mouvement d'autoréduction a surtout été suivi dans les villes (Turin et sa banlieue) mais très peu dans les campagnes : les paysans étaient méfiants envers une lutte qu'ils sentaient dirigée contre le Gouvernement. Le mouvement essaya de s'étendre au Piémont, à la suite d'une rencontre avec les syndicats de cette région, mais elle n'eut pas grand succès ; cependant, la pétition recueillit 67 000 signatures dans une ville comme Novara.

Fin novembre, le Gouvernement accepta de négocier et un accord intervint le 16 décembre. Il prévoyait que l'augmentation serait modulée afin de ne pas trop peser sur le petit consommateur ; mais il prévoyait aussi, pour régulariser la situation, que tous les réfractaires paieraient intégralement les 50 % qu'ils avaient refusés : le nouveau tarif n'étant applicable que sur le dernier trimestre 1974. L'intersyndicale, à Turin, trouve cette conclusion amère : il semble bien, en effet, que les Centrales syndicales qui ont mené les négociations à Rome, au niveau national, ont marqué leur désapprobation pour le moyen employé en ne réclamant pas que soit aménagé le cas des réfractaires... On ne transige pas sur les principes : les 50 % ayant été illégalement retenus, il fallait les payer !

Cette lutte, menée principalement à Turin et en Lombardie, a bénéficié au pays entier : le nouveau tarif est valable pour toute l'Italie...

EN GUISE DE BILAN.

Ces formes de lutte ont soulevé un grand intérêt dans l'opinion ; la Presse les a rapportées par des articles nombreux, souvent en première page. Les partis politiques, à l'exception du Partito Radicale (cf l'article de C. Delorme dans A.N.V., n° 8), ont été plutôt hostiles. Le P.C. italien, pendant le temps de la lutte, l'a soutenue, mais seulement en paroles, cherchant plutôt à éteindre l'incendie. Depuis, en

mars 75, un jugement beaucoup plus explicitement sévère a été porté par les instances du Parti contre cette forme d'action.

Une des « retombées » inattendues de ces mouvements populaires d'autoréduction a été une augmentation sensible de la conscience et de la mobilisation politiques : aux élections qui ont eu lieu depuis pour élire un maire et différents membres du pouvoir régional, la participation à la campagne électorale et au scrutin a été sensiblement plus forte qu'à l'ordinaire, ce qui a étonné tous les responsables politiques.

L'hostilité des Centrales syndicales (au niveau national) et des partis politiques envers les techniques de désobéissance civile explique que le mouvement n'ait pas repris lorsqu'entra en vigueur une forte augmentation des tarifs téléphoniques : il est vrai que dans ce cas, la répression aurait été trop simple : il est plus facile de débrancher les lignes téléphoniques des refuseurs que d'aller chez chacun couper les compteurs... Cependant, la force de dissuasion de ce genre d'action est telle qu'en Lombardie il a suffi d'un simple tract des syndicats (à la base) protestant contre cette augmentation, pour qu'elle soit finalement réduite !

L'Italie n'est pas loin de la France, ni géographiquement ni même culturellement et politiquement : des formes d'action qui viennent de montrer là-bas leur efficacité peuvent-elles être reprises chez nous ? Certes, nous connaissons déjà cette désobéissance volontaire, affichée, organisée comme forme de lutte : Lip, Cerisay, Everwear, Teppaz, le Larzac montrent la voie ; mais c'est encore au niveau de petites unités de quelques centaines de personnes... Quand verrons-nous un syndicat, un parti, un mouvement populaire lancer dans la désobéissance civile massive des dizaines de milliers de personnes ?

Bernard GIGUET,
(M.L.A.N.V. Lyon).

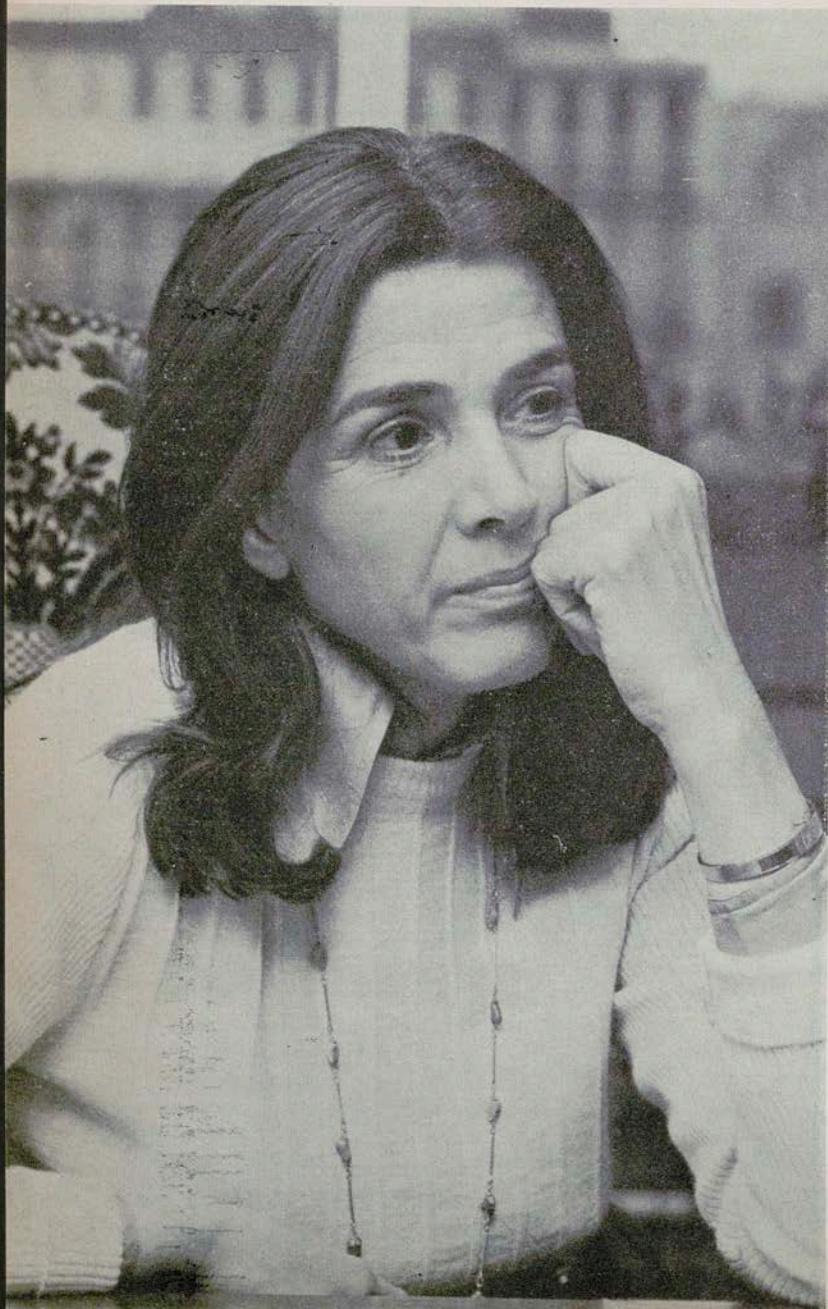


Photo G.D.

rencontre avec Gisèle Halimi

A.N.V. : Que pensez-vous de la loi du 17 janvier relative à l'avortement ?

G. HALIMI : Je considère que cette loi est un progrès incontestable quoi qu'en dise. On a obtenu ce qui était fondamental : casser une loi qui était véritablement médiévale. Néanmoins, cette loi a deux failles : la première, c'est que l'avortement n'est pas remboursé par la Sécurité sociale. Il y a donc une injustice entre les femmes, ce qui est vraiment scandaleux. Il y aura l'avortement légal des riches et l'avortement légal des pauvres. Il y a aussi celles qui sont plus pauvres que les pauvres et qui auront recours à l'avortement illégal, clandestin, en faisant appel aux

Nous avions contacté Gisèle HALIMI pour notre précédent numéro : « Femmes ». Par manque de temps, elle n'avait pu nous recevoir. Elle vient de le faire avec gentillesse.

Animatrice de « Choisir », elle a été l'avocate de la libéralisation de l'avortement, sujet parfois brûlant chez les « non violents ». Nous livrons tels quels ses propos qui aideront notre recherche.

Aujourd'hui, défenseur d'Eva Forest, militante espagnole risquant le garrot, elle nous demande de nous mobiliser pour ce procès.

faiseuses d'anges qui ne prennent que 100 F. Ces femmes n'ont pas les 700 F qu'il faut payer dans un hôpital ou dans une clinique.

Michèle Chevalier, que j'avais défendue à Bobigny, la mère de Marie-Claire, a parlé à la télévision, dans « Tribune libre » : « Moi, a-t-elle dit, je me rends compte qu'aujourd'hui, avec l'avortement permis par la loi, j'aurai eu le même problème parce que je n'ai pas 700 F, j'aurai été « coincée » de la même manière ». On nous a dit que c'était un moyen de dissuasion (Simone Veil, Françoise Giroud) ; mais en fait on ne dissuade personne car rien n'a jamais arrêté une femme lorsqu'elle est décidée de se faire avorter. La preuve, c'est qu'elle va jusqu'à en mourir, et qu'elle le fait.

On oblige cette femme qui n'a pas les 700 F à recourir à des méthodes extrêmement dangereuses pour elle. Il faut donc que cela soit changé. Nous continuons à nous battre là-dessus pour demander la Sécurité sociale.

La deuxième chose, c'est la fameuse clause de conscience. Vous savez que les médecins ont le droit de refuser l'avortement. C'est inspiré d'un principe respectable. Les médecins, que leurs convictions politiques, religieuses, philosophiques empêcheraient de pratiquer l'avortement, ont le droit de refuser de le faire.

La clause de conscience c'est un principe qu'il ne faut pas détourner de son sens. Or, on a assisté à des specta-

cles de médecins bourgeois, mandarins, qui se sont conduits comme de véritables propriétaires : « Mes hôpitaux, disaient-ils, mes services, mes cliniques, mes sage-femmes, mes infirmières, mes internes ». Ils se sont livrés à des pressions sur ceux dont la carrière, le sort dépendaient d'eux et qui, par conséquent, ont été paralysés.

Cela est extrêmement regrettable, et je trouve dommage qu'on n'ait pas prévu de sanctions pour l'abus de ces droits. Je ne sais pas à quoi obéit un médecin qui renvoie une femme en détresse qui veut se faire avorter, et qu'il refuse d'avorter. Ne se rend-il pas plus coupable à l'égard de ses propres convictions ? Ça c'est un problème que chacun doit déterminer tout seul. Ce qui n'est pas acceptable, c'est que cela ait donné lieu à cette propagande et à ces pressions. Il y a un abus de pouvoir, un abus de droit.

A.N.V. : Pensez-vous que le législateur ait réglé correctement le problème de la contraception ?

G. HALIMI : La contraception en droit, c'est théoriquement réglé, puisque les derniers décrets d'application ont paru le 6 mai dernier.

Pour moi, il ne l'est pas, car ce qui est important pour la contraception c'est la mise en place d'une véritable propagande pour que les femmes ne pratiquent l'avortement qu'en dernier recours. Il faut donc qu'elles aient le moyen de choisir. L'éducation sexuelle à l'heure actuelle est nulle. Tout est à faire dans ce domaine, et pour la contraception, il faut que les femmes n'aient pas peur d'utiliser la pilule, qu'elles sachent ce que c'est qu'un stérilet. Je ne vois qu'un moyen : la télévision, la radio, pour que les femmes des couches les plus humbles sachent ce que c'est que la contraception, et par conséquent utilisent la contraception pour se protéger.

A.N.V. : Prévoyez-vous quelque chose à « CHOISIR » ?

G. HALIMI : Oui, « CHOISIR » va éditer un petit opuscule qui sera, je crois, le plus complet de tous sur ce qu'est la contraception. Nous allons l'édition dans une formule populaire pour le diffuser gratuitement, ou presque, enfin le plus largement possible.

La solution est qu'il faut prévenir, car la liberté de la femme, dans ce domaine, c'est la connaissance. Quand la femme sait, elle est libre puisqu'elle a le choix, et elle n'est pas acculée à l'avortement.

A.N.V. : Ce qui gêne un peu, finalement, c'est qu'on parle beaucoup plus d'avortement que de contraception.

G. HALIMI : Non, cela est faux. Je m'excuse de vous le dire aussi brutalement, mais c'est la thèse que nos adversaires ont surtout beaucoup propagée contre nous. Sincèrement, je ne comprends pas que cela vous frappe, que vous ne compreniez pas pourquoi c'est comme cela logiquement. Jusqu'à présent, on voyait une répression de l'avortement, c'est-à-dire la prison. Il y a un côté dramatique et c'est inévitablement celui qui devient public et auquel on est sensible, beaucoup plus qu'une pilule qu'on ne prend pas. Une pilule qu'on ne prend pas, cela ne se raconte même pas, cela ne se raconte qu'au stade de la grossesse non désirée, donc du drame de l'avortement. Et si on parle plus de l'avortement que de la contraception, ce n'est pas les femmes qu'il faut incriminer, car nous n'avions pas les moyens. Nous nous sommes battues contre la loi de 1920.

Il y a deux choses. Il y a le fait que l'avortement soit une chose dramatique et spectaculaire quand il est opprimé, quand il est pourchassé. Une femme par jour mourait des suites d'avortement, alors que la contraception on l'a tenue cachée, honteuse, en vertu des vieux tabous. Il y a une hypocrisie fondamentale qu'il faut faire éclater : que dans l'amour on ne sépare pas ce qui est l'acte d'amour, de plaisir, de l'acte de procréation qui est une chose fondamentale, essentielle. Ce n'est jamais nous qui avons dit le contraire. Je crois que si une organisation, et moi-même, nous nous sommes battues pour donner à la vie tout son sens, eh bien c'est parce que nous pensions que donner la vie est une chose importante, une liberté fondamentale que l'on ne peut pas laisser au hasard, qu'on ne peut pas laisser découler d'un oubli, que c'est quelque chose qui doit être voulu avec lucidité, dans la joie. C'est un acte très important de faire un enfant, et c'est parce que nous pensons cela que nous nous battons pour la contraception, et pour le droit à l'avortement en cas d'échec.

Mais jamais nous n'avons fait campagne pour l'avortement, jamais. Il faut vraiment avoir été avortée pour savoir qu'on ne recommence pas de gaieté de cœur. C'est vraiment l'ultime solution. Si les femmes en ont d'autres, je suis persuadée qu'elles n'avorteront plus.

A.N.V. : Veuillez nous dire ce qu'est « CHOISIR » et, actuellement, où en est-il ?

G. HALIMI : « CHOISIR » a modifié ses statuts tout en continuant la lutte sur les points que je vous ai signalés : nous avons élargi nos objectifs, nous n'avons jamais pensé que toute la libération de la femme tenait dans le droit à l'avortement. Nous pensons que c'est une liberté élémentaire, physique, ne pas être aliéné à soi-même, pouvoir disposer de soi-même, pouvoir choisir de donner la vie. C'est pour cela que nous nous appelons « CHOISIR », d'ailleurs le titre c'est « CHOISIR DE DONNER LA VIE ». C'est une liberté élémentaire, charnière, mais qui est une base pour d'autres combats, et la conquête d'autres libertés, et nous allons mener le combat sur tout ce qui est discriminatoire dans la condition de la femme ; alors là, il y a toute une panoplie.

PROLETARISATION DU TRAVAIL

Dans ce qui est par exemple le domaine du travail, « A travail égal, salaire égal », cela doit être proclamé dans la loi française et dans les conventions internationales. En France, on est très loin du compte. Il y a tout ce qui rend difficile le travail de la femme à l'extérieur, c'est-à-dire l'absence d'équipements sociaux, de crèches, la sous-qualification de la femme, enfin tout le monde du travail qui est un monde extrêmement discriminatoire, même s'il n'y a plus d'emplois fermés. Là où les salaires sont les moins élevés, on trouve les femmes. Par exemple, dans le monde du travail, je crois que la statistique est de 81,7 % de femmes qui travaillent dans le bas de la pyramide et qui sont employées à des emplois subalternes. Il y a très peu de femmes qui sont parvenues en haut de la hiérarchie. Il y a peu de femmes qui dirigent dans l'économie privée ou publique, et qui ont des emplois de responsabilités et des directions générales.

Dans ces 81,7 % d'emplois subalternes, il y a des employées, dactylos, sténo-dactylos, ouvrières, ouvrières spécialisées, enseignantes. C'est dans cette branche surtout que la situation de la femme est la plus scandaleuse parce que les femmes sont très nombreuses, mais à proportion de leur nombre, il devrait y avoir un certain nombre de femmes recteurs, titulaires de chaires, etc..., et il n'y en a pratiquement pas.

Les femmes sont très nombreuses dans l'enseignement car elles acceptent d'être sous-payées (vous savez, on est très mal payé dans l'enseignement, parce que l'on part du principe que le salaire de la femme est un salaire d'appoint et que par conséquent c'est elle qui doit avoir ce

salaire et pas l'homme). Les femmes sont barrées dans l'enseignement.

C'est d'ailleurs un phénomène assez remarquable quand les femmes entrent en masse dans une profession, la profession se prolétarise et se dévalorise. Par exemple, en U.R.S.S. la médecine : 80 % de médecins sont des femmes médecins. Alors, on peut se dire : que deviennent-elles plus tard ? Elles restent médecins, car si vous montez dans la recherche scientifique, il n'y a que des hommes.

Quand les femmes entrent dans une profession, cette profession se casse en deux, et immédiatement à nouveau il y a ségrégation, les hommes en haut et les femmes en bas, et même en U.R.S.S. où le monde du travail s'est quand même largement ouvert aux femmes.

Les droits civil et pénal sont très discriminatoires pour la femme ; en particulier le droit conjugal qui donne une très grande prépondérance à l'homme. C'est un fait, personne ne pourrait dire sérieusement le contraire. Une fille de 18 ans aujourd'hui a les mêmes droits qu'un garçon de 18 ans, elle est citoyenne, elle est majeure. Si elle se marie, elle retombe en tutelle du mari, elle n'aura pas le droit d'habiter où elle voudra habiter. C'est au mari de choisir, elle n'aura pas l'administration de ses propres biens, de ses biens communs. L'autorité parentale sera partagée par le père et la mère mais quand il s'agira des biens du mineur, ça sera uniquement le père ; et ainsi de suite...

Le droit pénal, c'est pareil. Il se trouve que l'adultère pour une femme c'est un crime. Avant, on les brûlait, maintenant elles passent en cour d'assises. Je ne veux pas dire par là que je voudrais que les hommes soient autant punis que les femmes, notre point de vue c'est de supprimer cela autant pour l'homme que pour la femme puisque c'est une affaire qui les concerne eux seuls et pas leurs juges. C'est une affaire qu'un homme et une femme doivent régler entre eux et il est tout à fait inutile qu'il y ait des audiences là-dessus.

MARIAGE ECHOUE - DIVORCE REUSSI

Il y a le divorce ; « CHOISIR » est tout à fait favorable à une libéralisation du divorce parce que nous estimons que ce qui compte dans la vie d'un couple, ce n'est pas cet espèce de carcan qu'on veut maintenir, mais c'est ce qu'il y a dedans, c'est le contenu du rapport entre un

homme et une femme, et par conséquent si véritablement la vie commune n'existe plus au sens fort du mot, si l'on n'a plus rien à se dire, s'il y en a un qui vit depuis 4 ou 5 ans ailleurs, il vaut mieux prononcer le divorce, et non pas s'acharner comme le fait encore le projet gouvernemental dans la notion de faute. Qu'est-ce que cela veut dire une faute quand on est un couple? Probablement, si faute il y a, elle est des deux côtés. Je ne connais pas un couple où il n'y a qu'une faute d'un côté, et puis il n'y a pas de faute.

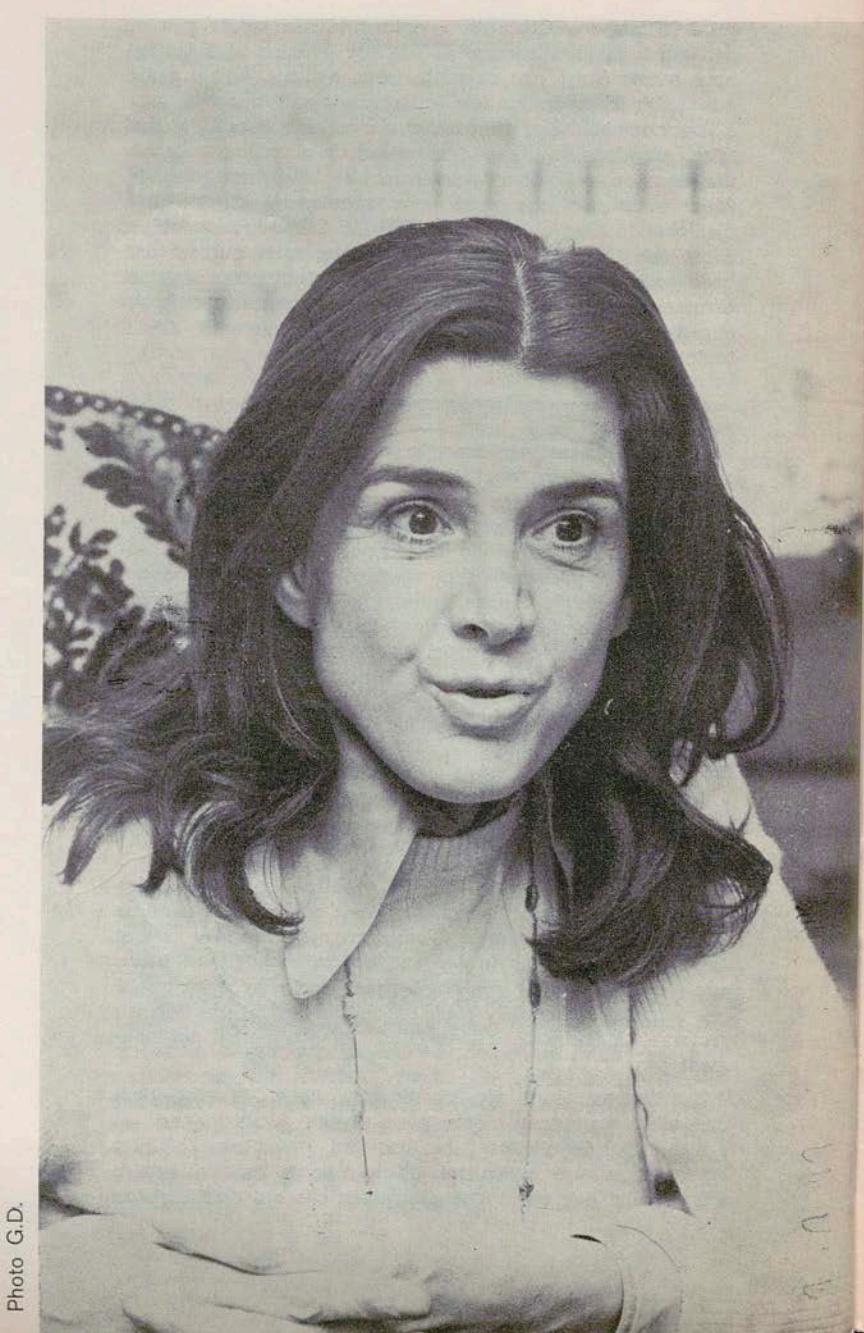
Je trouve qu'il est très important lorsqu'on a échoué dans son mariage de réussir son divorce. C'est très important pour soi-même, très important pour l'autre car on doit garder de bons rapports, car ce n'est pas vrai que l'on peut vivre avec quelqu'un 5, 10, 15 ans, et puis d'un seul coup le considérer comme un ennemi. Les gens qui ont tant soit peu de qualités et qui ont vécu ensemble continuent d'avoir un lien, mais il faut le préserver.

Or, si on se bat férolement comme la loi oblige à le faire pour divorcer, cela compromet le lien d'après. Cela, il faut l'éviter.

LA FEMME, MANDATAIRE PRECAIRE

Aujourd'hui, dans la situation dans laquelle nous sommes, les femmes souffrent d'une formation professionnelle inexisteante et idiote. Elles sont conditionnées dans certains milieux à être Madame X; eh bien cette femme, quand elle a passé 15 ans à éléver ses enfants, à être la « fée du logis », la vitrine de représentation du mari bourgeois, quand elle a aidé à sa carrière (c'est elle qui porte les bijoux, les visons, et qui reçoit) elle imagine à tort qu'elle a beaucoup de pouvoirs.

Elle apprend brusquement à ses dépens que lorsque, un jour, l'homme a envie de la quitter il la quitte; elle n'est plus rien, elle n'a été qu'une mandataire précaire, et pas autre chose. Comment voulez-vous qu'une femme de 45 ans qui n'a jamais rien fait dans sa vie puisse brusquement prendre un métier, s'insérer ou se réinsérer dans la vie économique? C'est pratiquement impossible, sans parler du choc affectif que cela procure de toute manière. Ayant vécu dans la peau d'un autre il lui est très difficile de réintégrer sa propre peau. C'est pour cela que ce qu'une femme ne doit pas faire quand elle se marie, c'est changer son nom. Il n'y a pas de raison, l'homme ne change pas le sien.



CREER AU FEMININ

La femme est le lieu de grands enfermements, l'enfermement culturel, l'enfermement des mythes, des stéréotypes. Il faut que la femme lutte contre cela, qu'elle ne soit pas l'image qu'une société d'hommes, de publicité, de consommation a fabriquée. Il faut que la femme ne soit pas le reflet de valeurs masculines.

Tout récemment, j'ai parlé sur un sujet que je ne connaissais pas mais qui m'a obligé à me poser des questions : « Dans la création, qu'est-ce que ça apporte d'être femme ? ». Effectivement, je suis persuadée que l'on ne crée pas de la même manière quand on est femme, je veux dire quand on s'assume comme femme. Mais, je fais un peu mon autocritique parce que j'ai écrit « La cause des femmes ». Je l'ai écrit en sentant combien j'étais femme, mais bien entendu, je me suis rendue compte que je n'avais qu'un seul véhicule : le discours masculin. Il fallait prendre non seulement les mots, mais les images, le raisonnement qui pouvaient frapper les hommes. Je ne sais pas encore comment il faut faire pour créer au féminin. C'est à inventer.

J'ai écrit en 1962 un livre sur une jeune héroïne algérienne qui avait été odieusement torturée. Je me suis rendue compte que j'écrivais comme si j'avais été un homme. J'ai voulu faire passer un langage politique, alors que j'avais été traumatisée au plus profond de moi-même quand je l'ai vue dans sa cellule, couverte de bleus, mais surtout quand elle m'a raconté son histoire de viol alors qu'elle était vierge et musulmane. Je me souviens que j'avais envie, dans mon livre (si j'avais agi comme je le voulais) qu'il y ait au moins 40 pages sur cela, pas seulement sur elle, mais comment avaient fonctionné ses tortionnaires. Pourquoi commence-t-on par violer une femme ? Pourquoi une femme ne peut-elle pas sortir seule dans la rue sans avoir cette crainte. C'est une chose sur laquelle j'aurai voulu raconter, mais je ne l'ai pas fait, je me suis auto-censurée, j'ai créé comme un homme ; alors qu'aujourd'hui je sens dans ma démarche que ce que j'ai envie de faire c'est de créer comme une femme, c'est-à-dire de dire exactement ce que je sens, et en quoi ça peut être différent d'une création d'homme, je ne dis pas supérieure d'ailleurs. Je crois que les femmes et les hommes sont égaux par leurs différences, qu'il ne faut pas nous identifier, nous stéréotyper et nous renvoyer une image à laquelle nous essayons désespérément de ressembler.

Tous les mythes des femmes sont fabriqués : comment paraître ce que l'homme attend de nous. Il faut qu'on soit « intuitives, charmantes, surtout pas scientifiques (il paraît que cela ne nous ressemble guère), pas logiques, tout charme et toute féminité dehors ». C'est exactement le contraire de ce que j'appelle, moi, les valeurs féminines. Depuis la genèse les femmes sont nées dans une identité qui est leur identité authentique. Je ne veux pas dire que nous soyons supérieures.

Depuis la maternelle, les livres conditionnent. On y voit le mari dans une voiture pétaradante, c'est l'agressivité, alors que la femme est restée toute la journée à la maison ; elle prépare l'oasis, et après la journée qu'elle a passée, elle doit être rose, elle est maquillée, bien coiffée et souriante. Quand le mari arrive, il dit : « Ah, tu as de la chance de n'avoir rien fait toute la journée, moi j'ai eu une journée épaisante ! ». Les enfants sont conditionnés, les garçons et les filles, puisqu'on les conditionne. A l'école, on leur donne des jeux différents. On leur donne des livres où il y a cela. Mais, je n'ai que des garçons, ils sont sans problème, mais quand ils veulent me taquiner, ils sortent des choses qu'ils entendent : qu'une fille doit avoir du charme, un garçon ne doit pas pleurer. Ça se dit partout. Pleurer est encore une conduite féminine. Un garçon se bagarre à la sortie de l'école, on dit que c'est bien, il est viril. Tout cela vient du fait qu'on perpétue encore le mythe « l'homme, la virilité triomphante » et « la femme dépendante, passive ».

Dans le couple, nous devons être interchangeables. Il n'y a pas de rôle pour un homme et de rôle pour une femme. Quand on vit ensemble, quand on fait des enfants, eh bien on doit pouvoir avec le même bonheur échanger les tâches. Il n'y a aucune raison qu'il y ait un ghetto, l'univers féminin qui est à la maison, et l'univers extérieur qui n'appartient qu'à l'homme, le monde de la décision, de l'économie.

La femme n'est toujours que par procuration, et c'est cela qu'il faut changer. Je crois d'ailleurs que les hommes ont à gagner à cela car ce n'est pas drôle pour eux d'être toujours dans le mythe de la virilité, ils aimeraient être comme tout le monde, vulnérables et pleurer si les femmes pleurent.

A.N.V. : La lutte des femmes est-elle une lutte à part ?

G. HALIMI : Je crois que les luttes des femmes doivent

être menées en priorité par des femmes. C'est une grande règle de l'histoire qui ne connaît pas d'exception. Il n'y a pas d'exemple que des opprimés aient été libérés par d'autres. Il y a plusieurs phases historiques. Quand on me dit : « Vous êtes bien bêtes de vous battre comme cela pour les femmes. Les femmes aiment être dominées, s'il me plaît à moi d'être objet ? » C'est possible ! C'est parce qu'il y a une phase dans l'histoire où l'esclave n'avait pas conscience de son oppression, il n'avait qu'une envie, celle de ressembler à son maître.

La deuxième phase, c'est la prise de conscience. C'est le heurt.

Dans la première phase, le noir veut ressembler au blanc, il a honte de sa négritude, il veut être le premier élu au Sénat américain. La deuxième phase pour les noirs, ce fut celle des Blacks Panthers et des autres, et pour les ouvriers la lutte des classes, et pour les femmes l'affrontement avec les hommes. Je ne dis pas que l'affrontement doive se terminer dans le sang, mais il y a un affrontement nécessaire.

C'est notre rapport qui nous lie à l'homme que nous combattons. Ce que nous voulons détruire, c'est un rapport de domination de l'homme sur la femme, ses priviléges à lui par rapport à nous.

Il y en a quelques-uns qui savent que notre lutte peut leur profiter, mais au départ, dans la grande masse, la marge de libération des femmes est une marge d'affrontement au sens large du mot. Je ne suis pas pour qu'on « châtre » les hommes ou qu'on les supprime. Je ne suis pas pour un monde de femmes. Le monde est très bien comme il est, différencié et hétéro-sexuel, mais qu'il le soit dans l'égalité.

Et puis la troisième phase dans laquelle nous parviendrons, je ne sais pas quand, dans 100 ans, dans 200 ans, c'est la phase où nous aurons totalement avancé dans notre démarche libératrice, que nous nous rapprocherons des hommes en les prenant par la main, en leur disant : « Voyez, ce n'est pas si mal d'être sans privilége. Le monde est meilleur et partageons-le ensemble ».

Nous n'en sommes qu'à la deuxième phase.

LES FEMMES COLLENT LES ENVELOPPES

Concrètement, nous sommes dans un mouvement de la lutte des femmes qui doit se dérouler à deux niveaux, dans un niveau avec les hommes parce que je ne crois pas qu'on puisse libérer les femmes en laissant les hommes

exploités, opprimés dans un monde d'injustices. Donc à ce niveau-là, il y a une lutte que les femmes doivent mener avec les hommes à l'intérieur de leurs organisations respectives, partis, syndicats, organisations, associations ; mais pour ne pas être une fois de plus celles qui collent les enveloppes, celles qui tapent à la machine, celles qui préparent le café pendant que les hommes dirigent l'organisation ou les partis, prennent la parole et rédigent les éditoriaux. Il faut que les femmes viennent dans ces organisations avec une certaine force et cette force, elles ne peuvent l'acquérir que si elles militent avec d'autres femmes d'une autre organisation, dans un mouvement de femmes, et pour nous c'est le mouvement « CHOISIR », un mouvement féministe qui se bat sur des choses spécifiquement féministes.

Le deuxième avantage que j'y vois, ce sont les vertus pédagogiques de ce mouvement de femmes, puisque les femmes entre elles ne fonctionnent pas comme elles fonctionnent avec des hommes, surtout quand il faut parler, prendre des décisions, elles n'osent pas. Mais quand elles sont entre elles, elles trouvent les mots justes.

La troisième chose c'est une espèce de chaleur qui naît entre les femmes, un contact extrêmement chaleureux et fort dans lequel j'ai éprouvé de grandes joies.

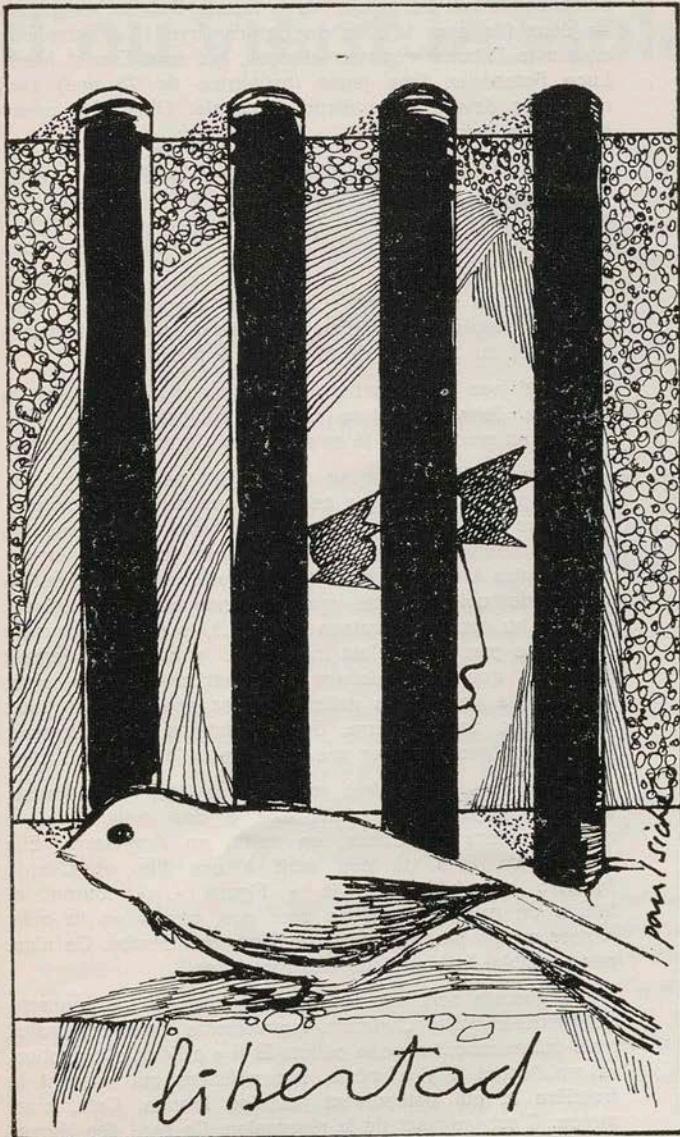
C'est quelque chose de formidable une réunion de femmes quand on n'a pas peur d'être censurée par un homme. C'est une expérience pour moi unique. Le quatrième avantage, c'est que les femmes apprennent entre elles à s'exprimer, à formuler leurs pensées, à faire des plans de lutte, et c'est un peu l'école qui leur sert quand elles ont à lutter avec les hommes, à ne plus avoir peur. Elles ont en quelque sorte fait leurs classes, mais les ont fait tranquillement, entre elles, sans complexe, sans tricherie, sans avoir à séduire, et par conséquent elles arrivent beaucoup plus fortes pour militer. Quand on ira dans une association de partis, on n'acceptera pas d'être la bonne à tout faire des hommes qui ont le monopole de l'intelligence et de la direction.

Voilà comment je vois les deux niveaux de lutte.

CE N'EST PAS UNE LUTTE SECONDAIRE

A.N.V. : Croyez-vous que la lutte des femmes est indispensable pour gagner ?

G. HALIMI : Oui, je crois qu'il faut sortir une fois pour toutes d'illusions que beaucoup de femmes ont eues de



croire qu'il n'y a pas besoin de lutte des femmes, qu'il suffit de lutter entre hommes et femmes, et que la libération de la femme suivra ; ça c'est faux.

Je crois que la lutte des femmes est une lutte à titre principal et pas secondaire. C'est une lutte qu'il faut mener en même temps que l'autre, et ça je l'ai toujours senti.

Je crois qu'il y a la nécessité de groupe. Il ne faut pas réfléchir toute seule, car à force de le faire on essaie de s'en tirer et quand on essaie de s'en tirer seule c'est le contraire d'une démarche de libération. Les femmes qui disent s'en tirer toutes seules trichent car je sais que ce n'est pas vrai ; je sais moi ce que j'ai dû faire, dû encaisser comme coups durs pour pouvoir faire ce que j'ai voulu faire.

A.N.V. : Vous êtes l'avocat d'Eva Forest.

G. HALIMI : Eva Forest est mon amie depuis 1962. C'est un médecin psychiatre qui a épousé Alphonso Sastre, qui est un grand dramaturge espagnol. Je l'ai connue quand j'étais envoyée par un groupe de femmes, car elle était déjà en prison avec sa petite fille qui, à l'époque, avait 3 mois. Il y avait un groupe d'intellectuels qui avaient manifesté la solidarité aux grévistes des Asturias en défilant devant le ministère de l'Intérieur. Alors on les a tous arrêtés, mais on a tout de suite fait la différence. Les intellectuels, on leur a dit qu'on les libérait s'ils payaient, alors que les ouvriers étaient condamnés à faire de la prison.

Alors, tous les intellectuels ont refusé de payer l'amende et sont allés en prison. C'est comme ça qu'Eva est allée en prison avec sa petite fille. J'ai été envoyée pour la voir et on a fêté sa sortie de prison en 1962.

C'est une fille très exceptionnelle à tous les points de vue, intelligence, générosité, sensibilité, dévouement. C'est une fille qui a toujours été happée par les grandes causes, libération du Viet-Nam, Cuba, l'Algérie, les femmes.

On ne sait pas, car c'est gardé secret, pourquoi on va la condamner à mort. Il n'y a que la thèse de la police, c'est épouvantable. Il n'y a que deux avocats dont je suis : l'un à qui on a enlevé son passeport, donc il ne peut pas

aller la voir; et moi qui suis expulsée d'Espagne. Je suis interdite de séjour depuis que j'ai été observateur au procès de Burgos. en 1971.

Alors, quand elle comparait devant le juge d'instruction militaire, elle est toute seule, il n'y a pas d'avocat, l'autre avocat est basque français de San-Sebastian, il ne peut pas aller la voir.

Pour Eva, le jour des faits où on a placé une bombe à la cafétéria, je crois qu'elle se trouvait en Suède avec ses amis suédois, mais vous savez comment c'est, on n'a pas un agenda précis. Elle, elle doit le savoir, mais comment voulez-vous qu'elle le dise, elle n'a pas la parole.

Alors le dossier n'est pas communiqué, absence d'avocats, et le procès risque de se dérouler suivant une procédure extrêmement rapide, c'est-à-dire que nous saurons la date 5 jours avant. L'avocat n'a donc que 5 jours pour préparer la défense, voir la cliente. Elle a été tenue au secret pendant 17 jours, abominablement torturée. Je crois que vous le savez puisque j'ai publié un article pour elle dans « Le Monde ». Elle avait fait sortir une lettre à mon intention où elle écrivait dans les détails ce qui lui était arrivé. J'ai fait un article où j'ai presque textuellement repris ce qu'elle disait.

Elle a été mise au secret, c'est-à-dire coupée de tout le monde, sa famille, son mari s'est enfui et c'est lui qui m'a avertie en me disant: « Eva est en danger, fais quelque chose ». Le jour même, on l'a emmenée à la brigade politico-sociale qui est la brigade des tortionnaires là-bas.

Contre eux, il n'y a pas d'accusation. Eva, elle est militante, mais lui est complètement dans la lune, c'est tout simplement parce qu'il est le mari. On pensait qu'il allait être libéré incessamment et il ne l'est pas.

Pour Eva, nous sommes très inquiets.

A.N.V. : Pour Eva, organsez-vous quelque chose au point de vue soutien ?

G. HALIMI : Oui. Pour l'instant, on a fait des conférences de presse. Ils ont scindé les procès. Un va venir cette semaine: deux Basques qui vont être condamnés à mort, et peut-être seront-ils exécutés dans les 5 heures. C'est abominable, et ces deux là sont considérés comme les

complices d'Eva. Le procès de la Puerta Del Sol est coupé en deux (ils sont 18). Ils en ont renvoyé 16 d'entre eux devant le Tribunal commun et deux, qui sont Eva et Maria Luce Fernandez (une jeune institutrice de 23 ans) sont renvoyées devant la juridiction spéciale. Elles sont passibles de la peine de mort.

Et il y a un troisième dossier qui est l'attentat contre Carrero Blanco. On a reproché à Eva d'avoir traduit en bon espagnol un manuscrit qui raconte l'histoire. Je crois que c'est tout ce qu'on a comme charge contre elle. C'était une militante.

Je voudrais qu'on soit solidaire au moment du procès, et qu'on envoie des télégrammes à l'ambassade d'Espagne à Paris et au Ministre de la Justice à Madrid.

Je n'ai pas l'autorisation de plaider au procès, je la demande. Je voudrais au moins être présente, la voir, assister au procès, que je sois autorisée à aller en Espagne.

Je suis interdite de séjour en Espagne parce que j'ai dit, lors du procès de Burgos ce que je voyais. J'ai témoigné, j'ai dit ce que ces hommes et ces femmes avaient raconté sur les tortures. Il y a une bataille que je mène partout, c'est contre la torture. Il n'y a pas une seule justification au monde qui permette que des hommes en torturent d'autres au nom de la raison d'Etat. Là, je suis doublement concernée parce que c'est mon amie. Je connais tellement bien Eva, que cette histoire de poser une bombe, c'est faux. On a passé des nuits à parler ensemble de tout, de l'amour, de la guerre, des révolutions, de littérature. Je ne peux pas imaginer une seconde qu'elle ait fait cela.

C'est une femme très ouverte et très chaleureuse. Elle est toujours disponible. Elle a des amis dans le monde entier: en Suède, en Italie, en Angleterre. Elle a sorti un livre où elle écrit à ses fils, et Claude Mauriac a publié dans le « Figaro », « Journal et lettres de prison ». On ne peut pas, quand on lit cela, penser qu'elle peut écrire ça et poser une bombe. Ce n'est pas possible. Je jurerai de son innocence.

Les avocats sont menacés de mort par les mouvements de guerrilleros Del Christore, mouvements d'extrême-droite, mais qui marchent avec la police. Et il y a l'état d'exception, et maintenant il y a même des policiers qui passent la frontière et qui poursuivent jusqu'en France. Cela, c'est atroce. C'est vraiment de la régression. Ce sont des choses qui dépassent mon entendement. Je n'arrive pas à croire que cela puisse encore exister.

« Journal et Lettres de prison », Eva FOREST, édition des Femmes, 2, rue de la Roquette, 75011 PARIS.
Adresse de « CHOISIR » : 102, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

d'où vient la violence en Afrique ?

Préparant notre numéro sur « l'Afrique de la non-violence », nous avions écrit au Professeur Joseph Ki-Zerbo pour lui demander sa contribution. Homme politique de gauche d'une haute valeur morale, historien remarquable (il est le premier Africain à avoir retracé l'histoire de son continent), Joseph Ki-Zerbo est en effet une des grandes voix de l'Afrique et un de ses plus dignes représentants. Ecrasé par ses obligations (notamment celles concernant le développement de l'éducation en Haute-Volta), l'auteur de « L'Histoire de l'Afrique Noire » (Ed. Hatier, Paris, 1972) n'a malheureusement pas pu nous répondre à temps, et ce n'est qu'après la sortie de notre numéro 9-10 que nous avons reçu un texte de lui : « D'où vient la violence en Afrique ? », texte d'une intervention faite à la radio de Copenhague en septembre 1968, mais jamais publié.

Nous confiant les pages toujours actuelles de cette intervention, Joseph Ki-Zerbo soulignait dans sa lettre :

- « Je pense que la violence éclatera en Afrique à partir d'éléments de plus en plus extérieurs :
- immixions impérialistes de type chilien ou vietnamien ;
 - guerres nationalistes du type XIX^e siècle européen, à partir du concept d'Etat « souverain », idée anachronique dans le contexte mondial de 1975 ;
 - luttes sociales qui s'aggraveront de plus en plus, avec la substitution au communautarisme africain assez égalitaire, de structures sociales créées par l'introduction du capital et la constitution de minorités de nantis. »

Et par rapport à la non-violence, il avait cette réflexion :

« Pour ma part, j'estime que la non-violence absolue encourage la violence. La limite de la non-violence dont je suis volontiers partisan, c'est la légitime défense individuelle ou collective. Je sais que ce principe, pour être correctement appliqué, exige des hommes et des dirigeants de haute moralité. Mais l'essor du commerce des armes prouve bien que la moralité ne s'élève pas en raison directe de la richesse des nations. »

Dans une lettre reçue ultérieurement et qui accusait réception de notre numéro sur l'Afrique (« qui me semble bien conçu. Les dessins sont particulièrement éloquents »), Joseph Ki-Zerbo précisait encore :

« Le grand problème de la violence en Afrique, c'est que la contagion du schéma socio-économique capitaliste secrète automatiquement des classes antagonistes dont la constitution est plus ou moins avancée selon le degré de « croissance » des Etats.

« En plus de cette violence latente interne, il y a évidemment l'occupation de territoire doublée de racisme en Afrique australie et les immixions extérieures doublées du commerce homicide des armes offertes par les pays riches.

« Comment désamorcer une telle poudrière ? La bonne foi ne suffit certainement pas. Il faut que les hommes humains s'organisent. »

Chaque jour proviennent des pays sous-développés en général, et de l'Afrique en particulier, des nouvelles de manifestations, de grèves, de sabotages, de meurtres, de guerres civiles et de guérillas.

Trop de gens se contentent d'enregistrer tout cela sans chercher à analyser les événements pour remonter à leurs causes, comme l'homme de Platon qui, sur le fond de sa caverne, ne voyait que les ombres fugitives du monde extérieur réel, trop de gens ne connaissent de l'Afrique que les images approximatives projetées sur les pages des journaux à grand tirage ou sur les écrans du cinéma et de la télévision. Pour éclairer un peu ce problème, posons-nous la question : « D'où vient la violence en Afrique ? ». Ce diagnostic permettra peut-être de suggérer quelques remèdes.

Mais d'abord, faisons la part de la propagande et de la publicité facile. L'Afrique, en effet, est un continent immense et varié. Sa vie intime, profonde et quotidienne si riche d'éléments positifs et d'enseignements exigerait une approche assez longue à base de sympathie. Alors, par paresse, pour aller vite, par indifférence ou par calcul parfois, on s'accroche aux épiphénomènes, à la mousse et à l'écume de la surface. On satisfait ainsi à l'exotisme de pacotille et à un certain complexe conscient ou subconscient de supériorité qui a déjà été exploité pour justifier les violences historiques de la traite des Noirs ou de la colonisation. « L'Afrique ténébreuse » du temps des explorateurs du XIX^e siècle n'est pas encore morte. « L'Afrique ténébreuse » ! Alors que c'est le continent où il y a le plus de lumière.

Mais venons-en aux causes des explosions de violence qu'on constate aujourd'hui en Afrique. L'une des plus importantes est le tribalisme. En Afrique, la tribu demeure une réalité sociologique puissante. En l'absence d'une infrastructure de communication

ou télécommunication assez dense, en l'absence d'unité linguistique ou d'intégration politique réelle, le cadre naturel de référence sentimentale reste la « patrie » définie par une langue donnée mais aussi par beaucoup d'autres usages, un style ou un genre de vie. Certains peuples pratiquaient la circoncision et l'excision, d'autres pas. Les chants et danses, le rituel religieux, les goûts et tabous alimentaires ne sont pas les mêmes ni non plus les souvenirs des chocs et des guerres transmis par la tradition.

Certes, il convient de ne pas exagérer ces antagonismes. Beaucoup de grands Etats ou empires africains englobaient de nombreux peuples aux langues variées, mais qui coexistaient dans la plus grande harmonie.

Le célèbre voyageur arabe Ibn Batouta arrivant au Mali au XIV^e siècle, exactement au début de la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre, fut frappé par la paix et la sécurité qui régnait dans ce vaste empire supra-tribal. Plus besoin de caravane, les droits des autochtones et des étrangers étaient parfaitement protégés. Par ailleurs, dans leur vie quotidienne, ces peuples ont été unis par tant de croisements biologiques, tant d'emprunts linguistiques, tant d'échanges techniques et culturels de toutes sortes qu'on peut presque prétendre qu'il n'y a pas de vraie tribu en Afrique. Mais les réalités sont là. Les seuls noms du Biafra, du Congo, du Kenya (pour ne citer que ceux-là) sont assez évocateurs. Et les événements qui s'y sont déroulés ont coûté la vie à des millions de personnes.

Certains analystes européens interprètent l'aspiration de telle tribu africaine à l'identité politique, en termes de nationalisme qui serait analogue aux mouvements des nationalités européennes du XIX^e siècle, tel que le Risorgimento italien. Mais l'Histoire ne se répète pas. Sans compter qu'à l'heure où la lune devient réellement la banlieue de la terre, ce

genre de nationalisme est franchement dépassé, qui pourra assigner une limite à l'effritement, à l'atomisation tribal en Afrique. En effet, sur le territoire même des tribus qui aspirent à la souveraineté, il y a toujours des sous-tribus et peuples minoritaires dont certains ne dépassent pas cent mille habitants qui pourraient aussi articuler les mêmes revendications. Le tribalisme n'a pas de limite.

Constatons seulement qu'il s'exprime avec plus de violence dans les parties de l'Afrique qui n'ont pas connu dans le passé précolonial ou colonial une intégration politique ou culturelle très prononcée. Par exemple, dans les zones forestières traditionnellement morcelées sur le plan politique. Dans les zones de savane au contraire, en particulier dans la bande sub-saharienne qui va du Sénégal au Nil où de grands empires ont brassé les peuples, le tribalisme est estompé. Il fait place parfois hélas à un antagonisme plus ou moins ouvert entre les Noirs et les groupes arabo-berbères du nord, par exemple en Mauritanie, au Mali et au Soudan.

Le réveil du tribalisme depuis l'indépendance des pays africains est donc un phénomène réactionnaire par rapport aux rassemblements politiques précoloniaux. L'on sait en effet que des fédérations à contenu politique, administratif, culturel et économique avaient été formées depuis l'Afrique Occidentale française jusqu'à l'Afrique Orientale britannique. Par ailleurs, l'identité de situation pour tous les colonisés et l'impératif de la lutte contre un adversaire commun renforçaient la solidarité et la cohésion entre les peuples africains. Mais une fois l'indépendance acquise, les forces centrifuges sont relancées. Les peuples autrefois dominants ont parfois voulu reprendre leur leadership. Les tribus naguère dominées, surtout lorsqu'elles l'emportaient numériquement, ont voulu s'appuyer sur le régime démocratique pour prendre leur revanche. Cette dernière attitude explique les massacres des Tutsi par les Hutu au Rwanda et Burundi.

Notons cependant que le pluralisme tribal ne signifie pas nécessairement tribalisme qui implique l'idée de rapports inégaux et antagonistes. Trop souvent, alors que les peuples de tribus différentes coexistent pacifiquement, des politiciens véreux n'hésitent pas à les dresser les uns contre les autres. En effet, en Afrique, la formation et l'information politique font gravement défaut. 30 à 95 % des gens selon les pays sont encore analphabètes et ne peuvent se former une opinion personnelle. Beaucoup de personnes n'ont pas encore passé de la condition clanique au statut et à la stature de citoyen. Leur univers émotionnel et mental reste beaucoup plus local que national, beaucoup plus concret et sentimental que rationnel. Cela reste assez vrai même dans les pays où l'indépendance a été conquise de haute lutte par un conflit armé qui cimentait tous les groupes dans un effort libérateur et créateur, selon la fameuse formule : « la personnalité se pose en s'opposant ». Il est donc trop tentant pour les politiciens, au lieu d'entreprendre une éducation longue et difficile, d'exploiter les motivations les plus flatteuses pour la masse. Déjà, la pratique de la langue locale donne à chacun d'eux une sorte de monopole de fait sur la région qu'il transforme peu à peu en un fief où les soi disant « étrangers » n'ont plus droit à la parole et risquent même leur vie en voulant s'y aventurer. Le tribalisme est anti-démocratique.

D'ailleurs, l'intégration civique et nationale serait mortelle pour de tels politiciens, dont la valeur personnelle généralement médiocre les ferait balayer si le jeu politique se situait sur la plateforme des idées et des programmes. La masse cependant indique au moins autant vers la coopération, l'association et même intégration intertribale, car celle-ci facilite de beaucoup sa vie quotidienne. Là aussi, la politique intervient pour intéresser matériellement les masses au tribalisme. On essaie par exemple d'assurer aux gens le monopole exclusif sur leurs terres même dans les parties non exploitées. Des

membres d'un peuple plus prolifique et plus industriels viennent-ils s'installer ? On leur permet de semer mais non de planter, de peur que les arbres ne leur donnent un droit permanent sur le sol. On entrave ainsi un certain libéralisme du droit d'établissement qui donnerait des chances à tous les talents et maximisera la mise en valeur. La pauvreté favorise le tribalisme et le tribalisme aggrave la pauvreté. Terrible cercle vicieux !

Notons à ce propos que contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays développés, le mandat politique est souvent brigué comme une profession qui relève considérablement le niveau de vie des intéressés. On a tendance à le considérer alors comme un vrai gagne-pain et à ne pas reculer devant les pires extrémités pour le conserver. Même si cela ne s'applique pas au leader lui-même, cela vaut très souvent pour ses acolytes et lieutenants ; petite équipe parasite qui se transforme rapidement en hommes de main et en exécuteurs de basses œuvres.

Mais encore une fois, l'impact du tribalisme ne doit pas être exagéré. Par exemple, nombre de pays africains sont gouvernés aujourd'hui par des leaders qui n'appartiennent pas aux tribus majoritaires (1).

Le drame, c'est quand les influences extérieures viennent encore exacerber les antagonismes et leur fournir les moyens d'action.

Les colonisateurs avaient souvent utilisé les tribus les unes contre les autres, et cela depuis le temps de la traite des Noirs, par exemple les Fanti du Ghana contre les Ashanti et réciproquement. Durant la période coloniale, quand une tribu se rebellait, on mobilisait des soldats d'une autre ethnie pour la

(1) L'appartenance à une ethnie vraiment minoritaire constitue d'ailleurs pour certains une garantie d'impartialité et un frein au risque de domination.

mâter. Par ailleurs, des chefferies parfois chancelantes ont été renforcées soit par l'application de l'indirect rule, soit par la mise à la disposition du chef traditionnel d'un appareil policier et répressif inconnu jusque-là, détruisant ainsi l'équilibre antérieur basé sur un rapport de forces de même nature sinon de même ampleur. Si les soubresauts d'origine tribale sont moins graves au Ghana qu'au Nigéria, cela provient en grande partie du fait que l'indirect rule a été appliquée beaucoup plus systématiquement dans ce dernier pays.

Aujourd'hui encore, les groupements, gouvernements néo-colonialistes n'hésiteront pas, comme au Congo, à encourager la sécession en flattant le sentiment tribal alors que la réalité est une affaire de gros sous. Seulement, ils fourniront les moyens financiers et les armes. Les flèches des guerres tribales d'autan étaient du moins peu meurtrières et les engagements étaient scandés de longues trêves. Aujourd'hui, le tribalisme africain est doté de toute la panoplie moderne des guerres d'extermination. Certes, les frontières actuelles des Etats africains sont loin d'être satisfaisantes. Les Sénoufos, par exemple, peuple puissamment original, sont découverts aujourd'hui entre le Mali, la Côte-d'Ivoire et la Haute-Volta. De proches parents, parfois des frères, sont de nationalités différentes et se voient interdire certaines possibilités dans leurs pays respectifs. Mais à qui la faute, sinon à ceux qui, à la fin du XIX^e siècle ont dépecé le continent africain sur le tapis vert des conférences, et qui, en 1960, ont joué le jeu du démantèlement des fédérations coloniales ? Le remède consiste-t-il aujourd'hui en une remise en cause générale qui entraînerait des convulsions sanglantes sans fin ? Certainement pas.

En plus des intérêts, les idéologies extérieures provoquent déjà des tensions graves en Afrique. Les religions, elles, ont très peu rompu la tolérance traditionnelle de l'Africain.

Assez peu de guerres saintes ou de guerres de religion en Afrique et toujours du fait des religions révélées importées. L'animisme lui, encore majoritaire en Afrique admet au-dessous du Dieu Suprême commun à tous, des dieux particuliers pour les individus ou les groupes. Mais les idéologies politiques contractées à l'extérieur par l'élite intellectuelle africaine et qui vont de l'extrême gauche à l'extrême droite à l'image même de l'éventail des pays formateurs des cadres, promettent d'autres remous. Les disciples et néophytes sont souvent plus fanatiques que leurs maîtres. Ils viennent inoculer leurs idées soit à des paysans analphabètes qui n'ont presque aucune autre source compensative d'informations soit, mieux encore, dans le milieu d'élection que constituera de plus en plus la grande ville africaine. Celle-ci est une marmite en surpression et parfois une vraie poudrière car la faible croissance économique ne permet pas d'éponger régulièrement dans l'industrie l'afflux des villageois ou des intellectuels à la formation inadaptée, lesquels se transforment en chômeurs et des camisados des médinas. Dans de tels milieux, les idéologies extrémistes apparaissent facilement comme le mirage fascinant de la solution globale et radicale à tous les problèmes. C'est là que les massacres ont lieu en général. Ce point est capital car la violence des situations est la racine même de la violence des actions laquelle n'en est qu'une manifestation extérieure (2).

Le plus important, c'est donc de bien situer les structures ou nœuds de tension sociologique, économique, socio-politique et culturelle afin de détecter tous les rapports d'inégalité ou d'exploitation qui peuvent se résoudre dans des explosions sanglantes. L'Afrique devra-t-elle parcourir la longue route trempée de sang qui a mené l'Europe depuis les barbares jusqu'aux guerres féodales, nationales, inter-

nationales et planétaires ? A côté de ces holocaustes, les guerres tribales africaines peuvent sembler mineures bien qu'elles produisent des effets relativement plus catastrophiques. La perte d'un homme de l'étoffe de Tom M'Boya n'équivaut-elle pas à la perte d'une armée dans la bataille contre le sous-développement ? En conclusion, la violence pourrait être réduite par l'essor de l'instruction qui devrait ouvrir un horizon plus large et assurer l'intégration civique par un « new deal des émotions » et par la substitution de la rationalité à l'élan passionnel et primitif.

A l'exemple des Etats multinationaux, il faut épanouir la tribu sur le plan culturel, mais l'intégrer sur le plan politique au sein d'un même Etat et par la fédération des Etats.

« Donnez leur une tour à bâtir et vous en ferez des frères », a dit Saint-Exupéry. Seule la mobilisation des peuples utilisant les capacités respectives des tribus pour un projet commun dans un « meeting pot » africain peut assurer le développement économique, clé de la détente sociale.

Un proverbe africain dit : « Crains le bétier par devant, crains le cheval par derrière, crains l'homme de tous les côtés ». Mais dans toute salutation, on souhaite la paix.

La violence, les chocs sociaux et les assassinats politiques ne sont pas propres à l'Afrique. C'est pourquoi l'établissement de structures plus justes et la coopération extérieure qualitative et sélective peuvent seuls exorciser les forces obscures, négatives et morbides qui règnent en Afrique comme ailleurs.

(2) La situation des Noirs Rhodésiens et Sud Africains est une situation de violence.

Joseph Ki-Zerbo.

nous avons lu :

CESAR CHAVEZ ET LA LUTTE DES OUVRIERS
AGRICOLE AUX U.S.A. (1965-1975), par Fr. Thomazo.
Brochure ronéotée, 200 pages. Prix : 10 F.

Rédigée à la suite d'un séjour d'un mois (été 74) au milieu des travailleurs de l'U.F.W. (le syndicat créé par Chavez), cette brochure est un outil de travail désormais indispensable pour quiconque s'intéresse à la lutte des Chicanos. C'est en effet un document à la fois très complet et très vivant. L'auteur, membre du groupe César Chavez de Paris et du Comité du M.A.N., a participé à toutes les actions qui se sont déroulées à travers toute la Californie pendant son séjour : piquets de grève, comités de boycott, marches, meetings, manifestations... Expériences nuancées et complétées par la rencontre de quelques écrivains d'extrême gauche, de quelques responsables des organisations soutenant Chavez, etc..., sans oublier l'échange presque quotidien avec Chavez lui-même.

On trouvera dans cette brochure :

- une reprise de la brochure éditée par la CRANV d'Orléans pour la période qui va de 1965 à 1970 ;
- une chronologie de 1965 à 1975 ;
- une étude des forces en présence : adversaires et soutiens de l'U.F.W. ;
- le point sur l'« agribusiness » en Californie et la situation des immigrés travailleurs agricoles ;
- l'étude du syndicat U.F.W. qui, dans ses structures comme dans sa pratique, met l'accent sur l'autodétermination des travailleurs ;
- la description des institutions diverses mises au ser-

- vice des travailleurs et gérées par eux ;
- un chapitre sur l'action menée et sur les difficultés rencontrées : Chavez se heurte aux « Teamsters » (syndicat « jaune ») et aux immigrés importés sans papiers pour briser la grève. Face à cette tactique bien connue du Patronat (« diviser pour régner »), l'U.F.W. adopte une attitude trop souvent incomprise en Europe : une explication en est donnée ;
- un récit des péripéties de la grève et des campagnes de boycott à travers les U.S.A. et le Canada ;
- le problème du réalisme et de l'efficacité de la non violence face à un déchainement de violences (en 1973 notamment) n'est pas passé sous silence.

L'ouvrage se termine sur une série de documents annexes consacrés aux travailleurs immigrés irréguliers, au voyage de Chavez en Europe (automne 1974), et jusqu'à un sujet d'examen donné en Norvège à propos de l'action « boycott » !

Si un tel « menu » ne vous tente pas c'est que vous n'avez guère d'intérêt pour la lutte non-violente la plus exemplaire qui se déroule à l'heure actuelle !

- Pour se procurer cette brochure :
- passer au local du groupe Chavez à PARIS-20^e : 37 bis, rue des Maronites, tous les jours, sauf dimanche, entre 16 h 30 et 20 heures.
 - écrire à l'auteur : F. Thomazo, 15, rue E.-Varlin, 77290 Mitry-Mory (joindre 10 F + frais de port).

alternatives non violentes

AIDEZ-NOUS

En diffusant ce numéro ou en vous abonnant :

France : 25 F - Etranger : 30 F - De soutien : 50 F.

Belgique : 200 FB - Suisse : 18 FS.

Chèques, mandats ou timbres.

C.C.P. 2915-21 Lyon.

Adresse : 3, rue Lemot, 69001 Lyon.

Tél. (78).28.18.45.

Collaborateurs : membres du Mouvement Lyonnais d'Action Non Violente (68, rue Mercière, 69002 Lyon).
... Et tous ceux qui enverront des articles !

Comité de Direction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON. Directeur de Publication : Georges DIDIER. Secrétaire : Monique ARCISSET.

Dépôt légal : 2^e trimestre 1975

Imprimerie Reynaud - 10, rue du Soleil - Saint-Etienne

**AFRIQUE
DU
SUD**



**boycottons
les
oranges
Outspan
d'Afrique
du sud**

Collectif anti-outspan : 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Sommaire

	page
Table ronde avec :	
Louis BESSON, Robert CHAPUIS, Roger GARAUDY, Victor LEDUC Marc PAILLET,	3
et Jacques de BOLLARDIERE, Maurice DEBRACH, Jean-Marie MULLER.	
Gagner le Larzac (C. Mellon, J. Sémerin)	25
Pour une approche politique de la pratique non violente (M. Debrach)	35
Désobéissance civile en Italie (B. Giguet)	43
Interview de Gisèle HALIMI	47
D'où vient la violence en Afrique ? (J. Ki-Zerbo).	55